



Ministero del Lavoro,
della Salute e delle Politiche Sociali
www.lavoro.gov.it

Immigration *comment, où, quand* *Manuel d'utilisation* *pour l'intégration*

Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union Européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité du Ministère du Travail, de la Santé et des Politiques Sociales et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne.



Ministero del Lavoro,
della Salute e delle Politiche Sociali

Immigration comment, où, quand *Manuel d'utilisation pour l'intégration* 2009



MINISTERO DEL LAVORO, DELLA SALUTE
E DELLE POLITICHE SOCIALI
www.lavoro.gov.it

Immigration *comment, où, quand* *Manuel d'utilisation* *pour l'intégration*

Immigration comment, où, quand

Manuel d'utilisation pour l'intégration



Ministero del Lavoro,
della Salute e delle Politiche Sociali

Le Vademecum **Immigration: où, comment, quand**
«Manuel d'utilisation pour l'intégration» a été réalisé par
le Ministère du Travail, de la Santé et des Politiques Sociales -
Direction Générale de l'Immigration en collaboration avec:



IV édition mise à jour en septembre 2009

La présente publication est disponible on line sur le site
www.lavoro.gov.it

Le Ministère du Travail, de la Santé et des Politiques Sociales - Direction
Générale de l'Immigration - ne répond pas des éventuels écarts entre la tra-
duction et l'original.



Bienvenu en Italie!

Pour bien vivre et s'intégrer à la société italienne, il est important de connaître ses règles et l'organisation de la vie.

Ce guide a été créé aussi bien pour celui qui projette de venir en Italie et a besoin de comprendre la façon d'y entrer, que pour celui qui se trouve déjà sur le territoire italien. De plus, même les employeurs italiens et étrangers peuvent y trouver des indications pour accompagner le travailleur dans son parcours d'intégration.

C'est un guide qui peut aussi aider à résoudre les problèmes de la vie quotidienne : du contrat de travail à l'inscription des enfants à l'école, de la délivrance du permis de conduire à l'ouverture d'un compte courant à la banque.

Soutenu par le Ministère du Travail, de la Santé et des Politiques Sociales, il s'agit d'un instrument synthétique, pratique, le plus exhaustif possible et consultable en huit langues.

Bonne lecture!



Table

CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE <i>Art. 1-54</i>	9
ENTRÉE	25
Frontière	27
Visas	27
SÉJOUR	37
Permis de séjour	39
Permis de séjour CE de longue durée	45
Nationalité italienne	49
Espace Schengen	50
TRAVAIL	53
Marché du travail en Italie	55
Travail dépendant	55
Travail para-dépendant	62
Travail indépendant	62
Accès au marché du travail en Italie	64
Constitution et rupture du contrat de travail	72
Services pour l'Emploi	74
SYSTÈME DE COUVERTURE SOCIALE ET D'ASSURANCE	81
INPS et INAIL	83
Système de couverture sociale et d'assistance	84
Système d'assurance	90
ÉTAT CIVIL	97
Informations générales	99
Demande d'inscription à l'état civil	101
Services d'état civil	103



LOGEMENT	107
Garantie d'un logement	109
Location d'un appartement	110
Achat d'un appartement	112
Centres d'accueil	114
SANTÉ	117
Inscription au Service Sanitaire National (SSN)	119
Carte de santé	121
Services du SSN	122
Etranger Temporairement Présent (STP)	128
ÉDUCATION	129
Droit et devoir à l'instruction et à la formation	131
Crèche	131
École maternelle	132
Premier cycle	132
Second cycle	133
Université	135
Instruction et formation technique supérieure	137
Reconnaissance des titres d'études	138
Reconnaissance de quelques diplômes professionnels	139
PROTECTION DES DROITS ET DISCRIMINATION	141
Protection des droits	143
Discrimination	144
DÉCLARATION DES REVENUS	147
Informations générales	149
CUD	149
Modèle 730	150
Modèle Unique	152
Modèle 770	153
Red, ICI, ISEE	154



BANQUE	155
Services bancaires	157

AUTRES SERVICES	161
Introduction	163
Code fiscal	163
Permis de conduire et véhicules	164

ASSOCIATIONNISME	167
Liberté d'association	169
Fonder une association	169
Quelques formes d'associationnisme	173





CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

(Art. 1-54)



LE CHEF PROVISOIRE DE L'ÉTAT

Vu la délibération de l'Assemblée constituante qui dans la séance du 22 décembre 1947 a approuvé la Constitution de la République italienne;
Vu la XVIIIe disposition finale de la Constitution;

PROMULGUE

La Constitution de la République italienne dans le texte suivant:

PRINCIPES FONDAMENTAUX

Art. 1

L'Italie est une République démocratique fondée sur le travail.
La souveraineté appartient au peuple qui l'exerce selon les formes et dans les limites de la Constitution.

Art. 2

La République reconnaît et garantit les droits inviolables de l'homme, soit comme individu soit dans les organisations sociales dans lesquelles se manifeste sa personnalité, et elle exige l'accomplissement des devoirs de solidarité politique, économique et sociale auxquels il ne peut déroger.

Art. 3

Tous les citoyens sont égaux devant la loi et selon le principe de la dignité de la personne humaine, sans distinction de sexe, de race, de langue, de religion, d'opinions politiques, de conditions personnelles et sociales.
Il appartient à la République d'éliminer les obstacles d'ordre économique et social qui, limitant de fait la liberté et l'égalité des citoyens, empêchent le plein épanouissement de la personne humaine et la participation effective de tous les travailleurs à l'organisation politique, économique et sociale du pays.



Art. 4

La République reconnaît à tous les citoyens le droit au travail et promeut les conditions qui rendent ce droit effectif.

Tout citoyen a le devoir d'exercer, selon ses possibilités et selon son choix, une activité ou une fonction qui concourt au progrès matériel ou spirituel de la société.

Art. 5

La République, une et indivisible, reconnaît et favorise les autonomies locales; elle procède à une large décentralisation administrative dans les services qui dépendent de l'État; elle adapte les principes et les méthodes de sa législation aux exigences d'autonomie et de décentralisation.

Art. 6

La République protège les minorités linguistiques par des règles appropriées.

Art. 7

L'État et l'Église catholique sont, chacun dans leur domaine, indépendants et souverains.

Leurs rapports sont régis par les accords du Latran. Les modifications des accords, acceptées par les deux parties, n'exigent aucune procédure de révision constitutionnelle.

Art. 8

Toutes les religions sont également libres devant la loi.

Les religions, autres que la religion catholique, ont le droit de s'organiser selon leurs propres statuts, à condition qu'ils ne soient pas en contradiction avec le règlement judiciaire italien.

Leurs rapports avec l'État sont déterminés par la loi sur la base d'accords avec leurs représentants respectifs.



Art. 9

La République encourage le développement de la culture et la recherche scientifique et technique.

Elle protège les sites et le patrimoine historique et artistique de la Nation.

Art. 10

Le règlement judiciaire italien se conforme aux règles du droit international généralement reconnues.

La situation juridique de l'étranger est règlementée par la loi, conformément aux normes et aux traités internationaux.

Selon les conditions fixées par la loi, le droit d'asile sur le territoire de la République est accordé à l'étranger qui ne peut disposer dans son pays des libertés démocratiques garanties par la Constitution italienne.

L'extradition d'un étranger pour des délits politiques n'est pas admise.

Art. 11

L'Italie refuse la guerre comme moyen d'attenter à la liberté des autres peuples et comme méthode de résolution des différends internationaux; elle fixe dans un rapport d'égalité avec les autres États, des limites de souveraineté nécessaires pour assurer la paix et la justice entre les Nations; elle encourage et favorise les organisations internationales qui poursuivent ce but.

Art. 12

L'emblème de la République est le drapeau tricolore italien: vert, blanc et rouge, à trois bandes verticales d'égales dimensions.



PREMIÈRE PARTIE

DROITS ET DEVOIRS DES CITOYENS

TITRE I

RAPPORTS CIVILS

Art. 13

La liberté de la personne est inviolable.

Il n'est admis aucune forme de détention, d'inspection ou de perquisition de la personne, ni aucune autre restriction de sa liberté à moins que l'autorité judiciaire ne les motive par un acte juridique et seulement dans les cas et selon les modalités prévus par la loi. Dans les cas exceptionnels de nécessité et d'urgence, formellement déterminés par la loi, l'autorité de sécurité publique peut prendre des mesures provisoires, qui doivent être communiquées dans les quarante-huit heures à l'autorité judiciaire, mais si cette dernière ne les confirme pas dans les quarante-huit heures suivantes, elles sont considérées révoquées et privées de tout effet. Est punie toute violence physique et morale sur les personnes soumises de quelque manière que ce soit à des restrictions de liberté. La loi fixe les limites maximum de la détention préventive.

Art. 14

Le domicile est inviolable.

Les inspections, les perquisitions ou les saisies ne peuvent être effectuées que dans les cas et selon les modalités fixés par la loi conformément aux garanties prescrites pour la protection de la liberté de l'individu. Les vérifications et les inspections pour des raisons de santé et de sécurité publique ou dans des buts économiques et fiscaux sont déterminées par des lois spéciales.

Art. 15

La liberté et le secret de la correspondance et de toute autre forme de communication sont inviolables. Leur limitation ne peut se produire que par un acte motivé de l'autorité judiciaire avec les garanties fixées par la loi.



Art. 16

Tout citoyen peut circuler et séjourner librement dans n'importe quelle partie du territoire national, sous réserve des limitations fixées par la loi d'une manière générale pour des raisons de santé ou de sécurité. Aucune restriction ne peut être déterminée par des raisons politiques.

Tout citoyen est libre d'entrer et de sortir du territoire de la République, sous réserve des obligations légales.

Art. 17

Les citoyens ont le droit de se réunir pacifiquement et sans armes.

Pour les réunions, même dans un lieu ouvert au public, il n'est pas exigé de déclaration préalable.

Pour les réunions dans un lieu public, il doit être fait une déclaration préalable aux autorités qui ne peuvent les interdire à moins que des raisons de sécurité publique ne soient fondées.

Art. 18

Les citoyens ont le droit de s'associer librement, sans autorisation, pour des buts que la loi pénale n'interdit pas aux individus.

Sont interdites les associations secrètes et celles qui poursuivent, même indirectement, des buts politiques au moyen d'organisations de caractère militaire.

Art. 19

Chacun a le droit de professer librement sa foi religieuse sous quelque forme que ce soit, individuelle ou collective, de faire de la propagande et de rendre un culte en privé ou en public, à condition qu'il ne s'agisse pas de rites contraires aux bonnes mœurs.



Art. 20

La nature ecclésiastique et le but religieux ou culturel d'une association ou d'une institution ne peuvent être la cause de limitations législatives spéciales, ni de charges fiscales spéciales pour sa constitution, sa capacité juridique et toutes ses formes d'activité.

Art. 21

Chacun a le droit de manifester librement sa pensée par le langage parlé ou écrit et par tout autre moyen de diffusion.

La presse ne peut être soumise à des autorisations ou à des censures.

Un acte motivé de l'autorité judiciaire permet d'effectuer une saisie en cas de délits pour lesquels la loi sur la presse l'autorise expressément, ou en cas de violation des règles que cette même loi prescrit pour la désignation des responsables.

Dans de tels cas, lorsqu'il s'agit d'une urgence et que l'intervention de l'autorité judiciaire ne peut avoir lieu à temps, la saisie de la presse périodique peut être effectuée par les officiers de police judiciaire qui doivent immédiatement et au plus tard dans les vingt-quatre heures, avertir l'autorité judiciaire. Si cette dernière ne la confirme pas dans les vingt-quatre heures suivantes, la saisie est considérée révoquée et privée de tout effet.

La loi peut fixer des règles de caractère général afin que les moyens de financement de la presse périodique soient rendus publics.

Les imprimés, les spectacles et toutes les autres manifestations contraires aux bonnes mœurs sont interdits. La loi fixe les mesures aptes à prévenir et à réprimer les violations.

Art. 22

Nul ne peut être privé, pour des motifs politiques, de sa capacité juridique, de sa nationalité, de son nom.



Art. 23

Aucune prestation personnelle ou patrimoniale ne peut être imposée, si ce n'est conformément à la loi.

Art. 24

Chacun peut intenter une action judiciaire pour la protection de ses droits et de ses intérêts légitimes. La défense est un droit inviolable quelque soit l'état et le degré de la procédure. Des institutions particulières assurent aux indigents les moyens d'agir et de se défendre devant toutes les juridictions.

La loi détermine les conditions et les modalités de réparation des erreurs judiciaires.

Art. 25

Nul ne peut être détourné du juge naturel appelé par la loi.

Nul ne peut être puni à moins qu'une loi ne soit entrée en vigueur avant le fait commis.

Nul ne peut être soumis à des mesures de sécurité sauf dans les cas prévus par la loi.

Art. 26

L'extradition du citoyen ne peut être accordée que dans les cas où elle est expressément prévue par les conventions internationales.

En aucun cas, elle ne peut être admise pour des délits politiques.

Art. 27

La responsabilité pénale est personnelle.

Jusqu'à la condamnation définitive, le prévenu n'est pas considéré coupable.

Les peines ne peuvent consister en des traitements inhumains et elle doivent tendre à la rééducation du condamné.



La peine de mort n'est pas admise, sauf dans les cas prévus par les lois militaires en temps de guerre.

Art. 28

Les fonctionnaires et les agents de l'État et des entreprises publiques sont directement responsables selon les lois pénales, civiles et administratives, des actes accomplis en violation des droits. Dans ces cas, la responsabilité civile s'étend à l'État et aux entreprises publiques.

Titre II

RAPPORTS ÉTHICO-SOCIAUX

Art. 29

La République reconnaît les droits de la famille en tant que société naturelle fondée sur le mariage.

Le mariage repose sur l'égalité morale et juridique des époux, dans les limites fixées par la loi pour garantir l'unité familiale.

Art. 30

Les parents ont le droit et le devoir d'entretenir, d'instruire et d'élever leurs enfants, même s'ils sont nés hors mariage.

En cas d'incapacité des parents, la loi prévoit des mesures afin que leurs devoirs soient remplis.

La loi assure aux enfants nés hors mariage toute protection juridique et sociale, compatible avec les droits des membres de la famille légitime.

La loi fixe les règles et les limites pour la recherche de paternité.



Art. 31

La République facilite par des mesures économiques et par d'autres moyens la formation de la famille et l'accomplissement de ses devoirs, spécialement à l'égard des familles nombreuses.

Elle protège la maternité, l'enfance et la jeunesse, en favorisant les institutions nécessaires à ce but.

Art. 32

La République protège la santé en tant que droit fondamental de l'individu et intérêt de la collectivité et garantit des soins gratuits aux indigents.

Nul ne peut être contraint à un traitement sanitaire déterminé si ce n'est en vertu d'une disposition de la loi. La loi ne peut en aucun cas violer les limites imposées par le respect de la personne humaine.

Art. 33

L'art et la science sont libres ainsi que leur enseignement.

La République fixe les règles générales concernant l'instruction et crée des écoles d'État pour tous les ordres et tous les niveaux.

Les institutions et les particuliers ont le droit de créer des écoles et des instituts d'éducation sans charges pour l'État.

La loi, en fixant les droits et les obligations des écoles ne relevant pas de l'État mais qui demandent la parité, doit assurer une pleine liberté à celles-ci et un traitement scolaire équivalent à celui des élèves des écoles d'État.

Un examen d'État est prévu pour l'admission aux divers ordres et aux différentes écoles ainsi que pour l'obtention des titres d'aptitude professionnelle.

Les institutions de haute culture, les universités et les académies ont le droit de prévoir des règlements autonomes dans les limites fixées par les lois de l'État.



Art. 34

L'école est ouverte à tous.

L'instruction primaire dispensée pendant au moins huit ans est obligatoire et gratuite.

Les élèves doués et méritants, même si dépourvus de moyens financiers, ont le droit d'atteindre les niveaux les plus élevés de l'enseignement.

La République rend ce droit effectif à l'aide de bourses d'études, d'allocations aux familles et d'autres moyens qui doivent être attribués à la suite de concours.

Titre III

RAPPORTS ÉCONOMIQUES

Art. 35

La République protège le travail sous toutes ses formes et dans toutes ses applications.

Elle veille à la formation et à la promotion professionnelle des travailleurs.

Elle encourage et favorise les accords internationaux et les organisations internationales à réglementer les droits du travail.

Elle reconnaît la liberté d'émigration, sous réserve des obligations fixées par la loi dans l'intérêt général, et protège le travail italien à l'étranger.

Art. 36

Le travailleur a droit à une rétribution proportionnelle à la quantité et à la qualité de son travail et dans tous les cas à une rétribution suffisante qui lui permette ainsi qu'à sa famille de vivre librement et dans la dignité.

La durée maximum de la journée de travail est fixée par la loi.

Le travailleur a droit au repos hebdomadaire et à des congés annuels rétribués auxquels il ne peut renoncer.



Art. 37

Pour un même travail, la femme a les mêmes droits et les mêmes rétributions que l'homme. Les conditions de travail doivent permettre à la femme d'accomplir sa fonction familiale et de lui assurer ainsi qu'à son enfant une protection spéciale et appropriée.

La loi fixe la limite d'âge minimum pour le travail salarié.

La République protège le travail des mineurs par des règles spéciales et leur garantit, à égalité de travail, le droit à l'égalité de salaire.

Art. 38

Tout citoyen inapte au travail et dépourvu de moyens de subsistance a droit aux indemnités et à l'assistance sociale.

Les travailleurs ont droit à ce que des solutions permettant le maintien de leur niveau de vie soient prévues et assurées en cas d'accident, de maladie, d'invalidité et de vieillesse, de chômage involontaire.

Les inaptes et les handicapés ont droit à l'éducation et à la formation professionnelle.

Des organismes et des instituts d'État pourvoient aux tâches prévues par cet article.

L'assistance privée est libre.

Art. 39

L'organisation syndicale est libre.

Il ne peut être imposé aux syndicats d'autre obligation que leur enregistrement auprès des services locaux ou centraux, suivant les dispositions de la loi.

Les syndicats sont enregistrés à condition que leurs statuts prévoient un règlement interne se fondant sur une base démocratique.

Les syndicats enregistrés ont la personnalité juridique. Ils peuvent, représentés unitairement en proportion du nombre de leurs adhérents, conclure des conventions collectives de travail qui ont un effet obligatoire pour tous les membres des catégories professionnelles que la convention concerne.



Art. 40

Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le règlementent.

Art. 41

L'initiative économique privée est libre.

Elle ne peut s'exercer en contradiction avec l'utilité sociale ou de façon à porter atteinte à la sécurité, à la liberté, à la dignité humaine.

La loi détermine les programmes et les contrôles opportuns pour que l'activité économique publique et privée puisse être orientée et coordonnée vers des fins sociales.

Art. 42

La propriété est publique ou privée. Les biens économiques appartiennent à l'État, à des institutions ou à des particuliers.

La propriété privée est reconnue et garantie par la loi qui en détermine les modes d'acquisition, de jouissance ainsi que les limites afin d'en assurer la fonction sociale et de la rendre accessible à tous.

La propriété privée peut être retirée pour des causes d'intérêt général, dans les cas prévus par la loi et sous réserve d'indemnisation.

La loi fixe les règles et les limites de la succession légale et testamentaire ainsi que les droits de l'État sur les héritages.

Art. 43

Dans des buts d'utilité générale, la loi, à l'origine, peut réserver ou transférer par l'intermédiaire de l'expropriation et sous réserve d'indemnisation, à l'État, à des entreprises publiques ou à des communautés de travailleurs ou d'usagers, certaines entreprises ou catégories d'entreprises qui regardent des services publics essentiels, exploitent des sources d'énergie ou se présentent en situation de monopole.



Art. 44

Afin de réaliser l'exploitation rationnelle du sol et d'établir des rapports sociaux équitables, la loi impose des obligations et des limitations à la propriété foncière privée, elle fixe des limites à son étendue selon les régions et les zones agricoles, encourage et impose la bonification des terres, la transformation des grands domaines et la reconstitution des unités de production; elle aide la petite et moyenne propriété.

La loi prévoit des mesures en faveur des zones de montagne.

Art. 45

La République reconnaît la fonction sociale de la coopération à caractère de mutualité ne visant pas la spéculation privée. La loi encourage et favorise son développement par les moyens les plus appropriés et en assure, avec les contrôles opportuns, le caractère et les buts.

La loi pourvoit à la protection et au développement de l'artisanat.

Art. 46

En vue de l'ascension économique et sociale du travail et en harmonie avec les exigences de la production, la République reconnaît le droit des travailleurs à collaborer, selon les modalités et dans les limites fixées par les lois, à la gestion des entreprises.

Art. 47

La République encourage et protège l'épargne sous toutes ses formes; elle règle, coordonne et contrôle l'exercice du crédit.

Elle favorise l'ouverture à l'épargne populaire permettant l'accès à la propriété du logement, à la propriété cultivable et à l'investissement direct et indirect sous forme d'actions dans les grandes entreprises de production du pays.



Titre IV

RAPPORTS POLITIQUES

Art. 48

Sont électeurs tous les citoyens, hommes et femmes qui ont atteint l'âge de la majorité. Le vote est personnel et égal, libre et secret. Son exercice est un devoir civique. La loi fixe les conditions et les modalités relatives à l'exercice du droit de vote des citoyens résidant à l'étranger et en assure l'effectivité. Dans ce but, une circonscription « Étrangers » est instituée pour l'élection des Chambres à laquelle est attribué un nombre de sièges fixé par une norme constitutionnelle et selon des critères déterminés par la loi.

Le droit de vote ne peut être limité que pour des raisons d'incapacité civile ou pour cause de condamnation pénale irrévocable ou dans les cas d'indignité morale déterminés par la loi.

Art. 49

Tous les citoyens ont le droit de s'associer librement en partis pour concourir, selon une méthode démocratique, à la détermination de la politique nationale.

Art. 50

Tous les citoyens peuvent adresser des pétitions aux Chambres afin de demander des mesures législatives ou pour exposer des besoins d'intérêt commun.

Art. 51

Tous les citoyens de l'un ou de l'autre sexe peuvent accéder aux fonctions publiques et à l'électorat dans des conditions d'égalité selon les qualités requises fixées par la loi. À cette fin, la République encourage l'égalité entre l'homme et la femme à l'aide de mesures appropriées.



Pour l'admission aux fonctions publiques et à l'électorat, la loi peut assimiler aux citoyens les italiens n'appartenant pas à la République.
Quiconque est appelé à des fonctions publiques électives a le droit de disposer du temps nécessaire à leur exercice et de conserver son emploi.

Art. 52

La défense de la Patrie est un devoir sacré du citoyen.
Le service militaire est obligatoire dans les limites et selon les modalités fixées par la loi. Son accomplissement ne porte atteinte ni à la situation professionnelle du citoyen ni à l'exercice de ses droits politiques.
Le règlement des Forces armées se conforme à l'esprit démocratique de la République.

Art. 53

Chacun est tenu de concourir aux dépenses publiques en fonction de sa capacité de contribuable.
Le système fiscal est basé sur la progressivité.

Art. 54

Tous les citoyens ont le devoir d'être fidèles à la République et de respecter la Constitution et les lois.
Les citoyens auxquels des fonctions publiques sont confiées ont le devoir de les exercer avec discipline et honneur, en prêtant serment dans les cas fixés par la loi.



entrée
entrée

Frontière

Que se passe-t-il à la frontière italienne?

Les étrangers sont soumis aux contrôles douaniers, financiers et sanitaires. Une fois les contrôles passés, les autorités à la frontière timbrent le passeport sur lequel figurent la date et le lieu du transit.

Qui peut être refoulé à la frontière?

Les étrangers qui se présentent à la frontière sans les qualités requises pour entrer en Italie sont refoulés par la police.

Les étrangers qui sont entrés en Italie sans passer par les contrôles frontaliers, mais qui ont été arrêtés à l'entrée ou tout de suite après, et ceux qui ont été admis temporairement en Italie pour des raisons humanitaires, sont refoulés et accompagnés à la frontière.

Qui ne peut pas être refoulé à la frontière?

Même s'ils n'ont pas les documents et les qualités requises pour entrer en Italie, ne peuvent pas être refoulés les étrangers qui:

- demandent asile politique;
- ont le statut de réfugié;
- les mineurs de 18 ans, sous réserve du droit de l'enfant de suivre le parent ou le tuteur expulsé;
- bénéficient de mesures de protection temporaire pour des motifs humanitaires.

Visas

Qu'est-ce qu'un visa d'entrée?

Le visa est une autorisation délivrée par le Consulat ou la Représentation Diplomatique Consulaire compétente qui permet l'entrée de l'étranger dans l'espace Schengen ou seulement sur le territoire italien. On l'appose sur le passeport ou sur un autre document en règle.

Qui a besoin d'un visa?

Tous les citoyens considérés étrangers:

- les citoyens des pays non communautaires;
- les apatrides.



Qui n'a pas besoin du visa?

Sont autorisés à entrer en Italie sans l'obligation d'un passeport ou d'un visa:

- les citoyens de tous les pays de l'Union Européenne et de l'Espace Économique Européen: Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Estonie, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République Tchèque, Portugal, Royaume-Uni, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Suisse et Hongrie;
- les citoyens de Saint-Marin, du Saint-Siège et de Suisse;

Par contre peuvent entrer en Italie sans demande de visa:

- les étrangers qui, sortis de l'Italie, ont en plus du passeport, le permis de séjour en cours de validité et/ou le permis de séjour CE de longue durée;
- les citoyens des pays suivants: Andorre, Argentine, Australie, Brésil, Brunei, Canada, Chili, Corée du Sud, Costa Rica, Croatie, Salvador, Japon, Guatemala, Honduras, Israël, Malaisie, Mexique, Monaco, Nicaragua, Nouvelle Zélande, Panama, Paraguay, Singapour, Etats-Unis, Uruguay, Venezuela, mais seulement dans le cas de brefs séjours (durée maximum de 90 jours) pour tourisme, missions, affaires, invitations et rencontres sportives.

Attention: pour des séjours de longue durée (au-delà de 90 jours), tous les étrangers doivent avoir un visa. Le visa n'est pas nécessaire pour les étrangers en possession d'un permis de séjour CE de longue durée délivré par un autre État membre, ainsi que pour leur famille en possession d'un permis de séjour en cours de validité délivré par l'État membre de provenance. Le visa n'est pas non plus nécessaire dans le cas d'étrangers en possession d'un permis de séjour pour raisons d'études délivré par un autre État membre (à l'exception du Royaume Uni, de l'Irlande et du Danemark), dans la mesure où ils sont inscrits à des cours universitaires ou dans un institut d'enseignement supérieur, et qui, dans certaines conditions, se rendent en Italie pour poursuivre leurs études commencées dans l'autre État membre ou pour les intégrer à un programme d'études qui leur est lié.

Qui ne peut pas obtenir de visa?

Les étrangers qui ont déjà été expulsés d'Italie ou d'un des pays de l'Union Européenne, ou qui sont considérés dangereux pour l'ordre public et la sécurité de l'Italie et des autres Pays de l'Union Européenne conformément aux accords internationaux.



Pour quels motifs puis-je demander un visa?

Adoption, affaires, soins médicaux, motifs diplomatiques, membres de la famille voyageant avec l'étranger, épreuves sportives, invitations, travail (dépendant, saisonnier, indépendant), missions, motifs religieux, entrée renouvelée, résidence, regroupement familial, études, transit, tourisme.

Que dois-je faire pour avoir un visa?

Tu dois présenter ta demande au Consulat ou à l'Ambassade italienne dans ton pays de résidence.

Dans ta demande tu devras indiquer:

- tes données personnelles (nom, prénom, date de naissance, adresse et nationalité) et celles de ta famille;
- les renseignements figurant sur ton passeport ou bien sur un autre document en règle;
- la raison du voyage;
- les moyens de transport que tu penses utiliser;
- l'endroit où tu logeras;
- les moyens de subsistance pendant le voyage et le séjour.

Attention: si tu fais une fausse déclaration ou présentes de faux documents, tu seras sanctionné pénalement et ta demande sera refusée.

Combien de temps faut-il pour obtenir un visa?

Le visa peut être délivré ou refusé dans les 90 jours à compter de la présentation de la demande.

Par contre il faut compter 30 jours pour des raisons de travail dépendant et 120 jours pour travail indépendant.

Quelles sont les documents à présenter pour chaque type de visa?

Les documents à présenter et à joindre à la demande pour chaque type de visa sont énumérés sur le site www.esteri.it/visti; un formulaire de la demande est aussi disponible sur ce site.

Dans quel cas un visa d'entrée renouvelée peut-il servir?

Le visa d'entrée renouvelée est délivré par la Représentation Diplomatique Consulaire Italienne de ton pays de provenance dans les cas suivants:

- quand tu possèdes un document, un permis de séjour CE de longue durée, péri-



- mé depuis 60 jours au maximum, à condition de montrer le document périmé;
- quand tu n'as plus le document de séjour, parce que perdu ou volé, à condition de présenter la copie de la déclaration de perte ou de vol.

Quelles sont les conditions requises pour obtenir un visa pour tourisme?

- Attestation de ressources financières suffisantes pour subvenir à ses besoins (carte de crédit, caution bancaire, police d'assurance, etc.);
- billet aller-retour ou réservation;
- document qui atteste la disponibilité d'un logement (réservation d'un hôtel, déclaration d'hospitalité, etc.);
- éventuelle déclaration d'invitation, soussignée par un citoyen italien ou étranger régulièrement résident, qui certifie son offre d'hospitalité en Italie;
- assurance médicale d'une couverture ne pouvant être inférieure à 30. 000 €.

Quelles sont les conditions requises pour obtenir un visa pour raisons d'études?

- Formulaire de demande accompagné d'une photographie récente;
- passeport en cours de validité pour encore au moins 90 jours après la date limite du visa, accompagné des photocopies des pages contenant l'état civil;
- avoir plus de 14 ans (dans le cas de mineurs âgés entre 14 et 17 ans, il est nécessaire d'avoir l'accord des deux parents ou tuteurs, traduit et authentifié);
- pour les études ou la formation professionnelle, le certificat d'inscription aux cours ou à l'activité culturelle est demandé;
- moyens de subsistance;
- police d'assurance pour la couverture des dépenses médicales;
- disponibilité d'un logement;
- billet d'avion aller-retour (pour les visas Schengen: voir plus loin), ou bien billet aller et la preuve des moyens économiques pour le rapatriement (pour les visas nationaux: voir plus loin);
- documentation relative à l'emploi et au salaire des parents pour les étudiants à charge et adresse des parents;
- paiement des droits consulaires.

A qui peut-on donner le visa pour raisons d'études?

Le visa pour des raisons d'études peut être donné à l'étranger qui désire suivre des



cours universitaires et de formation professionnelle dans des institutions reconnues ou qualifiées ou qui pratique des activités culturelles ou de recherche.

De même peuvent entrer et séjourner sur le territoire italien pour raisons d'études:

- les personnes majeures admises à recevoir un enseignement secondaire, supérieur, et une formation technique supérieure;
- ceux admis à fréquenter des cours de formation professionnelle et ceux admis pour suivre un stage de formation, en fonction des quotas fixés annuellement par le Ministère du Travail, de la Santé et des Politiques Sociales;
- les mineurs dont l'âge n'est pas inférieur à quinze ans et qui disposent d'une certaine protection et contrôle ;
- les mineurs d'âge inférieur à quatorze ans qui participent à des programmes d'échanges ou à des initiatives culturelles approuvés par le Ministère de l'Enseignement, de l'Université et de la Recherche ou par le Ministère pour les Biens et les Activités culturelles.

Où puis-je demander le visa?

Tu dois faire personnellement la demande à la Représentation Diplomatique Consulaire compétente en ce qui concerne ton origine ou ta résidence. Dans ce dernier cas, tu devras prouver de posséder un titre de séjour en cours de validité dans le pays dans lequel tu souhaites demander le visa.

Comment dois-je faire pour séjourner en règle en Italie avec un visa pour raisons d'études?

Le visa pour études peut être de deux types:

- visa Schengen, de brève durée, inférieure à 90 jours à l'intérieur d'un semestre; dans ce cas, dans les 8 jours à compter de ton entrée en Italie, tu dois déclarer ta présence sur le territoire à la frontière ou à la préfecture de police de la Province dans laquelle tu te trouves;
- visa national, de longue durée, pour des séjours supérieurs à 90 jours, mais dans tous les cas à durée déterminée; dans ce cas, dans les 8 jours ouvrables à compter de ton entrée en Italie, tu dois demander un permis de séjour pour études envoyant de la poste le kit prévu.



J'ai un permis pour raisons d'études dans un autre pays de l'Union Européenne. Dois-je faire une demande de visa pour continuer mes études en Italie ou recevoir un enseignement relatif à mes études?

Non, pourvu que tu aies les qualités requises par la loi italienne, que tu participes à un programme d'échange communautaire ou bilatéral avec l'État d'origine ou bien que tu aies été autorisé à séjourner dans un autre pays de l'Union Européenne au moins pendant deux ans, et que tu joignes à la demande de séjour la documentation délivrée par les autorités académiques du pays de l'Union dans lequel tu as suivi tes études, laquelle met en évidence que le programme d'études à suivre en Italie est complémentaire de celui déjà suivi.

Puis-je obtenir le visa pour raisons d'études sans connaître la langue italienne?

Non, une connaissance de base de la langue est demandée, cette dernière est d'habitude certifiée lors d'une entrevue en italien fixée avec la Représentation Diplomatique Consulaire Italienne.

Quelles sont les conditions requises pour obtenir un visa en vue de soins médicaux?

- Déclaration de l'hôpital choisi, indiquant le type de soins;
- date initiale, durée et coût prévu pour les soins;
- déclaration de l'hôpital qui confirme le dépôt d'au moins 30% du coût total des soins;
- ressources suffisantes pour le paiement des dépenses restantes;
- titre de transport;
- autorisation du Ministère du Travail, de la Santé et des Politiques Sociales ou bien un arrêté régional spécifique pour les soins autorisés dans le cadre des interventions humanitaires.

Quelles sont les conditions requises pour obtenir un visa pour motifs religieux?

Les religieux qui participent à des cérémonies du culte ou qui exercent des fonctions religieuses, pastorales ou ecclésiastiques peuvent obtenir ce genre de visa.



Les conditions sont:

- documents attestant le statut de religieux;
- garanties documentées sur le caractère religieux de la manifestation à laquelle on participe;
- titre de transport;
- moyens de subsistance ou si les dépenses de séjour sont prises en charge par un organisme religieux, une déclaration à ce sujet de la part de l'organisme même.

Quelles sont les conditions requises pour obtenir un visa pour raisons de travail?

Cela dépend du type de travail. En effet, en Italie il en existe deux:

- travail dépendant à durée déterminée, indéterminée ou saisonnier;
- travail indépendant. (Voir aussi p. 53 et suivantes: le travail en Italie).

Quelles sont les conditions requises pour obtenir le visa pour regroupement familial dans le cas du conjoint à l'étranger?

Tu dois avoir un permis de séjour d'une durée d'au moins un an et présenter la demande de non-opposition au Guichet Unique, démontrant d'avoir:

- des ressources économiques suffisantes et une déclaration des revenus;
- un certificat délivré par la mairie de ton lieu de résidence attestant la possession d'un logement convenable et un certificat délivré par la ASL compétente par territoire, garantissant les conditions hygiéniques et sanitaires de ton logement.

Attention: la procédure de non-opposition n'est pas nécessaire pour les membres de la famille étrangers de citoyens italiens ou de citoyens de l'Union Européenne.

Pour quels membres de sa famille l'étranger déjà en Italie peut-il demander un visa pour regroupement familial?

- Le conjoint non séparé légalement et dont l'âge n'est pas inférieur à dix-huit ans;
- les enfants mineurs ainsi que ceux du conjoint ou bien ceux nés en dehors du mariage, non mariés à condition que l'autre parent, s'il est encore en vie, soit d'accord;



- les enfants majeurs à charge non mariés qui d'une façon permanente ne peuvent pas gagner leur vie en raison de leur état de santé qui indique une invalidité totale;
- les parents à charge, s'ils n'ont pas d'autres enfants dans le pays d'origine ou de provenance, ou bien les parents qui ont dépassé soixante cinq ans, si les autres enfants ne peuvent subvenir à leurs besoins pour des raisons graves de santé documentées.

Le regroupement familial, conjoint ou parent, n'est pas autorisé lorsque le membre de la famille pour lequel est demandé le regroupement, est marié à un citoyen étranger séjournant régulièrement sur le territoire national avec un autre conjoint.

Par contre, le regroupement est autorisé au fils mineur, séjournant déjà régulièrement en Italie avec un autre parent différent du parent naturel, qui puisse démontrer d'avoir les conditions requises de logement et de revenus. Il est aussi tenu compte de ces conditions pour l'autre parent.

La demande de non-opposition est délivrée par le Guichet Unique dans les 180 jours à compter de la demande.

Quels sont les documents nécessaires pour le regroupement familial?

- Demande de non-opposition au regroupement familial à présenter au Guichet Unique ;
- original et photocopie du passeport;
- original et photocopie du permis de séjour;
- photocopie du passeport des parents à regrouper;
- déclaration de l'employeur avec spécification du type de contrat de travail et rétribution mensuelle;
- photocopie de la carte d'identité de l'employeur;
- original du bail ou de l'acte notarié de la maison où tu loges; Si tu vis chez l'employeur, ce dernier devra déclarer qu'il décide d'accueillir pour une période indéterminée la famille de l'employé;
- fiche d'état civil;
- disponibilité d'un logement conforme aux conditions hygiéniques et Sanitaires, ainsi qu'aux normes d'habitabilité garanties respectivement par l'avis de la ASL compétente par territoire et du certificat d'habitabilité délivré



par la mairie. Dans le cas d'un enfant âgé de moins de quatorze ans, à la charge d'un des parents, il suffit d'obtenir l'accord du propriétaire du logement dans lequel le mineur sera effectivement accueilli;

- le revenu annuel qui ne doit pas être inférieur aux paramètres fixés par la loi.

Attention : Documents relatifs à la parenté:

- certificat de mariage traduit par la Représentation Diplomatique Consulaire Italienne compétente, dans le cas de regroupement avec le/ la conjointe;
- extrait de l'acte de naissance des enfants traduit par la Représentation Diplomatique Consulaire Italienne compétente et dans le cas où un des parents réside à l'étranger, une déclaration de consentement à l'expatriation;

Ils doivent être présentés ainsi que la demande de non-opposition, directement à la Représentation Consulaire italienne.

S'il n'existe pas de certificat délivré par les autorités étrangères compétentes ou s'il subsiste un doute sur l'authenticité de la documentation, les autorités consulaires délivreront le certificat sur la base d'un examen de l'ADN (acide désoxyribonucléique) effectué aux frais des intéressés.



séjour
séjour

Permis de séjour

Qu'est-ce que le permis de séjour?

Il s'agit d'une autorisation délivrée par le Préfet de Police qui donne le droit à l'étranger de séjourner sur le territoire de l'État. Il peut être de durée variable.

Où et quand puis-je le demander?

Le permis de séjour doit obligatoirement être demandé dans les 8 jours ouvrables à compter de la date de ton entrée sur le territoire italien ou sur le territoire d'un autre pays de l'Espace Schengen (sauf dans les cas d'entrée et de séjour en Italie pour visites, affaires, tourisme et études n'excédant pas trois mois, pour lesquels la déclaration de présence est suffisante et s'obtient à la frontière ou à la Préfecture de Police de la Province dans laquelle tu te trouves):

- dans certains bureaux de poste dans lesquels le *kit* est disponible, dans les patronats, dans certaines mairies;
- directement au Préfet de Police de la Province dans laquelle tu te trouves, seulement dans les cas de demande d'un permis de séjour pour raisons de:
- asile politique (demande – délivrance);
- soins médicaux;
- compétitions sportives;
- justice;
- intégration d'un enfant mineur;
- enfant mineur;
- raisons humanitaires;
- demande de statut d'apatride (délivrance);
- vacances, travail;
- permis de séjour pour les familles étrangères d'un citoyen italien ou de l'UE;
- raisons familiales en cas de mariage entre un citoyen étranger et un italien (art. 19 D. Lgs. 286/98).

Attention: l'instance de première délivrance du permis de séjour pour travail dépendant comme celui pour regroupement familial, est disponible et imprimée directement par le Guichet Unique pour l'Immigration, qui a déjà émis l'autorisation, et qui te sera remise ainsi que l'enveloppe à utiliser pour l'envoi à la poste, au moment de la souscription du permis de séjour.

Quels documents dois-je présenter pour obtenir le permis de séjour?

Tu dois présenter ton passeport et ton visa d'entrée. Tu recevras un imprimé sur le-



quel tu devras indiquer ton état civil, éventuellement ceux des enfants mineurs qui t'accompagnent, le lieu et le motif du séjour. A la demande, tu dois joindre 4 photographies format identité. La préfecture de police garde une copie de tous les documents. Une autre copie te sera remise comme reçu et devra contenir: le cachet du bureau dans lequel a été présentée la demande, la signature du fonctionnaire en charge, la date de la présentation de la demande, le jour du retrait du permis de séjour.

Attention: L'étranger qui demande le permis de séjour est assujéti à des relevés photo-dactyloscopiques.

Qu'est-ce que l'Accord d'intégration?

Il s'agit d'un accord passé entre le citoyen immigré et l'État italien qui propose des parcours pour une meilleure cohabitation dans notre pays. Dans cet Accord – pour lequel tu seras appelé dans les prochains mois pour sa souscription – sont stipulés des objectifs à obtenir dans la période de validité de ton permis de séjour, chacun d'eux te donnent droit à des crédits.

La stipulation d'un tel Accord représente une condition nécessaire pour l'obtention du permis de séjour. La perte complète des crédits entraîne la révocation du permis de séjour et l'expulsion du territoire, à l'exception des titulaires de permis de séjour pour asile, demande d'asile, pour protection, pour raisons humanitaires, pour raisons familiales, permis de séjour CE de longue durée, carte de séjour pour un parent étranger d'un citoyen de l'UE.

Combien de temps dure le permis de séjour?

Cela dépend des motifs pour lesquels tu le demandes.

Pour raisons de travail:

La durée du permis de séjour est celle prévue par le contrat de travail passé entre un employeur italien ou étranger séjournant régulièrement en Italie et un travailleur étranger. De toute façon sa durée ne peut pas dépasser:

- la durée totale de 9 mois, dans le cas de un ou plus contrats de travail saisonnier;
- la durée de 1 an, dans le cas de contrat de travail dépendant à durée déterminée;
- la durée de 2 ans, dans le cas de contrat de travail dépendant à durée indéterminée;
- la durée de 2 ans, dans le cas de travail indépendant.

Pour d'autres motifs:

La durée du permis de séjour coïncide avec celle prévue par le visa d'entrée



et de toute façon ne peut dépasser:

- 1 an selon la durée du cursus d'études que l'on doit suivre; le permis est renouvelable d'une année sur l'autre pour des cours pluriannuels;
- une durée égale aux procédés de concession ou de reconnaissance pour:
- acquisition de la citoyenneté;
- statut d'apatride;
- réfugié politique;
- émigration vers un autre pays;
- une durée définie par rapport à des nécessités documentées, pour tous les autres cas.

Dans les cas de regroupement familial et de travail indépendant, la durée du permis de séjour ne peut excéder les 2 ans.

Attention: Si tu prouves (passeport ou autre document sur lequel figure la date de ton départ de l'Italie liée au terme de ton précédent séjour pour travail saisonnier) que tu es venu en Italie au moins 2 ans de suite pour faire un travail saisonnier, dans le cas d'emplois répétés, ton employeur peut faire une demande de non-opposition au travail pluriannuel.

L'obtention de l'autorisation au travail pluriannuel (valable pour une période maximum de 3 ans) dépend des limites des quotas d'entrée, fixées annuellement dans le cas de travail saisonnier.

L'autorisation au travail pluriannuel te donne l'avantage d'entrer en Italie pendant 3 ans consécutifs, sans avoir à passer chaque année par la procédure des flux d'entrée, afin d'exercer, toujours pour la même durée (au maximum 9 mois), un certain travail saisonnier avec un certain employeur.

En effet, sur la base de l'autorisation pluriannuelle, un permis de séjour pour travail saisonnier pluriannuel te sera remis, lequel ne te dispense pas de demander chaque année le visa d'entrée à l'autorité diplomatique ou consulaire compétente, après présentation de la proposition de permis de séjour pour travail saisonnier qui doit t'être remis par l'employeur.

Donc, chaque année, dans les 8 jours à compter de la date de ton entrée en Italie, tu devras te rendre au Guichet Unique pour souscrire le permis de séjour pour travail.

Comment puis-je renouveler mon permis de séjour?

Tu dois présenter une demande de renouvellement au préfet de police de la Province dans laquelle tu demeures, ou envoyer le kit postal au moins 60 jours avant l'échéance. Le renouvellement est soumis à la vérification des condi-



tions prévues pour l'obtention et des diverses conditions prévues par la loi.

Combien de temps dure le renouvellement?

Le permis de séjour est renouvelé pour une durée qui ne peut être supérieure à celle initiale.

A quel moment le permis de séjour n'est-il plus renouvelable?

Le permis de séjour ne peut être renouvelé et prorogé si tu as interrompu le séjour en Italie, étant parti à l'étranger, pour une période continue supérieure à 6 mois ou supérieure à la moitié de la période de validité de ton permis de séjour, à moins qu'il n'y ait de graves motifs (service militaire et autres).

J'ai un permis de séjour pour tourisme. Puis-je le renouveler?

Oui, seulement pour de sérieux motifs tels que des raisons humanitaires ou des raisons dues à des obligations constitutionnelles et internationales.

Puis-je changer mon permis de séjour pour raisons d'études en permis de séjour pour raisons de travail?

Oui, avant l'échéance et dans les limites des quotas annuels, pour travail dépendant ou indépendant, spécialement réservés dans ce but aux citoyens étrangers:

- dans le cas de travail dépendant, tu dois présenter les documents relatifs au contrat de travail;
- dans le cas de travail indépendant, tu dois présenter la documentation relative à l'activité que tu feras et à la disponibilité financière nécessaire pour l'exercer.

Si en Italie tu as obtenu un doctorat ou un master universitaire de second niveau, au rythme du permis de séjour pour raisons d'études, tu peux être inscrit sur la liste des demandeurs d'emploi pour une période qui ne peut dépasser 12 mois, ou alors, en présence de qualités requises prévues par la loi, tu peux demander le changement en permis de séjour pour raisons de travail.

Attention: en ce qui concerne le changement du permis de séjour des mineurs qui atteignent la majorité en Italie, et de ceux qui se diplômement en Italie, il n'est pas nécessaire de vérifier les quotas.

Si j'ai un permis de séjour pour travail saisonnier, puis-je le changer en permis de séjour pour travail dépendant à durée déterminée ou indéterminée?

- Oui, si tu as déjà eu un contrat de travail saisonnier l'année précédente et



- que tu es à ta deuxième entrée en Italie;
- si par contre tu es à ta première entrée en Italie, tu peux changer d'employeur dans la période de validité du permis de séjour (9 mois), mais toujours dans le cas d'un travail saisonnier; à la fin du contrat de travail, tu dois retourner dans ton pays et tu peux demander le droit de priorité pour l'année suivante.

Puis-je utiliser mon permis de séjour pour travail dépendant, indépendant et/ou pour des raisons familiales pour exercer d'autres activités?

Oui, même sans le changer ni le rectifier, pour toute la période de validité du permis. Par exemple:

- le permis de séjour pour travail dépendant (non saisonnier) te permet d'exercer un travail indépendant ou d'être un associé travaillant dans une coopérative;
- le permis de séjour pour travail indépendant te permet d'exercer un travail dépendant, respectant les communications obligatoires prévues par la loi, par l'intermédiaire du modèle unifié; dans ce cas, l'employeur doit aussi le communiquer au Guichet Unique pour l'Immigration situé au Bureau Territorial du Gouvernement-Préfecture envoyant le permis de séjour pour travail dépendant;
- le permis de séjour pour regroupement familial ou pour suivre le travailleur, te permet d'exercer un travail dépendant ou un travail indépendant;
- le permis de séjour pour raisons d'études et de formation te permet d'exercer un travail dépendant ne dépassant pas 20 heures hebdomadaires, éventuellement cumulables sur 52 semaines, mais de toute façon dans la limite de 1.040 heures par an. Ce permis peut être transformé en permis de séjour pour raisons de travail, dans la limite des quotas annuels spécialement réservés dans ce but.

Attention: en ce qui concerne le changement du permis de séjour des mineurs qui atteignent la majorité en Italie, et de ceux qui se diplômement en Italie, il n'est pas nécessaire de vérifier les quotas.

Peut-on me refuser ou me révoquer mon permis de séjour?

Le permis de séjour peut être révoqué si tu n'as pas les conditions requises pour séjourner en Italie, à moins qu'il n'existe de sérieux motifs humanitaires par exemple, ou déterminés par des obligations constitutionnelles ou internationales.

Que puis-je faire si on me refuse ou me révoque le permis de séjour?

Dans les 60 jours à compter de la notification du décret, il est possible de faire recours au TAR (Tribunal Administratif Régional) compétent pour la préfecture de police qui l'a émis quelque soit la révocation ou le refus du séjour en rapport aux



raisons de travail. Si par contre le permis de séjour t'a été refusé ou révoqué pour des raisons familiales, il est possible d'intenter une action en recours devant le Tribunal Ordinaire.

J'ai un permis de séjour pour raisons d'études. Puis-je le changer en permis de séjour pour travail indépendant?

Oui, à condition que tu rentres dans les quotas indiqués par le décret des flux, qu'il s'agisse d'une activité dont l'exercice ne soit pas interdit par la loi et que tu aies les conditions requises, les ressources financières suffisantes et un logement.

Attention: en ce qui concerne le changement du permis de séjour des mineurs qui atteignent la majorité en Italie, et de ceux qui se diplômèrent en Italie, il n'est pas nécessaire de vérifier les quotas.

J'ai un permis de séjour pour travail dépendant et je souhaite lancer une activité indépendante: dois-je le changer en permis de séjour pour travail indépendant?

Non, tu peux directement exercer l'activité indépendante. Lors du renouvellement l'étranger pourra demander le permis de séjour pour travail indépendant.

Quels sont mes droits en tant que titulaire du permis de séjour?

- Tu peux t'inscrire aux Centres pour l'Emploi et obtenir une carte professionnelle (voir p. 74);
- tu peux t'inscrire au Service Sanitaire National (voir p. 117);
- tu peux régulariser ta situation avec l'INPS (Institut Nationale pour la Sécurité Sociale, voir p. 81);
- tu peux régulariser ta situation avec l'INAIL (Institut Nationale pour les accidents du travail, voir p. 81);
- tu peux demander l'inscription à l'état civil à la mairie de ton lieu de résidence (voir p. 97);
- tu peux demander l'inscription à l'école pour les enfants mineurs (voir p. 129);
- tu peux adhérer et/ou créer une association (voir p. 169);
- tu peux adhérer à un syndicat (voir p. 53).

Quels sont mes devoirs en tant que titulaire du permis de séjour?

Tu es obligé de montrer ton permis de séjour avec le passeport ou autre document d'identité dans les cas suivants:

- aux employés de l'administration publique, si tu as besoin de permis, d'autorisations, d'inscriptions etc.;



- à la demande des officiers et des agents de la sécurité publique; si tu ne le fais pas, tu encours une arrestation pouvant aller jusqu'à 1 an et une amende pouvant s'élever jusqu'à 2.000 euros. L'autorité de sécurité publique, lorsqu'il existe une raison valable, peut te demander des informations et des preuves sur tes revenus (de travail ou d'une autre source légitime), nécessaires pour subvenir à tes besoins et à ceux de ta famille vivant en Italie. Tu as aussi l'obligation de communiquer dans les quinze jours au préfet de police compétent par territoire, les éventuels changements de domicile.

Pour l'obtention ou le renouvellement du permis de séjour, dois-je payer quelque chose?

La demande d'obtention ou de renouvellement du permis de séjour est soumise au versement d'une contribution, son montant est fixé entre un minimum de 80 euros et un maximum de 200 euros. Le versement de la contribution pour l'obtention ou le renouvellement du permis de séjour n'est pas demandé pour des permis de séjour pour asile, demande d'asile, pour protection, pour raisons humanitaires.

Si je perds mon travail est-ce que je perds aussi mon permis de séjour?

Non, quand le travailleur étranger perd son travail, l'employeur doit le communiquer au Centre pour l'Emploi compétent dans les 5 jours à compter de la date du licenciement. Le Centre pour l'Emploi s'occupe de la réinsertion du travailleur dans la liste d'état civil, ou bien remet à jour la position du travailleur si ce dernier est déjà réinséré. Le travailleur maintient son insertion dans cette liste pendant toute la période de validité du permis de séjour et de toute façon, à l'exclusion du travailleur saisonnier, pendant une période qui ne peut être inférieure à 6 mois.

Que se passe-t-il si je rentre ou reste en Italie sans permis de séjour ou avec un permis périmé?

Je commets un délit et je dois payer une amende de 5.000 à 10.000 euros.

Permis de séjour CE de longue durée

Qu'est-ce que le permis de séjour CE de longue durée?

C'est un document qui autorise le séjour en Italie pour une durée indéterminée.



Quelles sont les conditions requises pour obtenir le permis de séjour CE de longue durée?

Tu peux obtenir le permis de séjour CE de longue durée si:

- Tu es un étranger séjournant régulièrement en Italie depuis au moins 5 ans et possèdes un permis de séjour en cours de validité (exclus les permis pour études, formation professionnelle, asile, protection temporaire, motifs humanitaires);
- si tu es un étranger marié; un enfant mineur ou un parent résidant chez un citoyen italien ou chez un ressortissant d'un pays de l'Union Européenne résidant en Italie;
- tu es un étranger marié; un enfant mineur du conjoint même né hors du mariage, un célibataire, à condition que l'autre parent ait donné son accord; fils majeur à charge qui ne peut pas gagner sa vie en raison de son état de santé; ou parents à charge qui ne disposent pas d'un soutien familial approprié dans le pays d'origine ou de provenance, un citoyen étranger en possession déjà d'un permis de séjour CE de longue durée qui soit en mesure de démontrer d'avoir des revenus suffisants;
- réussite au test de connaissance de la langue italienne.

Où puis-je en faire la demande?

La demande doit être présentée en utilisant le Kit postal ou bien dans les mairies ou les patronats qui offrent ce service.

Quelle est la durée du permis de séjour CE de longue durée?

Le permis de séjour CE de longue durée est à durée indéterminée.

Le permis de séjour CE de longue durée est-elle renouvelable?

Oui, à la demande de l'intéressé; elle doit être accompagnée de photographies. En effet, le permis de séjour CE de longue durée tient lieu de document d'identification personnelle, mais pas au-delà de 5 ans après la date de délivrance ou de renouvellement.

Quels documents dois-je présenter pour obtenir le permis de séjour CE de longue durée?

Tu dois faire une demande, en utilisant le formulaire fourni par le Ministère de l'Intérieur. Dans la demande tu devras indiquer:



- ton identité complète;
- déclaration des lieux de résidence des 5 dernières années;
- sources de revenus incluses celles relatives à une pension pour invalidité (en spécifiant le montant);
- lieu de résidence;
- 4 photographies d'identité avec des poses identiques;
- permis de séjour + photocopie;
- passeport + photocopie;
- photocopie du code fiscal;
- certificat du casier judiciaire et des incriminations en suspens;
- copie de la dernière déclaration des revenus ou du formulaire CUD;
- fiche d'état civil ou déclaration sur l'honneur;
- 1 timbre fiscal.

De plus:

Si tu es un travailleur dépendant:

- Déclaration de l'employeur (personne physique ou société) + photocopie de la carte d'identité du signataire;
- copie de la dernière fiche de paie;
- copie des documents relatifs à l'embauche;
- copie des contributions INPS (pour les employés de maison);
- déclaration des revenus.

Si tu es un travailleur indépendant:

- Copie du certificat d'inscription à la Chambre de Commerce, de L'Industrie et de l'Artisanat, registres ou tableaux de l'Ordre, et originaux à l'appui;
- original + copie du numéro de TVA;
- copie de la déclaration des revenus de la dernière année et versements des impôts et contributions.

Quels documents dois-je présenter pour obtenir le permis de séjour CE de longue durée pour ma famille?

Tu dois présenter pour chaque membre de ta famille, en complément des documents indiqués ci-dessus, les documents qui attestent:

- l'état civil du conjoint ou de l'enfant mineur (certificats étrangers traduits et authentifiés par l'autorité consulaire italienne);



- la disponibilité d'un logement convenable, prouvé par un certificat de conformité hygiénique-sanitaire délivré par la ASL compétente pour le territoire et la mairie;
- le revenu annuel qui ne doit pas être inférieur aux paramètres fixés par la loi.

Quels sont mes droits en tant que titulaire du permis de séjour CE de longue durée?

- Tu peux entrer et sortir de l'Italie sans visa;
- tu peux exercer tout type d'activité légale qui ne soit pas expressément interdite aux étrangers ou bien réservée aux citoyens italiens;
- tu peux accéder aux services et aux prestations de l'administration publique;
- tu peux obtenir des aides économiques pour les invalides civils (y compris l'enfant mineur inscrit sur le permis de séjour CE de longue durée du parent);
- tu peux obtenir une aide financière de maternité;
- tu peux obtenir l'allocation sociale. À partir du 1^{er} janvier 2009, pour obtenir l'allocation sociale il faudra avoir séjourné légalement et de façon continue sur le territoire national pendant au moins dix ans;
- tu peux travailler et étudier sans avoir à demander le visa, dans les pays de l'Union européenne qui ont accueilli la directive concernant les permis de séjour CE de longue durée.

Peut-on me refuser ou révoquer mon permis de séjour CE de longue durée?

Le permis de séjour CE de longue durée est refusé si le demandeur a été condamné pour des délits prévus dans l'article 380 c.p.p. et limitativement pour des délits avec préméditation prévus dans l'article 381 et si une sentence de condamnation a été prononcée (même si elle n'est pas définitive) pour laquelle il n'a pas été fait une demande de réhabilitation. Le permis de séjour CE de longue durée peut aussi être refusé si tu t'es éloigné de l'Italie pour une période continue supérieure à six mois, ou pour un total de dix mois dans l'espace des cinq ans de séjour demandés; de plus il peut être refusé pour des raisons d'ordre public et de sécurité du pays. Le préfet de police se charge de la révocation si une sentence de condamnation a été prononcée, même si elle n'est pas définitive; si au contraire, il y a une réhabilitation, tu peux l'obtenir de nouveau.



Il peut être révoqué dans le cas où tu t'éloignerais du territoire de l'Union européenne pour une période supérieure à douze mois ou pour des raisons d'ordre public ou de sécurité du pays.

Dans le cas d'une mesure de révocation il faudra de toute façon, tenir compte de l'âge de l'intéressé, de la durée du séjour sur le territoire national et de l'absence de telles contraintes avec le pays d'origine.

Que puis-je faire si on me refuse ou révoque le permis de séjour CE de longue durée?

Tu peux faire recours au TAR (Tribunal Administratif Régional) compétent.

Nationalité italienne

Comment puis-je obtenir la nationalité italienne?

Automatiquement: par filiation, par reconnaissance de paternité ou maternité si mineur, par adoption, par naissance sur le territoire seulement dans des cas exceptionnels.

Par choix: entre 18 et 19 ans si tu es né/e sur le territoire italien et que tu y résides légalement et de façon ininterrompue depuis la naissance jusqu'à la majorité.

Sur demande:

- **par le mariage** avec un citoyen/enne italien/iennne lorsque, après le mariage, tu résides légalement en Italie depuis au moins deux ans, ou bien si tu résides à l'étranger depuis trois ans à compter de la date du mariage, à condition que la résiliation, l'annulation ou l'arrêt des effets civils du mariage ne soient pas intervenus. Les termes sont réduits de moitié lorsque les enfants sont adoptés ou nés des conjoints.
- **par résidence:**
 - si tu es né en Italie et que tu y vis légalement depuis au moins trois ans;
 - si tu es par naissance l'enfant ou le petit-enfant en ligne directe de citoyens italiens et vis légalement en Italie depuis au moins trois ans;
 - si tu es majeur, adopté par un citoyen italien et vis légalement en Italie depuis au moins cinq ans à partir de ton adoption;
 - si tu as fait ton service, même à l'étranger, pendant au moins cinq ans pour l'État italien;



- si tu es citoyen U.E et vis légalement en Italie depuis au moins quatre ans;
- si tu es apatride ou réfugié et vis légalement en Italie depuis au moins cinq ans;
- si tu es citoyen non communautaire et vis légalement en Italie depuis au moins dix ans.

L'acquisition de la nationalité italienne n'entraîne pas le renoncement à la nationalité d'origine, à moins que le renoncement ne soit expressément prévu par une norme du pays d'origine.

Dois-je payer quelque chose pour la demande d'obtention de la nationalité italienne?

Les instances ou déclarations de choix, acquisition, ré-acquisition, renoncement ou concession de la nationalité sont sujettes au paiement d'une contribution de 200 euros.

Espace Schengen

Qu'est-ce que l'espace Schengen?

C'est l'espace commun de libre circulation des citoyens des États membres. Tous les pays de l'espace Schengen (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hollande, Hongrie, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pologne, Portugal, République tchèque, Slovaquie, Slovénie, Suisse) ont supprimé les contrôles aux frontières communes et créé un système unique de visas et d'entrées.

Et moi que puis-je faire dans l'espace Schengen?

Si tu es un étranger et que tu as un passeport, permis et/ou une carte de séjour en cours de validité en Italie, tu peux circuler librement et rester une période de trois mois maximum dans un des pays de l'espace Schengen. Durant cette période tu ne peux pas travailler et après trois mois, tu dois rentrer en Italie.

Si tu es en possession d'un permis de séjour CE de longue durée, tu peux circuler et séjourner dans les pays de l'espace Schengen qui ont accueilli la directive sur les permis de séjour CE de longue durée pour des périodes supérieures à 90 jours, pour:



- travail (dépendant et indépendant);
- études et formation professionnelle;
- résidence (indiquant les qualités requises).

Attention: la carte d'identité délivrée par la mairie du lieu de résidence n'est pas valable pour l'expatrié, donc pour circuler dans l'espace Schengen le passeport est indispensable à moins de risquer l'expulsion.

Dans l'attente du renouvellement de mon permis de séjour: puis-je transiter par un pays de l'espace Schengen ?

Si tu es dans la phase de renouvellement du permis de séjour, tu es autorisé à passer dans les pays de l'espace Schengen, à condition de présenter la documentation relative à la demande de renouvellement, et en particulier:

- Passeport ou un autre document d'identité en cours de validité pour l'expatrié;
- Original ou copie de l'ancien permis de séjour;
- Original ou copie du reçu de la demande de renouvellement du permis de séjour.

Attention: par l'intermédiaire de circulaires périodiques, le Ministère de l'Intérieur communique, ainsi que sur le site www.interno.it, les périodes dans lesquelles il est possible de transiter dans l'espace Schengen, en phase de renouvellement du permis de séjour, présentant le reçu de la demande.

Dans l'attente de la délivrance du premier permis de séjour: puis-je transiter par un pays de l'espace Schengen?

Si tu es dans l'attente de la délivrance du premier permis de séjour, tu ne pourras pas transiter par un pays de l'espace Schengen à moins que tu aies une autorisation du ministère compétent; tu pourras sortir et entrer en Italie en présentant la copie du modèle de la demande du permis de séjour délivré par le Guichet Unique pour l'Immigration et la copie du reçu de la présentation de la demande.



travail
travail

Marché du travail en Italie

En Italie il existe trois types de travail:

- travail dépendant à durée indéterminée, déterminée ou saisonnier;
- travail para-dépendant (ex. Contrat à projet);
- travail indépendant.

Le salaire correspond à la rétribution à laquelle a droit le travailleur pour l'activité effectuée au service de l'employeur; ce salaire doit être proportionnel à la quantité et à la qualité du travail effectué et dans tous les cas, il doit être suffisant afin de garantir au travailleur et à sa famille une vie honorable.

Les niveaux minimum des salaires pour un travail dépendant sont déterminés sur la base de contrats collectifs de travail (au niveau national, régional, provincial) qui doivent toujours être respectés. A cette fin, l'employeur garantit le respect de tels niveaux au moment de la demande de documents d'entrée ou de séjour. La majeure partie des protections dans le domaine du travail est prévue justement par les contrats collectifs de travail applicables à l'employeur auprès duquel on a été engagé.

Travail dépendant

Qu'est-ce que le travail dépendant?

Il s'agit d'un travail réglementé par un contrat, par l'intermédiaire duquel l'employé s'engage à mettre à disposition de l'employeur sa force de travail et l'employeur s'engage à lui donner un salaire.

Qu'est-ce qu'un contrat de séjour pour travail dépendant?

Il s'agit d'un contrat qui stipule les conditions de travail entre un employeur et un employé extra communautaire. L'employeur, dans le contrat de séjour pour travail dépendant, s'engage à mettre à la disposition de l'employé un logement et à rembourser les dépenses de voyage pour le retour du travailleur dans son pays, il constitue aussi un document valable pour obtenir un permis de séjour.



Quelles sont les limites que peut rencontrer un employé?

L'employé est soumis aux directives, au pouvoir hiérarchique et de contrôle de l'employeur, lequel détermine les conditions de travail.

Quel genre de prestations un employé est-il amené à accomplir?

La prestation peut être très variée. L'ensemble des tâches et activités que l'employé est appelé à remplir sont définies « fonctions » et sont stipulées dans le contrat de travail.

Quelle est la durée de l'activité de l'employé?

L'horaire normal de travail est fixé à 40 heures par semaine, mais cela concerne les contrats collectifs de travail au niveau national ou sectoriel, le recours aux heures supplémentaires est possible mais il doit être modéré.

L'employé a droit à 11 heures de repos toutes les 24 heures et à une période de repos d'au moins 24 heures tous les 7 jours, correspondant en général au Dimanche.

Les congés payés annuels doivent avoir une durée d'au moins quatre semaines et on ne peut y renoncer.

Où se déroule l'activité de l'employé?

L'employé est tenu d'effectuer son activité dans le lieu prédéfini par les parties dans le contrat de travail ou, si ce n'est pas le cas, dans le lieu où l'activité doit se dérouler.

L'employé ne peut être transféré d'un endroit à l'autre à moins que des raisons techniques, d'organisation et de production soient prouvées.

En dehors du travail que peut-il être demandé d'autre à l'employé?

L'employé se doit d'être appliqué, il doit suivre les consignes d'exécution et de discipline du travail imposées par l'employeur et ses collaborateurs, il se doit d'avoir un comportement loyal envers l'employeur, ne divulguant aucunes informations réservées et s'abstenant de lui faire de la concurrence.



Quels sont les principaux droits financiers dont peut bénéficier l'employé?

- Droit à un salaire, qui peut être à l'heure (en fonction de l'horaire de travail), à la pièce (en fonction du rendement de l'employé) ou bien à la commission, participation aux bénéfices et au capital, etc.;
- droit aux indemnités de rupture de contrat;
- indemnités spéciales.

Quels sont les principaux droits personnels dont peut bénéficier l'employé?

- Droit à l'intégrité physique et à la santé (repos hebdomadaire, journalier, congés, etc.);
- liberté d'opinions, respect de la vie privée et de la dignité de l'employé;
- droit aux études pour les employés étudiants;
- garantie des activités culturelles, de loisirs et d'assistance.

Quels sont les principaux droits syndicaux dont peut bénéficier l'employé?

- Liberté d'organisation et d'activité syndicale;
- droit de grève;
- autres droits syndicaux (droit d'afficher, de profiter des locaux de l'entreprise pour le déroulement des activités syndicales, etc.).

Qu'est-ce qu'un syndicat?

Il s'agit d'une association de travailleurs destinée à sauvegarder les droits et les intérêts de celui qui travaille sur son lieu de travail et dans la société. Les syndicats peuvent représenter leurs inscrits et stipuler des contrats collectifs de travail avec effet immédiat pour tous ceux qui appartiennent aux catégories auxquelles le contrat se réfère.

Qu'est-ce qu'un travail à durée indéterminée?

Il s'agit d'un contrat de travail dépendant dont la durée n'est pas limitée dans le temps. Le contrat peut être rompu en cas de décès de l'employé, de commun accord, de démission ou de licenciement.



Qu'est-ce qu'un travail à durée déterminée?

C'est un contrat de travail dépendant dont la durée est limitée dans le temps. On peut faire entrer dans cette catégorie des activités spécifiques, bien déterminées dans leur contenu et qui ont une durée propre.

Qu'est-ce qu'un travail saisonnier?

Il s'agit d'un travail dépendant à durée déterminée qui ne peut se réaliser qu'à certaines périodes de l'année (par exemple travail dans le secteur agricole ou dans le domaine du tourisme et de la restauration).

Selon la réglementation relative à l'immigration, des conditions particulières sont prévues pour les travailleurs extra communautaires qui souhaitent entrer en Italie pour effectuer un travail saisonnier (exp. Quotas d'entrée spécifiques, droit de priorité une fois entré en Italie pour le même motif, etc.).

Le contrat de travail à durée déterminée doit-il être obligatoirement écrit?

Oui, car l'absence de mention écrite de son terme le rend sans valeur.

La copie du contrat doit être remise à l'employé dans les 5 jours à compter du début de l'activité. Le contrat doit indiquer les raisons pour lesquelles l'employeur a recours au contrat de travail à durée déterminée.

Attention: Il n'est pas nécessaire que le contrat soit écrit si la durée du travail, purement occasionnel, ne dépasse pas 12 jours.

Comment se présente le contrat de travail?

Au moment de l'embauche, l'employeur doit remettre à l'employé une déclaration signée, avec les dates d'enregistrement reportées dans le livre numéroté et comportant les informations suivantes:

- informations personnelles;
- lieu de travail;
- date de début du travail;
- durée du contrat de travail;
- durée de la période d'essai, si elle est prévue;
- échelon, niveau et qualification du travailleur;
- salaire;



- durée des congés payés;
- horaire de travail;
- termes du préavis en cas de désistement.

Quelle est la durée maximum du contrat de travail à durée déterminée?

Le choix de cette durée est libre.

Si j'ai un contrat à durée déterminée, suis-je désavantagé par rapport à ceux qui ont un contrat à durée indéterminée?

Compte tenu du principe de non discrimination, les travailleurs embauchés à durée déterminée doivent être traités aussi équitablement que ceux embauchés à durée indéterminée et qui de plus, ont le même niveau professionnel. Tu as donc droit aux vacances, à la gratification de Noël ou au treizième mois (et quatorzième mois si il est prévu), aux indemnités de rupture de contrat et à toutes les autres indemnités que l'entreprise octroie à ses travailleurs embauchés à durée indéterminée.

Mon contrat de travail à durée déterminée est sur le point de s'achever. Peut-il être prolongé?

Oui, l'employeur peut le prolonger en respectant ce qui est admis:

- une seule fois;
- avec le consentement de l'employé;
- si la durée initiale du contrat est inférieure à 3 ans et si en le prolongeant la durée du contrat ne dépasse pas 3 ans;
- si l'activité reste la même;
- si il existe des raisons objectives.

Mon contrat de travail à durée déterminée est arrivé à terme mais je travaille encore pour le même employeur. Est-ce illégal?

Non, Il peut arriver qu'à la fin du contrat, l'employé continue à accomplir son activité. Dans ce cas, tu dois t'attendre à une augmentation de salaire égale à:

- 20% pour chaque jour supplémentaire jusqu'au dixième jour;
- 40% pour tous les autres jours supplémentaires.

Des limites sont tout de même prévues, mais si elles sont dépassées le contrat



de travail se transforme en contrat de travail à durée indéterminée.

Est-ce que le contrat de travail à durée déterminée peut être renouvelé lorsqu'il arrive à son terme?

Oui, le travailleur peut être de nouveau employé à durée déterminée, mais sous certaines conditions:

- après au moins 10 jours si le premier contrat avait une durée de 6 mois;
- après au moins 20 jours si le premier contrat avait une durée supérieure à 6 mois.

Quelle est la différence entre prorogation et renouvellement?

Dans la prorogation, le « vieux » contrat de travail est prolongé au-delà du terme initialement fixé, dans le renouvellement, l'employeur réembauche le même employé avec un nouveau contrat.

Mon employeur a renouvelé mon contrat de travail à durée déterminée sans avoir respecté son terme. Est-ce que mon nouveau contrat est valable?

Oui, mais si l'employeur n'a pas respecté les temps indiqués, le nouveau contrat est alors considéré à durée indéterminée.

L'employeur peut-il anticiper la fin du contrat de travail sans raison valable?

Non, cela ne peut se produire que lorsqu'il existe une raison valable.

J'ai été licencié sans aucune raison valable. Que puis-je faire?

Tu peux demander un dédommagement pour le préjudice subi et la réintégration à ton poste de travail si la société a plus de 15 dépendants.

Puis-je décider de rompre mon contrat même s'il n'est pas arrivé à terme?

Non. Que ce soit l'employeur ou l'employé il ne peut le faire, dans le cas contraire, une indemnité pour absence de préavis sera prélevée du salaire.



LE STAGE DE FORMATION

Qu'est-ce qu'un stage de formation et à quoi sert-il?

Le stage de formation et d'orientation est une forme temporaire d'insertion des jeunes dans le monde du travail, il a une durée minimale de 4 mois et maximale de 2 ans. Le stage n'est pas une embauche, il n'y a pas de contrat de travail, il te permet surtout de t'orienter et de faire une expérience. Les activités réalisées lors du stage ont valeur de crédit formatif, ce qui te permet de les faire apparaître dans ton curriculum.

Puisque je suis jeune ! je peux donc faire un stage? pour combien de temps?

Oui, si tu as fini ton parcours scolaire et que tu entres dans un des groupes suivants:

- étudiants qui fréquentent l'école secondaire: durée maximum 4 mois;
- travailleurs au chômage (y compris ceux inscrits sur les listes de la mobilité): durée maximum 6 mois;
- élèves dans des écoles professionnelles publiques et cours de formation professionnelle: durée maximum 6 mois;
- étudiants universitaires: durée maximum 12 mois;
- personnes désavantagées (invalides, toxicomanes, alcooliques, etc.): durée maximum 12 mois;
- handicapés: durée maximum 24 mois.

En tant que stagiaire ai-je droit à un salaire?

Non, la loi ne prévoit pas de rétribution pour les activités réalisées lors du stage d'autant que tu es inséré temporairement dans le monde du travail.

Ton employeur, par contre, est libre de décider ou non de rembourser tes frais, de te donner une aide, une prime ou une bourse d'études.

Attention: Si tu te trouves déjà en Italie muni d'un régulier permis de séjour (par exemple pour raisons d'études), tu peux faire un stage de formation sans avoir besoin de vérifier les quotas. Si par contre tu te trouves à l'étranger, il n'est pas requis de demande de non-opposition au travail, mais tu devras demander le visa d'entrée pour raisons d'études ou de formation directement au consulat italien de ton pays, à la suite de l'approbation – de la Région dans laquelle se déroule le stage – du projet de formation écrit par celui qui le propose et hébergera le stagiaire. Les visas seront délivrés dans les limites d'un contingent annuellement déterminé.



Travail para-dépendant

Qu'est-ce qu'un travail para-dépendant?

Il s'agit d'un travail pour lequel un collaborateur met son activité au service d'un commanditaire (qui le coordonne), de façon autonome et sans aucune dépendance. Les conditions de travail et le montant du salaire sont spécifiés sur un contrat. Ce contrat, c.d. contrat à projet, doit avoir une durée déterminée et doit contenir la description détaillée du projet (ou d'une de ses phases) que le collaborateur s'engage à réaliser.

Quel genre de permis de séjour obtiendrai-je si je suis un travailleur para-dépendant?

Un permis de séjour pour travail indépendant.

Travail indépendant

Qu'est-ce qu'un travail indépendant?

Il s'agit d'un travail qu'une personne s'engage à accomplir pour une autre personne, que ce soit la réalisation d'une œuvre ou la fourniture d'un service, et sans qu'il n'y ait de rapport de subordination. Le travail indépendant peut être exercé avec ou sans TVA.

Quelles sont les limites que peut rencontrer le travailleur indépendant?

Le travailleur indépendant gère entièrement sa propre activité, décidant du temps à investir, du lieu et du mode d'organisation de son activité (naturellement dans les limites imposées par le contrat ou la nature de l'œuvre).

TRAVAIL INDÉPENDANT AVEC TVA

Où puis-je m'adresser pour ouvrir un compte TVA?

Au Bureau des Impôts compétent par territoire, dans les 30 jours à compter du début de l'activité ou de la constitution de la société. L'ouverture du compte TVA est gratuite.



FACILITÉS POUR DÉMARRER UNE ACTIVITÉ INDÉPENDANTE

Comment puis-je accéder aux facilités?

Tu peux obtenir des facilités en prenant connaissance des lois suivantes:

Décret Législatif 185/2000

Sont prévues des facilités pour les résidents majeurs, sans travail depuis 6 mois à partir de la date de présentation de la demande et en possession de projets relatifs au lancement d'une activité indépendante (individuelles, sous forme de micro-entreprises ou franchising) dans les secteurs de la production de biens, de la fourniture de services et du commerce.

Sont exclues les activités suivantes:

- production et commercialisation de produits agricoles;
- transports (de marchandise pour le compte de tiers et transport de personnes dont le nombre est supérieur à 9).

Tu peux trouver de plus amples informations sur le site Internet: www.sviluppoitalia.it.

Loi 215/1992

Née pour faciliter l'émergence et le développement des entreprises féminines dans divers secteurs:

- agriculture;
- secteur manufacturier;
- commerce, tourisme et services;
- Afin de bénéficier des facilités offertes, tu dois présenter les documents suivants;
- Formulaire de demande de facilités comprenant les informations sur l'entreprise et le programme d'investissement;
- Fiche technique avec la description détaillée de l'initiative proposée ainsi que le détail de son financement;
- certificat d'inscription au registre des entreprises à la Chambre de Commerce compétente.

Tu trouveras de plus amples informations sur le site Internet: www.215.it

Loi 488/1992

Elle favorise les entreprises du secteur de la production, des services, de la



construction, du tourisme et du commerce qui souhaitent développer des programmes d'investissement.

Tous les investissements en biens durables, matériels et immatériels que l'entreprise devra effectuer, pourront être financés à partir du jour suivant la présentation de la demande.

Tu trouveras de plus amples informations sur le site Internet: www.legge488.it.

Dispositifs Régionaux et Provinciaux

Il s'agit de possibilités offertes par les Régions et les Provinces qui permettent au niveau local, le financement des projets et des initiatives. Pour de plus amples informations, tu peux t'adresser aux services d'informations et aux sites Internet des Régions et des Provinces.

Accès au marché du travail en Italie

De quelle façon puis-je accéder au marché du travail en Italie?

De deux façons:

- directement en Italie (en respectant des critères précis);
- de l'étranger, par l'intermédiaire d'appels téléphoniques nominatifs ou numériques.

Attention: il est important de tenir compte de sa propre situation familiale, par exemple si tu es un citoyen extra communautaire marié avec un enfant d'un citoyen de l'Union européenne, tu as immédiatement accès au marché du travail, il n'est donc pas nécessaire de suivre la procédure de non-opposition au travail en Italie. En effet, les citoyens qui se trouvent dans de tels cas ont immédiatement accès au travail en Italie. Dans ce cas, il faut néanmoins obtenir un permis de séjour ("permis de séjour CE de longue durée") mais ce n'est pas une condition pour accéder au monde du travail.

POUR CELUI QUI SE TROUVE DÉJÀ EN ITALIE

Dois-je avoir le permis de séjour pour travailler en Italie?

Oui, pour pouvoir travailler en Italie tu dois avoir le permis de séjour, ce dernier est accordé pour un des motifs suivant:

- travail dépendant;
- travail indépendant;
- motifs familiaux et regroupement familial;



- asile politique;
- protection sociale;
- étude et formation professionnelle (dans ce cas tu peux travailler au maximum 20 heures par semaine, 52 semaines pour un maximum de 1040 heures par an);
- demande d'emploi (le permis de séjour pour demande d'emploi est accordé dans le cas où l'étranger est inscrit aux Agences pour l'Emploi);
- assistance au mineur (parent qui assiste un enfant malade);

Par contre tu ne peux pas travailler si ton permis de séjour est pour:

- tourisme;
- motifs religieux;
- soins médicaux;
- enfants mineurs;
- demande d'asile politique;
- affaires;
- justice.

Attention: pour les demandeurs d'asile politique, si la demande d'asile n'est pas reçue dans les trois mois à compter de la demande pour des raisons indépendantes de la personne étrangère, le permis de séjour sera renouvelé pour 6 autres mois et cela permettra au titulaire, travailleur dépendant, de travailler jusqu'à l'achèvement de la procédure bureaucratique.

POUR CELUI QUI VIENT DE L'ÉTRANGER

De quelle façon puis-je entrer en Italie pour travailler?

Le nombre de citoyens étrangers admis en Italie pour un travail dépendant (ainsi que saisonnier) ou indépendant, est défini chaque année dans le domaine des « quotas d'entrée » fixés dans les décrets sur les flux qui stabilisent le nombre maximum d'étrangers extra communautaires qui peuvent entrer en Italie pour y travailler (dépendant, ainsi que saisonnier, et indépendant). Dans les cas fixés par la loi, il est possible d'entrer pour travailler même au-delà des quotas (voir plus loin le travail dépendant et à la p. 60 pour le travail indépendant).

Comment puis-je entrer en Italie pour effectuer un travail dépendant?

Par l'intermédiaire d'un employeur en Italie qui désire embaucher des travailleurs étrangers résidant dans leur pays pour effectuer un travail dépendant.



dant à durée déterminée, indéterminée ou saisonnier.

Selon la loi italienne, peuvent entrer en Italie au-delà des quotas (pour un travail dépendant ou indépendant):

- dirigeants/personnel très qualifié;
- lecteurs universitaires;
- professeurs universitaires destinés à s'acquitter d'une charge académique en Italie;
- étrangers en possession d'un diplôme d'études supérieures qui donne accès, dans le pays d'origine, à des programmes de doctorats, pour suivre des projets de recherches, accompagné d'une demande de la part d'un institut de recherche inscrit sur une liste détenue par le Ministère de l'Enseignement, de l'Université et de la Recherche;
- traducteurs et interprètes;
- étrangers âgés de 20 à 30 ans, admis dans le but de participer à des projets de volontariat auprès d'institutions ecclésiastiques civilement reconnues, d'organisations non gouvernementales et d'associations à visée sociale, en possession d'une convention entre l'étranger et l'organisation d'accueil.

Seulement dans le cas de travail dépendant peuvent entrer les catégories suivantes:

- aides familiaux qui entretiennent à l'étranger, un rapport de travail à plein temps depuis un an au moins avec des citoyens italiens ou des citoyens d'un pays membre de l'Union européenne, résidant à l'étranger mais qui s'établissent en Italie;
- étrangers autorisés à séjourner pour des raisons de formation professionnelle, qui effectuent une période de formation auprès d'employeurs italiens, effectuant aussi des prestations à caractère dépendant;
- travailleurs dépendant d'organisations ou d'entreprises opérationnelles sur le territoire italien;
- travailleurs dans le secteur maritime;
- travailleurs dépendant d'employeurs, personnes physiques ou juridiques, résidents ou ayant leur siège à l'étranger, lesquels sont temporairement transférés de l'étranger auprès de personnes physiques ou juridiques, résidant en Italie, dans le but d'effectuer sur le territoire italien certaines prestations sujettes à un contrat d'entreprise passé avec les susdites personnes physiques ou juridiques;
- travailleurs dans les cirques ou pour des spectacles itinérants;



- personnel artistique/technique pour spectacles lyriques, théâtraux, concerts et ballets;
- danseurs/artistes/musiciens à engager dans des cabarets;
- artistes à engager dans des institutions musicales, théâtrales et cinématographiques, ainsi qu'à la radio et la télévision, dans des sociétés publiques pour des manifestations culturelles et folkloriques;
- sportifs professionnels;
- journalistes/correspondants officiellement accrédités et travaillant pour la presse ou la télévision;
- personnes qui effectuent des activités de recherche ou un travail occasionnel dans le domaine des programmes d'échange, ou bien personnes travaillant au pair;
- infirmiers professionnels embauchés dans des structures sanitaires publiques et privées.

J'ai trouvé un employeur disposé à embaucher des travailleurs étrangers: comment dois-je faire?

L'employeur italien ou étranger résident normalement en Italie doit présenter une demande nominative au Guichet Unique pour l'immigration, responsable de la procédure d'embauche de travailleurs dépendants étrangers à durée déterminée et indéterminée, situé à la préfecture-bureau territoriale du Gouvernement de sa province de résidence ou de celle dans laquelle son entreprise a son siège légal, c'est-à-dire le siège où l'employé travaillera. Le document doit contenir la demande nominative de non-opposition au travail – si il a déjà choisi un travailleur déterminé – ou numérique – si il ne sait pas encore quel travailleur embaucher il peut demander la non-opposition d'une ou plusieurs personnes inscrites sur les listes qui se trouvent à la Représentation Diplomatique ou Consulaire italienne et qui contiennent les noms et les fiches des étrangers qui demandent à travailler en Italie.

La requête doit contenir:

- Identité de l'employeur, du propriétaire ou du représentant légal de l'entreprise, la raison sociale, le siège et l'indication du lieu du travail;
- identité du travailleur étranger qu'on souhaite embaucher, sa résidence à l'étranger dans le cas de demande nominative et le nombre de travailleurs à embaucher dans le cas de demande numérique;
- rétribution et assurance, en conformité avec la loi;



- engagement à garantir un logement dont les conditions hygiéniques et sanitaires sont conformes aux paramètres prévus par le texte unique;
- déclaration d'engagement à communiquer tout changement concernant le contrat de travail;
- déclaration d'engagement à endosser les frais de rapatriement.

Suite à la nouvelle procédure informatique, aucun document ne doit être joint à la demande. La proposition de contrat de séjour est une partie intégrante de la demande qui est soumise via Internet au Guichet Unique pour l'Immigration.

Ensuite que se passe-t-il? Combien de temps faut-il patienter?

- Le Guichet Unique pour l'immigration transmet les demandes à l'Agence pour l'Emploi compétente, en fonction de la province de résidence, du domicile ou du siège légal du demandeur, sauf pour ce qui concerne les demandes nominatives des travailleurs saisonniers;
- l'Agence pour l'Emploi vérifie dans les vingt jours la disponibilité des travailleurs nationaux, communautaires ou étrangers déjà en possession du permis de séjour et communique soit au Guichet Unique soit à l'employeur, les données reçues;
- la préfecture de police vérifie, par rapport au travailleur étranger ou à l'employeur, s'il existe des raisons empêchant la délivrance de la non-opposition au travail;
- le Guichet Unique dans les 40 jours à compter de la présentation de la demande – une fois obtenue, des Directions Provinciales du Travail, l'appréciation sur les conditions contractuelles applicables, sur les capacités économiques de l'entreprise, mais aussi sur l'existence des quotas, compte tenu de l'avis de la préfecture de police - convoque l'employeur pour délivrer la non-opposition au travail, valable 6 mois au maximum (de la date de délivrance);
- à ce stade, le travailleur étranger doit faire une demande de visa aux bureaux consulaires de son pays d'origine. Le Consulat communique à l'étranger la proposition de contrat de séjour pour travail et délivre dans les 30 jours à compter de la demande, le visa et le code fiscal. Une fois obtenu le visa, le travailleur peut entrer en Italie;
- dans les 8 jours ouvrables à compter de l'entrée en Italie, le travailleur étranger doit se rendre au Guichet Unique compétent qui vérifie la documentation et délivre au travailleur le certificat d'attribution du code fiscal. Le tra-



vailleur étranger signe le contrat de séjour pour travail, sans y ajouter de modifications ou conditions; le Guichet conserve le contrat;

- le Guichet Unique, en outre, s'occupe de faire signer au travailleur étranger le formulaire de demande de permis de séjour qui est envoyé à la Préfecture de Police compétente par l'intermédiaire de l'envoi du kit que l'on trouve à la poste.

Attention: tu peux travailler et bénéficier de tous les droits – inscription au bureau de l'état civil, changement de résidence, délivrance et renouvellement de la carte d'identité, inscription au Service National Sanitaire, attribution du code fiscal, maladie, maternité, allocations de compensation au revenu, comme ceux qui sont en attente de renouvellement du permis de séjour – même si tu es dans l'attente de la délivrance du premier permis de séjour, à condition que tu aies présenté la demande du permis de séjour au Comptoir Unique pour l'Immigration dans les 8 jours à compter de ton entrée sur le territoire national et que tu aies signé le contrat de séjour. Tu devras présenter la copie du modèle de la demande de permis de séjour délivré par le Comptoir Unique pour l'Immigration et le reçu des Postes attestant la présentation de la demande.

Attention: dans les 5 jours, l'employeur a l'obligation de communiquer au Guichet Unique:

- la date de début du travail;
- la date de l'arrêt du travail (dans le cas d'une interruption du contrat);
- le changement de siège du travailleur étranger (dans le cas de mutation).

L'employeur est aussi tenu de transmettre la communication obligatoire d'embauche à l'Agence pour l'emploi au moins, le jour précédent le début du travail. Avec l'introduction de la communication unique, la communication à l'agence pour l'emploi permet aussi l'inscription à l'INPS et à l'INAIL. Seulement pour les gens de maison, la communication doit être faite à l'INPS par l'intermédiaire d'un formulaire que l'on trouve sur le site www.inps.it.

Comment entre-t-on en Italie pour un travail saisonnier?

L'employeur doit suivre la même procédure que celle qui concerne le cas du travail dépendant.

Le Guichet Unique délivre l'autorisation pas plus de 20 jours après avoir reçu les demandes d'embauche de la part de l'employeur, la non-opposition au travail délivrée dans ces cas est valable 20 jours minimum et 9 mois maximum à compter de la date de la signature du contrat de séjour.



Je suis un travailleur saisonnier: puis-je revenir en Italie l'année prochaine?

Oui, en tant que travailleur saisonnier étranger, tu as le droit de priorité pour revenir en Italie l'année prochaine par rapport aux citoyens de ton pays qui ne sont jamais venus en Italie pour des raisons de travail.

Comment entre-t-on en Italie pour un travail indépendant?

Il est possible d'entrer à l'intérieur des quotas ou en dehors des quotas même si cette dernière possibilité est très limitée dans la pratique. Pour pouvoir exercer une activité non occasionnelle indépendante, tu dois obtenir le visa pour travail indépendant. De plus, tu dois démontrer de disposer de ressources financières suffisantes et que le travail que tu exerces n'est pas suivant la loi, réservé aux citoyens italiens ou communautaires.

Attention: ensemble au décret sur les flux, les catégories de travailleurs indépendants qui peuvent entrer en Italie sont déterminées. Ces dernières années, certaines catégories ont été prévues: professions libérales, entrepreneurs exerçant une activité d'intérêt national, associés de sociétés non à forme coopérative constituées au moins depuis 3 ans, artistes de renommée internationale et chercheurs.

Que dois-je faire pour obtenir le visa pour travail indépendant?

Si tu as l'intention d'exercer en Italie une activité indépendante non occasionnelle et si tu entres dans les quotas prévus par le décret sur les flux applicable pour le travail indépendant, tu dois présenter à la Préfecture de Police territoriale compétente, pour obtenir la non-opposition au travail provisoire nécessaire pour l'entrée, les documents suivants:

- déclaration attestant l'inexistence d'obstacles à la délivrance de l'autorisation/habilitation, délivrée par l'administration compétente;
- déclaration concernant les paramètres de référence, délivrée par la Chambre de Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et de l'Agriculture ou par l'Ordre professionnel compétent pour le lieu sur lequel l'activité indépendante s'exercera, ou auprès de l'Ordre professionnel compétent, l'attestation des paramètres de référence concernant la disponibilité de ressources financières nécessaires pour l'exercice de l'activité. De tels paramètres se fondent sur la disponibilité en Italie, de la part du demandeur, d'une somme qui ne soit pas inférieure à la capitalisation, sur une base annuelle, d'un montant mensuel égal à l'allocation sociale;



- déclaration de responsabilité délivrée par l'Inspection du travail compétente (dans le cas d'entrée pour contrat à projet);
- déclaration de celui qui te commissionne le travail et qui assure une compensation supérieure au minimum prévu pour l'exemption des dépenses médicales;
- copie du dernier bilan déposé au registre des entreprises;
- disponibilité d'un logement convenable;
- non-opposition au travail délivrée par la Préfecture de Police compétente.

Si tu vis à l'étranger, tu peux trouver une personne de confiance (munie d'une délégation traduite et légalisée) qui se chargera de demander les documents nécessaires. Après avoir obtenu l'attestation de ressources financières nécessaires pour l'exercice de l'activité, tu peux faire la demande du visa pour travail indépendant à l'autorité diplomatique ou consulaire compétente par nationalité ou résidence. Le visa est délivré dans les 120 jours à compter de la présentation de la demande et doit être utilisé dans les 180 jours.

Est-ce que l'autorité diplomatique peut me refuser le visa?

Oui, la délivrance du visa est à la discrétion de l'autorité diplomatique-consulaire. Le refus doit toujours être écrit et motivé. Dans le cas de demande de visa d'entrée qui n'est pas pour travailler, regroupement familial ou études, le refus, en présence de raisons de sécurité ou d'ordre public peut ne pas être motivé.

Une fois entré en Italie avec mon visa pour travail indépendant, que dois-je faire?

Tu dois obtenir le permis de séjour pour travail indépendant de la même façon que si tu étais un employé, dans les 8 jours ouvrables à compter de l'entrée sur le territoire envoyant le kit de la poste.

Puis-je exercer n'importe quel travail indépendant avec mon permis de séjour?

Oui, il est permis d'exercer n'importe quel type d'activité non occasionnelle de travail indépendant à condition que l'exercice de telles activités ne soit pas réservé par la loi aux citoyens italiens ou de l'Union européenne. Dans tous les cas, l'étranger doit démontrer de disposer de ressources suffisantes pour l'activité qu'il doit entreprendre en Italie. Avec le permis de séjour pour travail indépendant, le travailleur peut aussi être employé et peut donc être embauché régulièrement par un employeur sans avoir à recourir aux quotas d'entrée disponibles.



Quelle est la durée de validité du permis de séjour?

Le permis de séjour a une durée de validité maximum de 2 ans.

Le permis de séjour peut-il être renouvelé?

Oui, à condition que l'étranger soit en mesure de produire la documentation qui atteste des ressources provenant de l'activité exercée au cours de la validité du permis de séjour pour travail indépendant.

Constitution et rupture du contrat de travail

Contrat de travail

En tant que travailleur étranger, au moment de l'embauche, tu as le droit de connaître toutes les informations concernant les conditions de travail. Ces conditions doivent être reportées sur un document écrit:

- qui est le travailleur;
- qui est l'employeur;
- où se déroule le travail;
- combien de temps durera le travail;
- combien de temps durera la période d'essai;
- quel est l'horaire de travail;
- échelon, niveau et qualités attribués au travailleur;
- quel est le montant du salaire;
- quelle est la durée des congés payés;
- quels sont les termes autorisant l'interruption du contrat de travail.

Attention: En période de sélection, l'employeur n'est pas autorisé à te faire des demandes sur tes opinions politiques et religieuses, si tu es enceinte ou séropositif (principe de non discrimination).

ROMPRE UN CONTRAT DE TRAVAIL

HYPOTHÈSE 1: LA DÉMISSION

Comment dois-je faire pour rompre mon contrat de travail?

En respectant toujours la période de préavis, tu dois présenter ta démission par écrit en double exemplaires et contenant en général:



- les informations concernant la société à laquelle tu écris;
- le lieu et la date;
- ta signature;
- la signature de ton interlocuteur.

Dois-je obligatoirement respecter le préavis?

La période de préavis est fixée dans le contrat de travail ou est prévue par le contrat collectif applicable. Si tu ne le respectes pas, tu devras payer une indemnité qui correspond au montant de la rétribution relative à la période de préavis.

L'employeur peut-il refuser le préavis?

Oui, dans ce cas tu peux accepter la renonciation immédiate, en ayant le droit à une indemnité substitutive.

En cas d'inaccomplissement d'une obligation de la part de l'employeur (raison valable) suis-je tout de même obligé de respecter le préavis?

Dans le cas où l'employeur est coupable de graves défaillances, tu peux interrompre le travail immédiatement sans respecter la période de préavis à condition qu'il existe une raison valable.

HYPOTHÈSE 2: LE LICENCIEMENT

Si je travaille dans une entreprise de petite dimension et que je suis licencié injustement, ai-je le droit à un dédommagement?

Oui, dans les entreprises de petite dimension l'employeur peut choisir soit de reprendre dans les 3 jours le travailleur illégalement licencié ou soit de lui verser une indemnité minimum correspondant à 2,5 mensualités ou une indemnité maximum correspondant à 6 mensualités.

Si je travaille dans une entreprise de grande dimension et que je suis licencié injustement, ai-je le droit à un dédommagement?

Oui, dans les entreprises de grande dimension (avec plus de 15 dépendants dans le même service ou avec plus de 60 dépendants au total), le travailleur, en cas de licenciement illégitime, a le droit d'être réintégré à son poste de travail et à percevoir une indemnité correspondant à au moins 5 mensualités.



Que dois-je faire pour contester le licenciement?

Tu dois écrire une lettre qui insiste sur ta volonté de contester le licenciement, par exemple en demandant l'accomplissement de la procédure obligatoire de conciliation.

Quels sont les termes pour contester le licenciement retenu illégitime?

Si tu retiens que ton licenciement est illégitime, tu dois le contester dans les 60 jours à compter de la communication de ton licenciement, sinon tu perds le droit à la protection garantie par la loi.

Est-ce que l'employeur peut me licencier pour des actes commis en dehors du contrat de travail?

Il ne peut le faire que si ces faits sont strictement reliés à tes fonctions.

Dans quels cas le licenciement est-il admis «sur le champ» (sans préavis)?

Seulement lorsque l'on peut vérifier une bonne raison, c'est-à-dire constater que le fait est tellement grave qu'il est impossible d'accepter la poursuite, même temporaire, du travail.

Services pour l'Emploi

Que sont les services pour l'emploi et à quoi servent-ils?

Il s'agit de structures publiques qui se substituent aux anciens bureaux de placement. Elles favorisent la rencontre entre demande et offre de travail, elles préservent du chômage et facilitent l'entrée dans le monde du travail des personnes à risque de chômage.

De quelle façon puis-je avoir accès à ces services?

Tu dois t'inscrire à ce que l'on appelle «la liste d'état civil », ton état civil sera recueilli sur:

- une fiche d'état civil sur laquelle seront inscrits tous les éléments qui te concernent ainsi que ceux de ta famille, tes diplômes et ta situation actuelle en matière de travail;



- une fiche professionnelle (ancien « livret de travail ») comportant toutes les informations sur ton expérience professionnelle et ta formation, sur ta disponibilité et sur la certification de tes compétences professionnelles.

RECHERCHE DE TRAVAIL

Qu'appelle-t-on chômage?

Il s'agit de la condition dans laquelle se trouve une personne sans travail et qui est disponible immédiatement pour travailler et/ou chercher du travail.

Comment puis-je obtenir le statut de chômeur?

Tu dois te présenter au Service pour l'Emploi de la ville dans laquelle tu habites et remettre une déclaration sur l'honneur qui atteste:

- les éventuelles activités exercées dans le passé;
- l'immédiate disponibilité à travailler.

Si je perds mon poste de travail ou si je donne ma démission, est-ce que je perds mon inscription à la liste d'état civil?

Si tu as un permis de séjour pour travail dépendant et que tu perds ton travail ou que tu démissionnes, tu maintiens ton inscription sur la liste d'état civil pendant une période égale à celle de ton permis de séjour.

Ou mieux, en fonction du Texte Unique sur l'Immigration, tu as droit de toute façon de chercher un travail en tant que chômeur, pour une période qui ne doit pas être inférieure à 6 mois (donc même après la date limite de ton permis de séjour). Si tu n'as trouvé aucun travail d'ici-là, tu dois quitter le pays.

J'ai un permis de séjour en règle et je cherche du travail. A qui puis-je m'adresser de façon à être mis en contact avec les entreprises qui embauchent?

La loi garantit aux travailleurs étrangers et à leur famille qui séjournent en Italie de façon régulière, le même traitement et les mêmes droits que ceux des travailleurs italiens. Tu peux donc, tout comme eux, t'adresser:

- aux services publics pour l'emploi (Agences pour l'Emploi, mairies, Universités, Chambres de Commerce);
- ou bien aux services privés pour l'emploi (Agences pour le Travail et autres).



Que sont les Centres pour l'Emploi, où se trouvent-ils et quels services peuvent-ils m'offrir?

Les Centres pour l'Emploi sont des structures publiques qui se trouvent partout en Italie. Ces centres offrent divers services:

- accueil, information et orientation de ceux qui cherchent du travail;
- médiation entre demande et offre de travail;
- consultation des entreprises.

Où puis-je trouver les adresses et les horaires des Centres pour l'Emploi de ma région?

Tu peux t'adresser au siège de la Province dans laquelle tu résides ou consulter son site Internet.

Qu'appelle-t-on Agences pour le Travail?

Il s'agit de structures privées autorisées qui s'occupent de recherche et de sélection du personnel, de médiation entre offre et demande de travail, de proposer de la main-d'œuvre aux entreprises etc..

Les travailleurs et les entreprises ont-ils la possibilité d'échanger des offres et des demandes de travail sans avoir recours à un intermédiaire?

Oui, à travers la bourse du travail: un système informatique conçu pour permettre la rencontre entre offre et demande de travail, il est accessible et consultable aussi bien par les travailleurs que par les entreprises. Ils pourront insérer de nouvelles candidatures ou demandes de personnel directement et sans intermédiaire. Pour plus d'informations, tu peux consulter le site: *www.lavoro.gov.it*.



Usare la testa, si deve.



Evitare la croce, si può.



IO LAVORO SICURO.

SICUREZZA. DOVERE ASSOLUTO, DIRITTO INTOCCABILE.

La sicurezza è un diritto che ogni datore di lavoro ha l'obbligo di garantire ai suoi lavoratori. E tu lavoratore pretendi gli strumenti di protezione, usali sempre, e denuncia chi mette a repentaglio la tua vita. Perché gli incidenti li puoi evitare, a te e agli altri.



Per saperne di più vai su www.iolavorosicuro.it



IO LAVORO SICURO.

10 PUNTI FERMI PER LA SICUREZZA SUL LAVORO.



Fondazione per la Comunicazione Sociale

CON IL PATROCINIO DI



Ministero del Lavoro, della Salute e delle Politiche Sociali

Pagina a cura dell'*INAIL*

e

PUBBLICITÀ PROGRESSO

❶ LA SECURITE SUR LE TRAVAIL, C'EST L'AFFAIRE DE TOUS.

La réglementation en vigueur prévoit un système organisé de prévention pour la sécurité sur le lieu du travail, qui sollicite la participation active et la collaboration de tous les sujets impliqués (**employeur, service de prévention et de protection, travailleurs, médecin compétent, représentant des travailleurs pour la sécurité**).

❷ TRAVAILLER EN NOIR, CE N'EST PAS TRAVAILLER EN SECURITE.

Celui qui travaille en noir ne peut pas recevoir de formation, ni d'apprentissage adéquats. Tracer son parcours professionnel et donc vérifier si toutes les mesures visant la protection de sa santé ont été mises en œuvre deviennent impossibles.

❸ IL EST INDISPENSABLE DE DEFINIR ET D'EVALUER PREALABLEMENT LES RISQUES DU MILIEU DU TRAVAIL ET DE CHAQUE ACTIVITE.

L'**employeur** (avec l'aide du "Service de prévention et de protection") évalue les risques relatifs au lieu du travail et aux tâches accomplies par les travailleurs, en les informant des risques auxquels ils sont exposés. Le **travailleur** connaît ainsi les risques liés à son activité professionnelle et le mode d'emploi correct des outils, des équipements et des machines qu'il utilise pour exercer son travail.

❹ METTRE EN ŒUVRE LES MESURES POUR ELIMINER OU REDUIRE LES RISQUES EST OBLIGATOIRE.

L'employeur adopte toutes les mesures de sécurité nécessaires à la prévention des accidents sur le lieu du travail, y compris les mesures de nature organisationnelle et gestionnelle. Là où un risque professionnel n'est pas objectivement éliminable, l'employeur a l'obligation de le réduire le plus possible.

❺ LA FORMATION EST UN DROIT DU TRAVAILLEUR ET UNE OBLIGATION DE L'EMPLOYEUR.

La formation des travailleurs est à la charge de l'employeur et doit porter sur le poste de travail et sur les fonctions des travailleurs. Plus précisément, il doit y avoir formation au moment:

- du recrutement;
 - de la prise de nouvelles fonctions ou d'un changement de fonctions;
 - de l'introduction de nouveaux équipements de travail, l'emploi de nouvelles substances ou de préparations dangereuses.
- La formation doit être répétée périodiquement et à chaque fois que les risques évoluent ou que de nouveaux risques apparaissent.

❻ SUR LE LIEU DU TRAVAIL, TOUS LES SIGNAUX DE SECURITE OBLIGATOIRES DOIVENT ETRE PRESENTS ET EXPOSES CORRECTEMENT.

L'employeur a l'obligation de se servir de la signalisation de sécurité chaque fois qu'on se trouve en présence de risques qui ne peuvent pas être évités ou limités suffisamment. L'employeur fait en sorte que les travailleurs soient informés et formés sur l'interprétation des signaux et sur les comportements à adopter. Les signaux de sécurité se répartissent en:

- signaux d'interdiction (indiquent des comportements dangereux), de couleur rouge;
- signaux d'obligation (indiquent des comportements ou des actions obligatoires), de couleur bleu;
- signaux d'avertissement (indiquent prudence, attention), de couleur jaune ou orange;
- signaux de sauvetage ou de secours (indiquent des portes, sorties, parcours, matériaux, postes), de couleur verte;
- signaux anti-incendie (indiquent les endroits où se trouvent les matériaux et les équipements de lutte contre les incendies);
- signes gestuels (servent à guider les personnes à effectuer certaines manœuvres).

❼ L'EMPLOYEUR DOIT FOURNIR AUX TRAVAILLEURS, QUI ONT L'OBLIGATION DE LES UTILISER, LES EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE (EPI).

Les EPI sont les équipements destinés à être utilisés et portés par les travailleurs afin de les protéger contre les risques qui menacent leur santé et leur sécurité pendant le travail:

les catégories et les caractéristiques varient suivant le type d'activité à exercer et du risque lié. Ceux qui sont le plus fréquemment utilisés sont: le casque, la ceinture de sécurité, les chaussures antipercussion avec embout en acier, les gants, les vêtements spécifiques suivant les nécessités (contre les intempéries, ignifuges, phosphorescents etc.), les lunettes, les masques de différents niveaux de protection des voies respiratoires suivant les substances présentes sur le lieu du travail, les masques pour le visage, les casques pour protéger l'ouïe; Les EPI doivent être mis à la disposition par l'employeur. L'employeur a la responsabilité de former les travailleurs pour qu'ils soient en mesure d'utiliser correctement les EPI; les travailleurs ont l'obligation d'utiliser les EPI et de ne pas y apporter de modifications de leur propre initiative pour ne pas mettre en péril leur santé ou sécurité et celles des autres.

❽ IL EST INDISPENSABLE DE SAVOIR PREALABLEMENT A QUI S'ADRESSER EN CAS D'URGENCE ET QUELS COMPORTEMENTS ADOPTER.

Les travailleurs doivent connaître les noms des **personnes chargées des premiers secours**, des **personnes désignées à intervenir en cas d'urgence** et à prévenir les incendies, du **"responsable du service de prévention et de protection"** et du **"médecin compétent"**. Les travailleurs doivent être informés et formés sur les comportements à suivre dans les éventuelles situations de danger et d'urgence.

❹ PERSONNE NE DOIT METTRE EN PERIL SA PROPRE VIE, NI CELLE DES AUTRES PAR DES COMPORTEMENTS IRRRESPONSABLES.

Pour l'employeur et le travailleur, se comporter correctement n'est pas seulement une obligation imposée par la loi mais une contribution concrète à l'amélioration des conditions de sécurité générales. Le travailleur doit également connaître et respecter toutes les procédures pour ne pas mettre en danger sa propre sécurité et celle des autres. Prévenir les accidents, c'est l'affaire de tous.

❺ LES CONDITIONS DE SECURITE SUR LE LIEU DU TRAVAIL ET L'EFFICACITE DES MESURES DE PROTECTION DOIVENT ETRE CONSTAMMENT VERIFIEES.

Le respect des conditions de sécurité sur le travail est un droit et un devoir de tous les travailleurs et une obligation incontournable de l'employeur. Le contrôle du respect des normes visant la protection de la santé et de la sécurité sur les lieux du travail (visites médicales périodiques, machines et outillages conformes aux réglementations, formation, signaux, équipements de protection individuelle adéquats etc.) est un droit qui peut et doit toujours être exercé.

systeme de couverture
sociale
et d'assurance
systeme de couverture
sociale
et d'assurance

INPS et INAIL

Tout citoyen ainsi que tout étranger travaillant en Italie, bénéficie d'un système de protection en cas d'accident, de maladie, d'invalidité, de vieillesse et de chômage involontaire.

Les organismes habilités à remplir de telles fonctions sont l'INPS et l'INAIL. Ils fournissent des prestations telles que retraites, indemnités et allocations pour accidents, maladies, interruption de travail due à l'invalidité ou à l'âge limite atteint. Les prestations sociales s'adressent également à la famille en cas de décès du travailleur assuré. Les étrangers peuvent eux aussi percevoir des prestations sociales pour cause de maladies et d'accidents sur le travail.

Qu'est-ce que l'INPS?

L'Institut National de Sécurité Sociale assure presque la totalité des employés du secteur privé, la majeure partie des travailleurs indépendants et quelques travailleurs du secteur public.

L'activité principale se résume aux paiements de la prime de fin de carrière et des retraites qui sont de nature sociale et d'assistance.

Les premières sont:

- la retraite vieillesse;
- la pension d'ancienneté;
- la pension aux survivants;
- la pension d'incapacité au travail;
- l'allocation invalidité;
- la pension pour travail effectué à l'étranger suivant la convention internationale.

Les secondes sont:

- l'allocation sociale;
- les allocations familiales;
- l'invalidité civile.

De plus, L'INPS verse des sommes qui compensent la diminution de salaire (chômage, maladie, maternité, allocation de chômage partiel, mobilité et indemnités de rupture de contrat) et propose des visites médicales dans le but de certifier l'invalidité et l'incapacité au travail.

Même si tu te trouves dans une situation de renouvellement du permis de sé-



jour, ou d'attente de la première délivrance du permis de séjour, tu as le droit de travailler et de bénéficier des aides qui lui sont liées (maladie, maternité, allocations de compensation au revenu) à condition d'être en possession de la documentation qui témoigne de la demande de renouvellement ou de délivrance dans les termes établis par la loi (copie de l'ancien permis de séjour et copie du reçu de demande de renouvellement dans le premier cas ; ou bien copie de l'exemplaire de demande de permis de séjour délivré par le Guichet Unique pour l'Immigration et copie du reçu de la présentation de la demande dans le second cas).

Qu'est-ce que l'INAIL ?

L'Institut National d'Assurance contre les Accidents du Travail et les Maladies Professionnelles gère l'assurance obligatoire du travailleur contre les accidents du travail et les maladies professionnelles. L'INAIL s'occupe en particulier :

- de garantir les prestations économiques, médicales et complémentaires ;
- d'informer et de former les petites et moyennes entreprises sur la prévention sur le lieu de travail ;
- assurer la réhabilitation et la réinsertion du travailleur.

Système de couverture sociale et d'assistance

COTISATIONS

De quelle façon sont calculées les cotisations ?

L'INPS assure le versement des prestations par l'intermédiaire du prélèvement des charges sociales. Les modalités de calcul, le montant de la charge, les personnes tenues aux versements et les termes du paiement de la charge due sont différents selon qu'il s'agit d'un travail dépendant ou indépendant.

Quels sont les organismes auxquels il est tenu de verser les cotisations ?

- À l'INPS pour les prestations de la sécurité sociale ;
- à l'INAIL pour l'assurance accident et les maladies professionnelles.

Il existe aussi d'autres organismes et fonds de prévoyance pour la couvertu-



re sociale de certaines catégories de travailleurs (exp. L'Institut National de Sécurité Sociale pour les Employés de l'Administration Publique – INPDAP).

Quelles sont les périodes entrant en jeu automatiquement dans le calcul de l'ancienneté?

Les périodes prises en compte sur demande de l'intéressé sont:

- service militaire;
- maternité et puerpéralité;
- maladie et accident;
- service civil;
- périodes d'attente dans le but d'exercer des responsabilités syndicales;
- périodes d'attente dans le but d'exercer des fonctions publiques.

Les périodes prises en compte automatiquement sont:

- chômage;
- chômage partiel;
- mobilité;
- tuberculose.

Qu'est-ce que l'assurance complémentaire?

L'assurance complémentaire est une épargne sur une base volontaire qui s'ajoute à l'assurance c.d "obligatoire de base" permettant au travailleur de toucher une pension plus adaptée à ses besoins. De cette façon le versement de cette assurance complémentaire permet d'augmenter le niveau du revenu du travailleur retraité.

RETRAITE

Quelles sont les personnes qui ont droit à la retraite?

Tous les travailleurs qui effectuent un travail dépendant, sans distinction de sexe et de nationalité.

Les employeurs doivent verser les cotisations pour la retraite des salariés.



A quel moment a-t-on droit à la retraite?

La retraite vieillesse est due lorsque l'on atteint l'âge requis, actuellement il est de 65 ans pour les hommes et de 60 ans pour les femmes et après avoir cotisé pendant 20 ans.

Dans le système des charges sociales, la retraite vieillesse est due lorsque l'on atteint l'âge requis, actuellement il est de 57 ans aussi bien pour les hommes que pour les femmes et 5 ans de cotisations, en tenant compte du fait que le montant de la retraite ne doit pas être inférieur au montant de l'allocation sociale augmentée de 20%. Ces mesures ne concernent pas les travailleurs qui ont au moins 65 ans.

La pension d'ancienneté peut s'obtenir avant d'avoir atteint l'âge de la retraite. Actuellement les conditions requises sont de 35 ans de cotisations et un âge de 57 ans. Si l'on n'a pas encore atteint les 57 ans, il est malgré tout possible d'obtenir la pension d'ancienneté si l'on peut prouver 38 ans de cotisations.

De quelle façon est calculée la retraite?

Dans le système des rétributions le montant de la retraite est lié à deux éléments:

- rétribution calculée sur la moyenne des dernières semaines de rétribution précédant la date à partir de laquelle est due la retraite et l'ancienneté;
- dans le système des charges sociales le montant de la retraite est lié aux montants des cotisations versées, opportunément réévaluées. Le montant individuel des cotisations est multiplié par le coefficient de transformation relatif à l'âge de l'assuré à la date à partir de laquelle la pension est due.

Puis-je demander la retraite anticipée?

Oui, si le contrat de travail s'interrompt pour des raisons de santé.

Dans ce cas, il est possible de demander la pension d'invalidité et l'allocation invalidité.

Attention: Il est possible de demander la retraite anticipée à condition que la personne soit en possession d'un permis de séjour CE de longue durée.

De quoi se composent les retraites?

Les retraites versées par l'INPS sont constituées par la retraite de base, par les allocations familiales (chèques familiaux) si il est du, et par le treizième mois.



Les retraites versées par les autres organismes publics différents de l'INPS sont composées de la retraite de base, des indemnités complémentaires spéciales, des quote-part supplémentaires pour le conjoint et chaque enfant et parent à charge si elles sont dues et du treizième mois.

Qu'est-ce que la pension aux survivants?

Il s'agit d'une pension qui à la mort du travailleur assuré ou retraité revient aux ayants droit. Aux survivants revient:

- la pension de réversibilité si la personne décédée était déjà retraitée;
- la pension indirecte si la personne, au moment du décès, exerçait une activité professionnelle. Dans ce cas le décédé devait avoir versé, à n'importe quel moment, au moins 15 ans de cotisations ou bien devait être assuré depuis au moins 5 ans dont 3 ans de cotisations versées dans le quinquennat précédant le décès.

INAPTITUDE AU TRAVAIL

Qu'est-ce que la pension d'inaptitude au travail?

Il s'agit d'une pension octroyée aux travailleurs dépendants et indépendants, atteints d'une infirmité physique ou mentale, qui peuvent prouver d'avoir cotisé pendant 5 ans (260 cotisations hebdomadaires), dont au moins 3 ans (156 semaines) versées dans les 5 ans précédant la demande de pension d'inaptitude au travail.

L'infirmité physique ou mentale doit être certifiée par les médecins de l'INPS et doit rendre impossible l'exercice de n'importe quel travail.

Qu'est-ce que l'allocation d'invalidité?

Il s'agit d'une allocation octroyée aux travailleurs dépendants et indépendants, atteints d'une infirmité physique ou mentale, qui peuvent prouver d'avoir cotisé pendant 5 ans (260 cotisations hebdomadaires), dont au moins 3 ans (156 semaines) versées dans les 5 ans précédant la demande de pension d'inaptitude au travail.

L'infirmité physique ou mentale doit être certifiée par les médecins de l'INPS et doit provoquer une réduction permanente de la capacité de travail inférieure à un tiers, en travail qui convient au travailleur. L'allocation d'invalidité peut aussi être attribuée si on exerce une activité professionnelle.



Que dois-je faire pour obtenir la reconnaissance d'invalidité?

Il faut faire une demande à l'Administration Sanitaire Locale (ASL) de ton lieu de résidence. Si l'état de santé ou l'handicap qui a provoqué l'invalidité s'aggrave, l'intéressé peut présenter à l'ASL, une demande de reconnaissance de la nouvelle condition de santé.

Existe-t-il plusieurs degrés d'invalidité?

Oui, selon le degré d'invalidité reconnu on peut bénéficier de certains avantages:

- allocation mensuelle d'assistance ou indemnité d'accompagnement (versée par l'INPS). Les personnes en possession d'un permis de séjour attestant que le séjour n'est pas épisodique et de courte durée, peuvent bénéficier de cette indemnité;
- exonération du ticket sanitaire (accordée par l'ASL);
- réduction sur les cartes de transports publics (en s'adressant aux sociétés locales de transport);
- permis de stationnement dans les zones appropriées (en s'adressant à STA, au Bureau Invalides de la circonscription d'appartenance);
- prothèses et articles médicaux (en s'adressant à l'ASL).

INDEMNITÉS DE CHÔMAGE

Que se passe-t-il en cas de chômage?

L'INPS verse une indemnité au chômeur dans les cas de licenciement et de démission à condition d'avoir cotisé pendant au moins deux ans dont au moins un an avant la démission/licenciement.

La demande doit être présentée dans les 68 jours à compter de la fin du rapport de travail et l'indemnité est alors versée pendant une période maximum de 180 jours. La Caisse d'Intégration des Gains de l'INPS gère les prestations dues au salarié en cas de:

- suspension d'emploi;
- restructuration ou reconversion industrielle;
- crises de l'entreprise dans le secteur (dans ce cas l'indemnité ne peut être versée pendant plus de deux ans).



AUTRES FORMES D'AIDES: LES ALLOCATIONS

Qu'est-ce que les allocations familiales?

Il s'agit d'une somme d'argent destinée à aider le salarié ou le retraité afin d'affronter les dépenses provenant du *nucleo* familial. Les allocations familiales varient en fonction du nombre de membres dans la famille et du revenu total.

Seulement ceux qui ont une famille à charge y ont droit. L'INPS assure le versement de cette somme.

Qu'est-ce que l'allocation sociale?

L'allocation sociale est une somme versée aux personnes qui répondent à certains critères:

- âge supérieur à 65 ans;
- aucun revenu sur la dernière année ou revenu inférieur au minimum fixé par la loi;
- pour les étrangers, possession du permis de séjour CE de longue durée ou statut de réfugié politique;
- résidence en Italie.

A partir du 1^{er} janvier 2009, afin de bénéficier de l'allocation sociale, il faudra avoir séjourné légalement et de façon continue sur le territoire national pendant au moins dix ans.

Attention: afin de bénéficier de telles prestations, il est nécessaire de vivre en Italie. L'allocation sera suspendue si tu restes à l'étranger pour une période supérieure à 1 mois, à moins que cela dépende de graves problèmes de santé. Passé 1 an à compter de la suspension, après vérification du maintien d'une telle condition, l'allocation sera révoquée.

Qu'est-ce que les allocations pour congés de maternité allouées par la mairie?

Il s'agit d'une allocation destinée aux femmes en congés maternité qui ne reçoivent aucune autre indemnité ou qui ont reçu une somme inférieure à celle prévue. Dans ce dernier cas, les salariées recevront la différence.

Est-ce qu'une femme étrangère y a droit?

Oui, si elle a un permis de séjour CE de longue durée ou en a fait la demande.



Dans ce cas, l'allocation est suspendue jusqu'à l'obtention de cette carte.

A quel moment la demande doit-elle être présentée?

Dans les six mois à compter de la naissance de l'enfant. Même dans le cas d'un placement en vue d'une adoption ou d'adoption proprement dite, il faut présenter la demande dans les six mois, à condition que le mineur n'ait pas atteint l'âge de six ans. Si l'adoption est internationale, l'âge maximum du mineur est de 18 ans.

Attention: Une femme étrangère peut demander l'allocation lorsque le mineur est inscrit sur le permis de séjour CE de longue durée d'un des parents et cela même s'il n'est pas né en Italie ou n'est pas citoyen d'un pays de l'Union Européenne.

Système d'assurance

Qu'est-ce qu'un accident?

L'accident est un événement provoqué par une cause violente et qui se produit pendant le déroulement de l'activité professionnelle provoquant la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle, ou une incapacité temporaire suivie d'une absence au travail pendant plus de trois jours.

De quelle façon mon employeur doit-il m'assurer contre les accidents du travail ou les maladies professionnelles?

L'employeur doit assurer à l'INAIL les travailleurs contre les dommages physiques et économiques résultant d'accidents ou de maladies liés à l'activité professionnelle; cela lui permet de se couvrir contre la responsabilité civile qui en découle.

Attention: si par contre la responsabilité de l'employeur est mise en jeu de part la violation des normes de prévention et d'hygiène, sa responsabilité est alors reconnue.



Combien coûte l'assurance INAIL?

L'assurance est à la charge de l'employeur, elle est gratuite pour le salarié. L'employeur doit présenter au début de son activité «la déclaration d'exercice» et payer la prime de risques liée à l'activité même.

Quels sont les travailleurs qui peuvent être assurés à l'INAIL?

- Les travailleurs dépendants, indépendants qui utilisent des machines, des appareils, des systèmes ou qui travaillent sur des lieux où de tels équipements sont utilisés;
- les femmes au foyer mais seulement si les dommages provoquent une incapacité égale ou supérieure à 33%.

Que dois-je faire si j'ai un accident?

Tu dois faire une déclaration d'accident en suivant la procédure suivante:

- informer immédiatement l'employeur;
- présenter à l'employeur le premier certificat médical (dès que tu l'as) et si les soins devaient se poursuivre, le certificat médical du médecin traitant ou de l'INAIL;
- dès que tes conditions physiques te le permettent, te rendre au siège de l'INAIL le plus proche afin de poursuivre les soins et obtenir la certification médico-légale.

Si mon employeur ne m'a pas assuré et que j'ai un accident ou ai contracté une maladie professionnelle, que se passe-t-il?

Tu as de toute façon droit aux prestations de l'INAIL même si ton employeur ne t'a pas assuré.

Quels sont les accidents protégés par l'INAIL?

Pour les accidents survenus sur le travail et présentant les caractéristiques suivantes:

- ils doivent avoir une cause violente;
- ils doivent avoir provoqué la mort, l'incapacité de travail permanente ou temporaire suivie d'une absence au travail supérieure à trois jours.

Pour les accidents «sur l'itinéraire», c'est-à-dire l'accident survenu sur le trajet aller-retour qui sépare l'habitation du lieu de travail du salarié à condition que:



- l'accident doit s'être produit durant le parcours «normal» cité ci-dessus ou durant le parcours «normal» aller-retour qui sépare le lieu de travail de celui où on prend habituellement ses repas, à condition qu'il n'y ait pas de cantine dans l'entreprise;
- l'accident s'est produit en utilisant un moyen de transport privé parce que indispensable.

En tant que travailleur, quels sont mes devoirs?

- Suivre les instructions relatives à ma fonction;
- signaler un danger (au dirigeant, au responsable, etc.);
- respecter et ne pas changer les signaux de danger;
- te soumettre aux contrôles sanitaires et aux visites médicales.

En tant que travailleur, quels sont mes droits?

- Interrompre le travail en cas de danger grave ou immédiat;
- t'éloigner du poste de travail et de la zone dangereuse en cas de danger grave et immédiat;
- te soumettre aux visites médicales lorsque les raisons sont liées aux risques professionnels.

Que doit-on écrire dans la déclaration d'accident?

- Les renseignements concernant le travailleur et l'accident: (causes et circonstances, jour et heure, etc.);
- les renseignements concernant le salaire des 15 derniers jours précédant la date de l'accident;
- les éventuelles absences de mesures d'hygiène et de prévention;
- les témoins présents lors de l'accident;
- le type et la localisation des lésions.

Qu'est-ce qu'une maladie professionnelle? diffère-t-elle de l'accident?

La maladie professionnelle, à la différence de l'accident, est provoquée par des actions nocives qui évoluent avec le temps et réduisent les possibilités de travailler de la personne atteinte.

J'ai une maladie professionnelle, que dois-je faire?

Si tu travailles encore, tu dois:

- déclarer la maladie à ton employeur dans les 15 jours à compter de sa mani-



festation initiale;

- présenter à ton employeur le premier certificat médical et si tu dois poursuivre les soins, le certificat rempli par le médecin traitant.

Si tu ne travailles plus, tu dois:

- présenter à l'INAIL la demande de reconnaissance de la maladie professionnelle.

Que fait l'INAIL si j'ai un accident ou si je contracte une maladie professionnelle?

L'INAIL fournit des prestations économiques et médicales au travailleur qui a un accident du travail ou contracte une maladie professionnelle.

Pour quels motifs puis-je obtenir les prestations économiques?

- Carence de rétribution (indemnité temporaire);
- réduction ou perte de la capacité de travail (reconnaissance du degré d'incapacité permanente) pour les événements antérieurs au 25 juillet 2000;
- diminution de l'intégrité psycho-physique et ses conséquences financières (dommage biologique) pour les événements à compter du 25 juillet 2000;
- en cas de décès lié à un accident de travail ou une maladie professionnelle, la rente est attribuée à la famille.

Qu'est-ce que l'indemnité temporaire et à combien s'élève-t-elle?

Il s'agit d'une indemnité qui compense la carence de rétribution que l'INAIL verse au travailleur à partir du quatrième jour après l'accident ou la manifestation de la maladie professionnelle et cela jusqu'à la guérison.

L'indemnité temporaire correspond à 60% de la rétribution moyenne et est versée jusqu'au quatre-vingt-dixième jour d'absence, elle passe à 75% après le quatre-vingt-dixième jour. Les maladies qui ne relèvent pas directement du travail sont par contre de la compétence de l'INPS.

Si l'accident ou la maladie professionnelle n'ont pas été déclarés, puis-je tout de même bénéficier des prestations de l'INAIL?

Oui, dans les trois ans à compter du jour où est survenu l'accident ou du jour où s'est manifestée la maladie professionnelle: tu dois toi-même déclarer l'accident ou t'adresser à un organisme d'assistance autorisé.



Qu'est-ce que la reconnaissance du degré d'invalidité permanente au travail ?

Une fois guéri, l'INAIL invite le travailleur à se soumettre à une visite médico-légale afin de certifier et de stabiliser le degré d'invalidité permanente due à l'accident ou à la maladie professionnelle :

Pour les événements antérieurs au 25 juillet 2000 :

- si le degré d'invalidité est compris entre 11 et 100%, le travailleur a droit à un dédommagement ;
- si le degré d'invalidité est inférieur à 11%, le travailleur n'a pas droit au dédommagement sauf aggravation de son état.

Pour les événements à partir du 25 juillet 2000 :

- si le degré de diminution de l'intégrité psycho-physique est inférieur à 6%, le travailleur n'a droit à aucune indemnité ;
- si le degré de diminution de l'intégrité psycho-physique est égal ou supérieur à 6% et inférieur à 16%, le travailleur a droit à une indemnité pour le seul dommage biologique ;
- si le degré de diminution de l'intégrité psycho-physique est égal ou supérieur à 16%, le travailleur a droit à une rente dont une partie concerne le dommage biologique et l'autre partie les conséquences financières dues à cette diminution.

Que dois-je faire si mon état de santé se détériore ?

Tu peux demander à l'INAIL la vérification du degré d'invalidité au travail, en tenant compte des délais suivants :

- 10 ans à partir de la date de l'accident ;
- 15 ans à partir de la date de la manifestation de la maladie professionnelle ;
- sans limite de temps en cas de silicose et d'asbestose.

Tu devras te soumettre à des visites médico-légales afin d'obtenir la confirmation, l'aggravation ou la diminution du degré d'invalidité au travail.

De quoi se composent les prestations médicales ?

- De soins médicaux et chirurgicaux qui favorisent la guérison, ils sont dispensés gratuitement par le Service Sanitaire Nazionale et les ambulatoires de l'INAIL ;
 - de soins médicaux de réhabilitation, d'une proposition d'éventuelles prothèses qui permettent une récupération de l'intégrité psycho-physique et la capacité de travail.
- Afin de bénéficier des prestations et de recevoir une assistance gratuite, tu peux aussi t'adresser aux patronats.



LES OBLIGATIONS DE L'EMPLOYEUR EN CAS D'ACCIDENT DU TRAVAIL ET DE MALADIE PROFESSIONNELLE D'UN EMPLOYÉ

La 626, de quelle loi s'agit-il?

Le décret législatif 626 de 1994, connu comme « la loi sur la sécurité dans le travail », fixe les normes en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs sur le lieu de travail, il s'agit du premier décret né pour individualiser, évaluer, éliminer, prévenir et limiter les risques sur les lieux de travail, garantissant ainsi le maximum de sécurité.

Quels sont les devoirs de l'employeur?

- informer les salariés;
- veiller à l'entretien régulier des machines;
- veiller au respect des règles.

Que faire si un employé a un accident?

- Déclarer l'accident à l'INAIL et aux autorités de sécurité publique à l'aide d'un formulaire spécifique et le présenter dans les deux jours à compter du jour où l'on a pris connaissance de l'accident;
- envoyer les certificats médicaux originaux à l'INAIL;
- payer la journée entière qui correspond au jour de l'accident et les 60% les trois jours suivants;

Dans le cas d'hospitalisation, l'hôpital enverra une copie des certificats à l'INAIL et à l'employeur.

Attention: en cas d'accident mortel, l'employeur doit faire la déclaration dans les 24 heures, en envoyant un télégramme (ou fax).

Que dois-je faire si un employé contracte une maladie professionnelle?

Présenter une déclaration à l'INAIL dans les 5 jours;
envoyer à l'INAIL les certificats médicaux originaux.



état civil
état civil

Informations générales

Qu'est-ce que l'état civil?

L'état civil est un registre dans lequel sont inscrites toutes les données personnelles des individus qui habitent dans une commune. Le bureau d'état civil se charge des démarches nécessaires pour maintenir à jour le registre.

Qu'entend-t-on par «demeure», «résidence», «domicile»?

La demeure (simple demeure ou demeure occasionnelle) est un endroit dans lequel une personne décide de rester provisoirement pendant une période de temps limitée, en attendant une installation plus stable.

La résidence est l'endroit où une personne vit habituellement et pour laquelle elle a fait une demande d'inscription au bureau d'état civil. Celui qui pense rester longtemps sur le territoire fait une demande de résidence.

Le domicile, par contre, est l'endroit dans lequel un individu décide d'installer le siège principal de ses affaires et de ses intérêts.

Puis-je m'inscrire à l'état civil?

Oui, si tu as un permis de séjour CE de longue durée ou un permis de séjour régulier et de longue durée, ou bien pour travail, famille, résidence d'élection, même s'il est en phase de renouvellement, montrant le reçu de la demande de renouvellement, tu peux t'adresser au Bureau d'état civil de la mairie de ton lieu de résidence.

A quel moment mon inscription à l'état civil est-elle effectuée?

A la naissance, au bureau d'état civil de la mairie du lieu de résidence des parents ou à la mairie où est inscrite la mère, au cas où les parents sont inscrits dans des bureaux d'état civil différents; quand on change de résidence dans une autre mairie ou de l'étranger, au Bureau d'état civil où l'on réside.

L'inscription et la demande de variation de l'état civil peuvent entraîner une vérification de la part des bureaux municipaux compétents, des conditions hygiéniques du lieu dans lequel le demandeur projette de fixer sa résidence, suivant les normes sanitaires en vigueur.

Qu'est-ce que l'état civil familial?

L'état civil familial est un groupement de personnes qui vivent dans la même



habitation. Ces personnes sont liées par les liens du mariage, ou ont des liens de parenté, d'affinité, d'adoption, de tutelle ou tout simplement affectifs.

Quand et pourquoi est-on effacé de l'état civil de la mairie du lieu de résidence?

- Quand on change de lieu de résidence pour aller dans une autre commune ou à l'étranger;
 - quand une personne sans domicile fixe se déplace dans une autre commune;
 - quand les autorités n'arrivent pas à trouver une personne à la résidence déclarée.
- Attention:** quand on ne renouvelle pas la déclaration de demeure habituelle le citoyen étranger est avisé et invité à prendre les mesures nécessaires dans les 30 jours.

A quoi cela sert-il d'enregistrer la résidence à la mairie?

Cela sert à compléter et à accomplir d'importantes démarches:

- renouvellement du permis de séjour;
- demande de délivrance du permis de séjour CE de longue durée;
- demande d'acquisition de la nationalité;
- demande de regroupement familial;
- demande de délivrance de la carte de sécurité sociale;
- demande d'accès à un logement social (maisons populaires).

Un centre d'accueil peut-il devenir ma «demeure habituelle»?

Quand un étranger réside dans un centre d'accueil pendant au moins 3 mois, le centre d'accueil devient sa demeure habituelle.

Est-il obligatoire de renouveler l'inscription à l'état civil? Quand?

Oui, toutes les fois que tu renouvelles le permis de séjour, dans les 60 jours à compter de la délivrance du nouveau permis de séjour (ou du nouveau permis de séjour CE de longue durée). Ton inscription à l'état civil n'est pas effacée pendant la période nécessaire pour le renouvellement de ton permis de séjour (ou du permis de séjour CE de longue durée). Le fonctionnaire de l'état civil mettra à jour tes données et les communiquera au préfet de police.

Quand dois-je communiquer à la préfecture de police les modifications de demeure?

Pour les étrangers résidents, le changement de demeure est communiqué par



le bureau de l'état civil à la préfecture de police compétente.

Les étrangers qui séjournent régulièrement mais n'ont pas de résidence doivent obligatoirement communiquer sous 15 jours le changement de demeure à la Préfecture de Police.

Demande d'inscription à l'état civil

Qu'entend-t-on par "demande d'inscription à l'état civil" pour les étrangers?

Il s'agit de la demande que fait un citoyen étranger afin d'être inscrit sur le registre de l'état civil. Si cette demande est accueillie, le citoyen obtient la résidence dans la ville de son choix et peut réclamer les certificats utiles pour son séjour en Italie.

Que signifie changement de résidence ou de domicile?

Le changement de résidence signifie le transfert permanent du domicile principal d'une commune à une autre.

Le changement de domicile signifie le transfert d'une habitation à une autre à l'intérieur de la même commune.

Puis-je présenter la demande de changement de résidence/domicile?

Seulement si tu es majeur et que tu as un permis de séjour en cours de validité.

Comment procéder pour présenter la demande de changement de résidence ou de domicile?

Si tu viens de l'étranger, tu dois te rendre au bureau des changements de résidence de la mairie où tu habiteras pour signer une déclaration d'inscription.

Si tu te déplaces d'une mairie à l'autre, tu dois te présenter au bureau d'état civil de la mairie de ta nouvelle résidence.

Comment faire pour présenter la demande d'inscription à l'état civil ou de changement de résidence pour toute ma famille?

Tout membre majeur du noyau familial peut faire la demande pour toute la famille. Les permis de séjour de toute la famille doivent être présentés, et le membre de la famille s'engage à communiquer le transfert à la famille.



Que dois-je faire si je vais vivre dans une autre famille?

La première personne qui apparaît sur l'état civil familial de la famille qui te reçoit, doit t'accompagner au bureau des changements de résidence pour présenter la demande d'inscription de résidence.

Quels sont les temps d'enregistrement et de changement de résidence?

Les citoyens étrangers doivent réclamer l'inscription à l'état civil dans les 90 jours à compter de leur entrée en Italie.

Les citoyens étrangers doivent demander le changement de résidence à l'état civil dans les 20 jours à compter du transfert.

Quels documents dois-je présenter?

- Passeport en cours de validité;
- code fiscal;
- permis de séjour en cours de validité d'une durée supérieure à 1 an (si il s'agit de la première attribution, il doit avoir une durée de validité supérieure à 3 mois). Si le permis de séjour est en phase de renouvellement, il est possible de présenter le permis périmé accompagné du reçu de la demande de renouvellement (délivré par la préfecture de police ou les Postes).

Suivant certaines communes on réclame aussi:

- un acte de naissance en italien ou actes authentifiés et valables délivrés par les autorités du pays d'origine qui attestent l'état civil et la composition de la famille;
- une copie du contrat de location ou de l'acte de propriété de l'habitation ou bien comme alternative, une déclaration d'hospitalité par le propriétaire de l'appartement;
- le dossier concernant le service de nettoyage de la voirie afin de prouver l'inscription de l'habitation où l'on effectue son transfert;
- les réfugiés politiques doivent aussi apporter la déclaration délivrée par le Haut- Commissariat des Nations Unies.

Attention: après l'enregistrement et/ou le changement de résidence, la mairie procédera à un contrôle de police municipale afin de vérifier ta présence dans la nouvelle résidence, indispensable pour compléter le dossier. En cas de changement de domicile, avant de te rendre à la mairie, il faut faire mentionner sur le permis de séjour le nouveau domicile en se rendant à la préfecture de police de la mairie où est situé le nouveau domicile. si tu as le permis de conduire italien, il faut mentionner la nouvelle résidence sur ce document.



les individus ayant la même habitation sont automatiquement inscrits sur le même certificat d'état civil familial. S'il n'existe pas de liens de parenté, on peut demander à être enregistré indépendamment.

Combien coûtent l'inscription et le changement de résidence ou de domicile?

Ils sont gratuits.

Services d'état civil

Quels sont les services d'état civil auxquels les étrangers résidents ont droit?

Certificats de (si les événements sont enregistrés à la mairie):

- Naissance;
- résidence;
- historique de l'état civil;
- statut de célibataire;
- situation de famille;
- ressources;
- vaccinations;
- contexte.

Attention: Pour profiter de ces services il est nécessaire d'avoir le passeport (ou document équivalent), le permis de séjour ou le permis de séjour CE de longue durée; les informations qu'ils contiennent doivent coïncider.

Qu'est-ce que la carte d'identité?

Il s'agit d'un document d'identification personnelle qui peut être utilisé en Italie. Il est délivré à tout étranger âgé de 15 ans révolus et résidant dans la commune. La carte d'identité est valable 10 ans mais elle ne l'est pas pour l'expatrié.

Attention: la Carte d'identité délivrée par le maire ne constitue pas pour l'étranger un titre de séjour sur le territoire national, mais elle doit toujours être présentée avec le permis de séjour ou le permis de séjour CE de longue durée et le passeport.

Quand puis-je en faire la demande?

Pour l'obtenir: n'importe quand.

Pour le renouvellement: 180 jours avant son expiration.



Où puis-je faire la demande d'obtention/renouvellement et quels sont les documents à présenter?

Tu dois te présenter au bureau des cartes d'identité de la mairie.

Lorsque l'on fait une demande de carte d'identité, il faut présenter:

- 3 photographies format identité, de face, toutes identiques, récentes et sans chapeau;
- les citoyens de l'Union européenne doivent présenter un document de reconnaissance valable et la carte de séjour;
- les citoyens étrangers doivent présenter le passeport et le permis de séjour. Si le permis de séjour est en voie de renouvellement, il est possible de présenter le permis périmé accompagné du reçu de la demande de renouvellement (délivré par la préfecture de police ou les Postes).

Il est nécessaire de retirer à la caisse de la circonscription un formulaire de demande qu'il faudra remplir. Les droits de secrétariat seront à payer.

Puis-je avoir un duplicata de la Carte d'identité?

Les cas prévus pour la remise du duplicata de la carte d'identité lorsqu'elle n'est pas périmée, sont:

- vol;
- perte;
- détérioration.

Quand puis-je utiliser la déclaration sur l'honneur?

Certains documents à présenter dans les administrations publiques et à des concessionnaires de services publics (eau, gaz, transports, postes etc.) peuvent être substitués par une déclaration sur l'honneur, c'est-à-dire par une simple déclaration signée par l'intéressé, non authentifiée et sans timbre fiscal.

Un citoyen étranger régulièrement résidant en Italie, peut utiliser les déclarations sur l'honneur pour certifier:

- Sa situation et ses données personnelles, détenues ou garanties par l'Administration publique;
- des faits qui peuvent être confirmés par les autorités publiques italiennes, à l'exception de dispositions légales spéciales.

Qu'est-ce que la légalisation?

La légalisation est une procédure par laquelle l'autorité consulaire italienne certifie la validité d'un document délivré par des autorités étrangères.



Qu'est-ce que l'authentification?

Il s'agit d'une traduction -avec timbre- qui doit être validée par le Tribunal Civil et qui est jointe à l'original ou à la copie dans le cas où les documents sont écrits en langue étrangère.

Que dois-je faire si je désire me marier?

Les citoyens étrangers peuvent se marier en Italie et la cérémonie peut être civile ou religieuse suivant les cultes admis par l'État. Dans le cas d'un citoyen étranger résidant en Italie, ainsi que dans le cas de citoyens italiens, la célébration du mariage doit être précédée de la publication des bans, à réclamer au bureau d'état civil de la mairie du lieu de résidence. La publication des bans permet de rendre public l'intention de deux personnes de se marier. Avant la publication des bans, les futurs époux doivent prêter serment devant l'officier de l'état civil.

Quels sont les documents à présenter?

- Le permis de séjour ou bien la déclaration de présence (lorsqu'il n'est pas obligatoire de faire la déclaration de présence, il suffit de présenter la page du passeport sur laquelle le timbre de la police de frontière est visible);
- la non-opposition (c'est-à-dire la permission), délivrée par les autorités consulaires en Italie dans ce cas précis la signature du Consul doit être légalisée à la Préfecture italienne compétente ou bien par les autorités compétentes du propre pays d'origine (Consulat ou l'Ambassade italienne à l'étranger);
- pour les citoyens étrangers résidant en Italie, certificat du statut de célibataire et certificat de résidence avec timbre;
- le passeport ou la carte d'identité;
- l'acte de naissance, délivré par le pays d'origine, traduit et légalisé, au cas où la non- opposition (autorisation) comporterait des renseignements relatifs à la naissance, à la paternité et à la maternité.

Attention: lorsque les futurs époux prêtent serment il est nécessaire que deux témoins majeurs en possession de documents valables soient présents (permis de séjour pour les étrangers).

Dans le cas de l'étranger résidant en Italie, la certification relative à la résidence est obtenue au bureau de la mairie dans laquelle il réside.



AUTRES BUREAUX DES SERVICES DE LA MAIRIE

Que sont les services sociaux et à quoi servent-ils?

Dans chaque mairie existe un bureau des services sociaux. Tous les résidents italiens et étrangers peuvent s'adresser à ce bureau. Les assistants sociaux aident les personnes qui rencontrent des difficultés lors de l'entrée et de l'intégration en Italie et offrent des informations utiles sur:

- assistance domiciliaire aux personnes âgées, aux mineurs et aux handicapés;
- Soutien économique aux familles et à la personne;
- Assistance pour le logement;
- Insertion des mineurs dans des structures résidentielles;
- Adoption nationale et internationale;
- Vignettes d'identification parking pour les personnes handicapées;
- Tarifs préférentiels pour les transports publics en commun;
- Autorisation pour accéder aux cantines sociales et/ou accueil nocturne etc.

Que sont les services éducatifs?

Dans chaque mairie existe un bureau des services éducatifs qui offre des informations sur les services suivants:

- service de restauration (cantines scolaires);
- centres aérés récréatifs d'été-hiver et animation dans les écoles;
- attestation de fréquentation de la crèche et des écoles maternelles communales;
- Inscription aux crèches;
- Inscription en maternelle, etc.

Que sont les services culturels, sportifs et du temps libre?

Dans chaque mairie existe un bureau de service culturel, sportif et du temps libre qui s'occupe de promouvoir, organiser et réaliser des initiatives culturelles et sportives dans l'enceinte municipale. Il offre des informations sur les services suivants:

- centres sportifs communaux;
- centres aérés;
- Inscription aux registres des associations culturelles, sportives et Onlus, etc.



logement
logement

Garantie d'un logement

Afin de pouvoir séjourner en Italie, l'étranger doit avoir la garantie d'un logement. Le logement peut être obtenu grâce à l'hospitalité de quelqu'un ou bien en louant ou achetant une maison. En cas de difficultés il est possible d'obtenir un logement auprès d'un centre d'accueil.

Je suis hébergé chez ma famille/amis, quelles sont mes obligations?

Ce n'est pas toi mais celui qui t'héberge qui en a. Qui que se soit, à n'importe quel titre, loge ou reçoit des étrangers dans sa propre maison, est obligé de le communiquer aux autorités de sécurité publique (action de communication de cession d'habitation) dans les cas suivants:

- lorsqu'on loue un bien immobilier ou une partie;
- lorsqu'on cède un propre bien immobilier, l'état civil de l'acheteur et du vendeur sont nécessaires;
- lorsqu'on cède même partiellement, dans un but de logement, un bien immobilier qui se trouve sur le territoire italien.

L'obligation concerne tous les citoyens/organismes?

Oui, à l'exception des membres du Sacré Collège et du Corps diplomatique ou consulaire, chaque citoyen ou association privée ou publique doit fournir les informations aux autorités de la sécurité publique (PS), même si les personnes étrangères logées sont des parents ou des connaissances.

De quelle façon dois-je faire cette communication?

La communication doit se faire dans les 48 heures par lettre recommandée avec avis de réception aux autorités de la PS locale compétente. Les généralités concernant la personne qui fait la communication, celles de l'étranger ou de l'apatride, les éléments essentiels du passeport ou du document d'identification, l'exact emplacement du bien immobilier cédé ou dans lequel la personne est logée, le titre pour lequel la communication est due, devront être indiqués dans cette lettre.

Attention: Le non respect des obligations de communication de la part de celui qui loge la personne entraîne des sanctions (paiement d'une amende).

A qui dois-je l'envoyer?

À la Préfecture de Police dans les simples chefs-lieux de province;
au Commissariat de la Sécurité Publique ou à la mairie dans les communes



qui ne sont pas des chefs-lieux.

Quels éléments dois-je spécifier dans la communication?

- Etat civil de la personne qui reçoit (nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse);
- état civil de la personne étrangère qui est reçue (nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse, type de document d'identification, numéro du document, date et lieu de délivrance du document);
- adresse exacte de l'immeuble dans lequel logeront les personnes étrangères;
- à quel titre l'immeuble est cédé, à usage d'habitation par exemple, en location, en propriété ou autre; ou bien simplement la déclaration d'hospitalité sans rémunération.

Attention: Loi 94/2009- toute personne qui héberge une autre personne - à titre onéreux – ou loue un appartement dans un immeuble à un étranger sans titre de séjour ou un permis périmé et non renouvelé, sera condamnée de six mois à trois ans de prison. Une fois la condamnation prononcée, l'immeuble sera confisqué à moins qu'il n'appartienne à un tiers extérieur au délit.

Location d'un appartement

Que dois-je faire pour louer un appartement?

Tu dois rédiger un contrat de location. Avec ce contrat, le propriétaire s'engage à mettre à la disposition du locataire, un logement à usage d'habitation, pour un temps déterminé et en payant un loyer. Le loyer est versé par le locataire au propriétaire généralement chaque mois. Le montant du loyer est réajusté chaque année sur la base de l'indice ISTAT et subit une augmentation équivalente à 75% de l'indice.

Qu'est-ce que la caution?

Il s'agit d'une somme d'argent que verse le locataire au propriétaire et qui représente une garantie en cas de dommages causés au bien loué. La somme versée ne peut dépasser le montant de 3 mois de loyer. Si l'appartement reste en bon état, la caution est alors restituée entièrement à la fin du contrat, majorée des intérêts légaux dus à son blocage.

Quelle forme doit avoir le contrat de location?

La loi impose que les contrats de location soient stipulés sous forme écrite et



qu'ils correspondent à une typologie précise.

Le contrat de location établit:

- le montant que le locataire doit régler tous les mois au propriétaire;
- la durée pendant laquelle le locataire pourra occuper l'appartement;
- le jour exact du paiement du loyer mensuel, les modalités de paiement et le lieu choisi pour le versement.

Les deux principaux types de contrats prévus par la loi 431/98 sont:

- le contrat libre qui suit la tendance du marché des locations, est déterminé par l'offre et la demande. En l'absence de résiliation avec 6 mois d'anticipation par rapport à la date de résiliation du contrat, il a une durée de 4 ans et est tacitement renouvelable aux mêmes conditions pour les 4 ans suivants. Il est possible de résilier le contrat avant les 4 ans en cas de nécessités particulières ou en cas de raisons familiales jusqu'au deuxième degré ou bien dans le cas de restructurations;
- le contrat est défini par un accord entre les organisations syndicales des propriétaires et des locataires et avec la participation des mairies. La durée est de 3 ans plus 2. Le propriétaire ainsi que le locataire en utilisant ce type de contrat, peuvent bénéficier d'une déduction prise en compte dans la déclaration des revenus, d'une réduction de 30% de la taxe d'enregistrement, d'une prime de la mairie, d'un abattement ou de l'annulation de l'impôt sur les immeubles (ICI).

L'enregistrement du contrat est-il obligatoire?

Oui, la loi oblige le propriétaire à enregistrer le contrat de location au bureau de l'enregistrement, dans les 30 jours à compter de la signature. La taxe d'enregistrement correspond à 2% annuel du loyer. Les dépenses d'enregistrement sont divisées par deux entre le propriétaire et le locataire. Chaque année l'enregistrement doit être renouvelé. En ce qui concerne les contrats pluriannuels, il est possible de payer la taxe d'enregistrement en un seul versement même pour les années qui suivent le premier. Dans ce cas, on obtient une réduction sur les dépenses d'enregistrement.

Lorsque le contrat est régulièrement enregistré, il est possible de se renseigner sur les avis d'aides publiés par les mairies. Ils permettent aux personnes défavorisées d'obtenir un soutien aux dépenses de loyer, ce soutien dépend du revenu et de l'incidence des dépenses de loyer sur celui-ci.

Attention: Si le contrat n'est pas enregistré, on ne peut donc pas donner la preuve d'être logé, preuve nécessaire pour le renouvellement du permis de séjour.



Achat d'un appartement

Puis-je acheter un appartement?

Les étrangers en possession d'un permis de séjour régulier pour raisons de travail ou raisons familiales ou en possession d'un permis de séjour CE de longue durée, peuvent acheter un appartement aux mêmes conditions que les citoyens italiens. Les autres, par contre, peuvent acheter un appartement seulement s'il existe un accord spécifique entre le pays d'appartenance et l'Italie. Dans le cas d'un premier achat, il existe des réductions d'impôts.

Quels sont les documents que je dois signer pour acheter un appartement?

- La promesse d'achat permet de bloquer le prix convenu et de souscrire une proposition irrévocable d'achat en versant un acompte sur le prix;
- la promesse de vente ou compromis, contrat préliminaire qui engage les parties à vendre et à acheter (contrat d'achat/vente), fixe une date s'il n'est pas possible de stipuler immédiatement le contrat. Lors de la signature du compromis, il est d'usage bien que non obligatoire, de verser un acompte sur la somme demandée;
- l'acte public de vente, le contrat d'achat/vente qui a pour objet le transfert de propriété, doit être rédigé devant le notaire (acte notarié) en présence du vendeur et de l'acheteur.

Qu'est-ce qu'un emprunt?

Si tu n'as pas à ta disposition la somme totale pour acheter ton appartement, tu peux demander un emprunt à la banque. La banque, en garantie du prêt impose sur le bien acquis une servitude (l'hypothèque). Si le revenu n'est pas suffisant pour payer la mensualité du prêt, la banque demande la garantie (caution) d'une personne ou d'un organisme qui s'engage à garantir personnellement avec ses propres biens, le remboursement de ton débit. L'hypothèque est une formule qui consent à la banque, dans le cas où les mensualités ne seraient pas payées, de s'approprier l'appartement et de le vendre afin de récupérer l'argent avancé. Dans le cas de l'achat de la première maison il est possible de bénéficier d'un prêt facilité qui prévoit des intérêts plus bas en rapport à ceux généralement appliqués dans les banques.

Attention: si tu décides de prendre un emprunt, vérifie avec la banque avant de faire une proposition d'achat, d'avoir les conditions requises pour obtenir la somme dont tu as besoin.



Quelles sont les conditions que la banque exige pour accorder un emprunt?

Pour accorder un emprunt la banque exige des garanties:

- la déclaration des revenus;
- le versement du salaire sur un compte courant (dans certains cas ce n'est pas obligatoire);
- garanties personnelles ou financières.

Que doit-on spécifier dans un contrat pour prendre un emprunt?

Les principales conditions spécifiées dans un contrat d'emprunt sont:

- le temps nécessaire pour restituer l'argent (de 5 à 30 ans), en tenant compte de l'âge du demandeur;
- le taux d'intérêt appliqué (le taux d'intérêt maximum est fixé par la loi qui interdit l'application d'un taux d'usure; les taux d'intérêts sont fixés avec différentes échéances (mensuelles, trimestrielles, etc.) sur la base des indices de référence publiés sur les principaux journaux (par exemple l'indice EURIBOR, EURIRS), le coût supplémentaire que la banque applique et qui est différent de banque à banque, on l'appelle SPREAD;
- la mensualité à payer et le plan de remboursement (la fréquence avec laquelle sont versées les mensualités); la mensualité à payer doit être en rapport avec le revenu du demandeur;
- le montant des pénalités si l'emprunt est prématurément remboursé.

Qui rédige les contrats relatifs à l'emprunt et à la maison?

Qu'il s'agisse du contrat d'achat/vente de la maison ou du contrat concernant un emprunt, ils doivent être rédigés et enregistrés chez un notaire.

Quels sont les impôts et dépenses que je dois affronter au moment de l'achat d'un appartement?

- Taxe d'enregistrement (à des conditions facilitées pour l'achat d'une première maison);
- si le bien acheté appartient à une entreprise, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA);
- impôt hypothécaire;
- impôt cadastral;
- dépenses de notaire relatives aux deux contrats d'achat/vente et d'emprunt.



Quelles sont les dépenses que je dois affronter en tant que propriétaire ou locataire d'une maison?

Tu dois payer les factures mensuelles ou bimestrielles qui correspondent aux différents services (gaz, électricité, eau, chauffage, téléphone s'il est installé, éventuelles dépenses de copropriété) ainsi que la taxe sur le ramassage des ordures qui se paye une fois par an.

Centres d'accueil

Que sont les centres d'accueil?

Ce sont des structures qui garantissent des services sociaux d'assistance et offrent un logement temporaire aux étrangers qui sont temporairement dans l'impossibilité de subvenir de façon autonome à leurs propres exigences de logement et de subsistance, le but est de favoriser leur insertion sociale dans un temps le plus court possible.

Puis-je aller dans un centre d'accueil?

A condition que tu sois un étranger en possession d'un permis de séjour en règle pour raisons de travail, de famille, de demande d'emploi et que tu n'aies pas la possibilité de trouver tout seul un logement.

Qui ne peut pas aller dans un centre d'accueil?

Les étrangers sans permis de séjour donc en situation irrégulière, sauf dans les cas d'urgence particulière (reconnus par le maire); les étrangers titulaires du permis de séjour de courte durée pour tourisme, études, affaires, soins médicaux et autres.

Le logement dans les centres d'accueil est-il gratuit?

Il peut être gratuit ou être soumis au paiement d'un loyer.

Ai-je des obligations lorsque je suis reçu dans un centre d'accueil?

Oui, le règlement du centre doit être respecté.



LOGEMENTS SOCIAUX ET COOPÉRATIVES DE CONSTRUCTION

Qu'appelle-t-on logements sociaux?

Il s'agit de maisons construites à l'aide de financements publics et appartenant à des organismes publics et destinées à l'habitation.

Qui a droit aux logements sociaux?

Aussi bien les citoyens italiens que les étrangers, travailleurs dépendants ou indépendants, en possession d'un permis de séjour valable au moins deux ans ou d'un permis de séjour CE de longue durée. L'accès au logement est de même consenti à ceux dont le statut est celui de réfugié ou qui bénéficient d'une protection.

Attention: les dispositions liées à l'accroissement des logements sociaux (art. 11, L. 133/2008) prévoient d'augmenter l'offre d'habitations destinées à la première maison pour certaines catégories de personnes dites « personnes en difficulté », parmi lesquelles sont de nouveau pris en compte les immigrés réguliers à bas revenus, à condition qu'ils soient résidents depuis au moins dix ans sur le territoire national ou bien depuis au moins cinq ans dans la même Région.

De plus, afin de répartir le Fond National pour le soutien à l'accès aux appartements en location, il est demandé, parmi les conditions minimum requises dans le but de bénéficier de subventions complémentaires, que les immigrés aient un certificat de résidence en Italie d'au moins 10 ans ou bien de 5 ans dans la Région.

Quelle est la procédure pour bénéficier d'un logement social?

Ceux qui désirent bénéficier d'un logement social (dites maisons populaires) doivent envoyer par lettre recommandée avec accusé de réception une demande à la mairie du quartier, sur un formulaire spécial disponible à la mairie.

Les logements sont assignés sur la base d'une liste publique. Pour plus d'informations, tu peux t'adresser au Bureau des relations avec le public de ta Mairie.



Qu'est-ce qu'une coopérative de construction?

La coopérative de construction est un organisme dont le but est la construction ou l'acquisition de logements destinés à ses associés. Les associés doivent remplir certaines conditions (lieu d'habitation dans la commune, faibles revenus, ne pas posséder d'autres propriétés, etc.). L'acquisition d'un logement en coopérative offre généralement des conditions avantageuses dans la mesure où les coopératives jouissent de facilités fiscales et de crédits.

Puis-je adhérer à une coopérative de construction?

Oui, les citoyens étrangers peuvent adhérer à une coopérative de construction.



santé
santé

Inscription au Service Sanitaire National (SSN)

Le Service Sanitaire National est l'ensemble des structures et services qui assurent la protection de la santé et l'assistance sanitaire à tous les citoyens italiens et étrangers. Le citoyen étranger résidant en Italie avec un permis de séjour en règle a le droit de bénéficier de l'assistance sanitaire garantie par le Service Sanitaire National, au même titre que les citoyens italiens. L'assistance sanitaire concerne non seulement ceux qui sont inscrits, mais aussi ceux qui ont une famille à charge et qui séjournent régulièrement.

Où fait-on l'inscription?

L'inscription se fait auprès de l'Administration Sanitaire Locale (ASL) du territoire dans lequel on réside ou bien (si on n'a pas de résidence) en tenant compte de l'adresse qui figure sur le permis de séjour.

Qu'est-ce que l'Administration Sanitaire Locale (ASL)?

L'Administration sanitaire locale est l'ensemble des hôpitaux, ambulatories, centres de consultations et bureaux qui, dans un contexte territorial, veille sur la santé de la population. L'inscription au Service Sanitaire National se fait dans les Administrations Sanitaires Locales. Il est possible de choisir son propre médecin de base.

Puis-je m'inscrire au Service Sanitaire National (SSN)?

L'inscription au Service Sanitaire National est obligatoire pour tous les citoyens étrangers en possession de:

- Permis de séjour CE de longue durée;
- permis de séjour pour raisons de travail dépendant;
- permis de séjour pour raisons de travail indépendant;
- permis de séjour pour raisons d'inscription au bureau de placement;
- permis de séjour pour raisons familiales;
- permis de séjour pour asile politique;
- permis de séjour pour asile humanitaire;
- permis de séjour pour raisons d'attente d'adoption;
- permis de séjour pour raisons de placement d'un mineur en vue de l'adoption;
- permis de séjour pour prendre la nationalité.

Les étrangers qui sont dans l'attente du renouvellement ou de la remise du permis de séjour, ne perdent pas le droit à l'assistance sanitaire, s'ils ne sont



pas inscrits, ils peuvent le faire. Ce droit revient aussi aux membres de la famille quand ils sont à charge.

Attention: Les étrangers qui entrent en Italie pour des raisons de soins ne peuvent pas s'inscrire au SSN, ils doivent assumer le paiement des soins reçus.

Les étrangers réfugiés politiques et apatrides et leurs épouses sont assimilés aux citoyens italiens s'ils sont en possession d'un permis de séjour pour asile politique en cours de validité. À partir de la naissance est assuré aux enfants des étrangers inscrits au SSN, le même traitement que celui dont bénéficie les mineurs inscrits.

Quand ne peut-on pas s'inscrire au Service Sanitaire National?

On ne peut pas s'inscrire si le permis de séjour n'est pas renouvelable ou en cas d'expulsion, à moins qu'on ne présente une preuve de recours contre cette décision d'expulsion.

Quels sont les documents que je dois présenter pour m'inscrire au SSN?

Permis de séjour en règle; si le permis de séjour est en cours de renouvellement, il est possible de présenter le permis périmé accompagné du reçu de la demande de renouvellement (délivré par la préfecture ou les Postes).

- certificat de résidence (ou déclaration d'une demeure effective faisant office de permis de séjour);
- code fiscal;
- déclaration par laquelle on s'engage à communiquer les changements de son propre statut.

En outre:

- les chômeurs inscrits au Centres pour l'Emploi doivent fournir une attestation sur l'honneur d'inscription au bureau de placement;
- les personnes mariées avec des citoyens italiens doivent fournir le certificat de famille ou une attestation sur l'honneur;
- les mineurs placés ou en attente d'adoption doivent fournir une déclaration du Tribunal des Mineurs attestant la pré adoption ou le placement.

Quelle est la durée de l'inscription au Service Sanitaire National?

La durée de validité est indéterminée sur toute la durée des périodes de validité ou de renouvellement du permis ou du permis de séjour CE de longue durée.



A quel moment l'inscription au Service Sanitaire National n'est-elle plus valable?

L'inscription au Service Sanitaire National n'est plus valable:

- si le permis de séjour expire, à moins que l'on ne présente la demande de renouvellement ou le permis renouvelé;
- si le permis de séjour est révoqué ou annulé, à moins que l'on puisse démontrer l'action en recours;
- en cas d'expulsion;
- au cas où les conditions d'appartenance de l'étranger aux catégories obligatoirement inscrites au SSN ne sont plus remplies (par exemple: fin de la cohabitation de la famille à charge; changement du permis de séjour en un autre permis pour lequel on ne prévoit pas l'inscription obligatoire au SSN; arrêt du travail ou de l'inscription aux Centres pour l'Emploi pour l'étranger qui n'a pas de permis de séjour qui rend obligatoire l'inscription au SSN).

Quels sont les documents et les services socio-sanitaires dont peuvent bénéficier les inscrits au Service Sanitaire National?

- Carte de santé;
- choix du médecin de famille et du pédiatre pour les enfants;
- visites médicales générales en ambulatoire et consultations médicales spécialisées;
- consultations médicales à domicile;
- hospitalisation;
- vaccinations;
- examens sanguins, radiographies, échographies, etc.;
- prescriptions de médicaments;
- prestations à caractère certifié et médico-légal;
- assistance pour la réhabilitation, prothèses, etc.

Carte de santé

Qu'est-ce que la carte de santé?

Il s'agit du document délivré par l'ASL qui certifie l'inscription au SSN. Elle est indispensable pour obtenir les prestations sanitaires et pour accéder aux différents services. Elle comporte le nom, le prénom de la personne et celui de son médecin traitant.



Que doit-on faire en cas de perte de la carte de santé?

On doit déclarer la perte aux autorités compétentes et demander un duplicata à l'ASL d'appartenance.

Services du SSN

Qui est le médecin de base (ou de famille)?

C'est un médecin professionnel qui procure les soins de médecine générale:

- il consulte les patients à son cabinet ou au domicile du malade lorsque ses conditions de santé ne lui permettent pas de se déplacer;
- il prescrit les médicaments, les analyses et les consultations chez le spécialiste;
- il propose l'hospitalisation si cela est nécessaire;
- il délivre des certificats.

Qui est le pédiatre de base?

C'est un médecin qui suit les enfants, les ausculte périodiquement, contrôle leur croissance, prescrit les médicaments, les analyses et les consultations chez le spécialiste, propose l'hospitalisation si nécessaire et il délivre des certificats.

Comment choisit-on le médecin de famille et le pédiatre?

La personne inscrite au SSN peut choisir le médecin de famille et le pédiatre pour les enfants de 0 à 14 ans lesquels ont le droit de consulter gratuitement un médecin spécialisé en pédiatrie. La liste des médecins disponibles peut être consultée au bureau qui délivre la carte sanitaire. Le nom du médecin de famille est alors inscrit sur la propre carte sanitaire.

Les certificats délivrés par le médecin de famille et par le pédiatre sont-ils gratuits?

Est gratuit le:

- certificat d'arrêt de travail d'un parent en cas de maladie de l'enfant;
- certificat pour activités sportives en milieu scolaire;
- certificat de maladie et d'accident ou autres motifs d'incapacité temporaire au travail.

N'est pas gratuit le:

- certificat pour sport de compétition;



- certificat à usage d'assurance;
- certificat pour la demande de déclaration d'invalidité.

Puis-je à n'importe quel moment révoquer ou substituer le médecin de famille?

Oui, en remplissant un formulaire approprié; on doit simultanément indiquer le choix d'un nouveau médecin.

Comment se font les visites chez un spécialiste?

Pour bénéficier d'une consultation chez un spécialiste, la demande du médecin de famille est nécessaire. Avec la demande du médecin et la carte sanitaire de santé on se rend au Bureau des rendez-vous de l'ASL pour réserver la prestation sanitaire. Les prestations peuvent aussi s'effectuer dans les ambulatorios et laboratoires privés conventionnés.

Les visites chez un spécialiste sont-elles gratuites?

Pour les consultations chez le spécialiste, les examens en laboratoire et l'achat de médicaments, on doit payer une quote-part préétablie par le gouvernement: le ticket.

Le ticket sur les médicaments n'est pas payé par:

- les invalides civils à 100%, les invalides civils porteurs d'une invalidité supérieure au 2/3 ou ayant une allocation d'accompagnement, les aveugles et les sourds-muets;
- les victimes du terrorisme et de la criminalité organisée;
- les patients soumis à des thérapies douloureuses;
- les titulaires d'une retraite sociale;
- les titulaires d'une retraite minimum ayant plus de 60 ans.

Pour les consultations chez le spécialiste sont exonérés du ticket:

- les titulaires de retraite sociale et la famille à charge;
- les chômeurs, les titulaires d'une retraite minimum ayant plus de 60 ans;
- les invalides civils porteurs d'une invalidité supérieure au 2/3 ou ayant une allocation d'accompagnement;
- les accidentés du travail et toutes les catégories de citoyens exempts à cause de pathologies ou de conditions reconnues par des lois spéciales.

Quelques prestations médicales ne sont pas sujettes au règlement du ticket



même si le citoyen ne figure pas dans une des catégories énumérées ci-dessus. Ces prestations sont:

- prestations en vue du diagnostic précoce des tumeurs (mammographies, certains examens gynécologiques etc.);
- prestations finalisées pour la protection en période de maternité, par exemple analyses, échographies, etc.;
- prestations finalisées pour la promotion des donations du sang, organes et tissus, vaccinations non obligatoires pour les enfants jusqu'à 14 ans.

Comment puis-je obtenir l'exonération du paiement du ticket?

En présentant une demande à l'ASL accompagnée du certificat du médecin spécialiste ou de hôpital, de la carte sanitaire et du code fiscal. La ASL délivre une carte qui permet la multi-prescription jusqu'à 6 médicaments au maximum recommandés pour la pathologie en question.

Attention: la réglementation sur les exonérations peut subir des variations. Pour obtenir de plus amples informations sur le système d'exonération en vigueur et sur la documentation à présenter, il est possible de s'adresser à son médecin de famille ou au pédiatre choisi librement.

Qu'appelle-t-on services d'urgence?

En cas d'urgence (accidents, accidents de travail et dans n'importe qu'elle situation dangereuse pour la vie) on peut se rendre aux urgences de l'hôpital ou bien demander une intervention médicale en téléphonant au numéro gratuit 118 opératif 24h sur 24h.

L'assistance hospitalière est-elle gratuite?

Les prestations hospitalières sont gratuites pour tous ceux qui sont inscrits au Service Sanitaire National.

La loi financière 2006 a prévu à partir du 1^{er} janvier 2007, un ticket pour les interventions au services des urgences qui ne sont pas classées comme urgentes (« code blanc »).

Qu'est-ce que SOS médecins?

Il s'agit d'un service entièrement gratuit que l'on peut appeler à toute heure dans les cas d'urgence. Il offre une assistance médicale immédiate à domicile.



L'intervention d'une infirmière est-elle couverte par le SSN?

Actuellement ce genre d'assistance n'est pas couvert par le Service Sanitaire National. En cas de besoin, elle peut être fournie à domicile sur ordre du service social de la mairie.

Les évaluations et les consultations médicales peuvent-elles être imposées?

Non, à part les cas prévus par la loi (Traitements Sanitaires Obligatoires) mais toujours dans le respect de la dignité de la personne et des droits civils. Ces soins sont des mesures prises par le maire en accord avec le médecin, après approbation d'un médecin d'une structure médicale compétente. 48 heures après l'hospitalisation, cette initiative doit être communiquée au juge des tutélaires compétent.

Est-il possible de s'opposer à un traitement médical obligatoire?

Celui qui y est contraint ou qui en retire un bénéfice, peut présenter au tribunal un recours contre cette décision d'hospitalisation confirmée par le juge tutélaire.

Que se passe-t-il si le citoyen hospitalisé est étranger ou apatride?

La décision d'hospitalisation doit être communiquée au Ministère de l'Intérieur et au Consulat du pays d'origine de l'hospitalisé. La communication se fait par l'intermédiaire du Préfet.

Que sont les centres de consultations familiales?

Ces sont des services socio-médicaux territoriaux qui sauvegardent la santé physique et psychique de la femme, de l'enfant, du couple et de la famille. Tous les services du centre de consultation sont gratuits et s'effectuent sur rendez-vous. Le service est ouvert aussi aux étrangers.

Dans le centre de consultation familiale exercent des professionnels ayant des compétences dans le domaine psychologique et social - psychologues, assistants sociaux, sociologues, médiateurs culturels - ou des compétences dans le domaine médical - pédiatres, gynécologues, obstétriciens, infirmiers, assistants sanitaires.

On peut s'adresser au centre de consultation familiale pour les services suivants:

- consultations à des fins de contraception;
- être suivie durant la grossesse;



- cours de préparation à l'accouchement;
- consultations, visites et certificats en vue d'une interruption volontaire de grossesse;
- contrôles gynécologiques périodiques;
- prévention des tumeurs chez la femme;
- consultation et assistance durant la ménopause;
- assistance en pédiatrie;
- vaccinations obligatoires (et recommandées);
- consultations pour les problèmes sociaux et psychologiques.

Où puis-je trouver l'adresse des centres de consultations familiales?

Dans le bottin à la rubrique « Administration Sanitaire Locale » pour ce qui concerne les centres de consultations publics et à la rubrique « centres de consultations » pour ceux qui ne sont pas publics.

Existent-ils d'autres centres socio-médicaux sur le territoire?

Oui, les Unités territoriales de réhabilitation (UTR) et les centres d'hygiène mentale (CIM).

Quand et quelles sont les vaccinations obligatoires?

Les vaccinations contre le tétanos, la diphtérie, la poliomyélite et l'hépatite B sont obligatoires pour les enfants. Les vaccinations contre la rougeole, la coqueluche et la rubéole pour les petites filles, sont au contraire recommandées mais non obligatoires. Les vaccinations contre le tétanos et l'hépatite virale de type B sont recommandées pour les adultes.

Les vaccinations obligatoires sont-elles gratuites?

Oui.

Où peut-on me demander le certificat de vaccinations?

- Lors de l'inscription à l'école primaire;
- lors de l'inscription à l'école maternelle;
- lors de l'inscription à la crèche;
- lors de l'inscription aux colonies de vacances d'été, pour pratiquer des activités sportives et participer à des compétitions, etc.



Qui peut s'inscrire volontairement au SSN?

Les citoyens étrangers pour lesquels l'inscription au S.S.N n'est pas obligatoire, doivent de toute façon s'assurer contre les risques de maladies, d'accidents et de maternité. Ils peuvent satisfaire cette obligation:

- au moyen d'une police d'assurance contractée auprès d'une compagnie d'assurance italienne ou étrangère, valable sur le territoire national;
- à travers l'inscription volontaire au SSN contre paiement d'une contribution annuelle minimum basée sur la déclaration des revenus.

Ont le droit à l'inscription volontaire au SSN (payant une contribution annuelle):

- les étudiants;
- les personnes engagées au pair, aux termes de l'accord européen de Strasbourg du 24 novembre 1969 (ratifié avec la loi du 18 mai 1973 n.304);
- les religieux;
- les titulaires du permis de résidence d'élection qui ne travaillent pas;
- les étrangers accrédités en Italie et qui travaillent à l'Ambassade;
- autres catégories qui peuvent être identifiées par exclusion parmi ceux qui n'ont pas droit à l'inscription obligatoire.

Quels sont les documents nécessaires pour s'inscrire volontairement au SSN?

- Permis de séjour en cours de validité; si le permis de séjour est en cours de renouvellement, il est possible de présenter le permis périmé accompagné du reçu de la demande de renouvellement (délivré par la préfecture ou les Postes).
- attestation sur l'honneur de résidence (ou déclaration de demeure réelle faisant œuvre de permis de séjour);
- code fiscal;
- reçu du bulletin de paiement.

Devront apporter une certification ultérieure:

- les étudiants (attestation sur l'honneur d'inscription aux cours);
- les étrangers employés au pair (déclaration du statut d'étranger employé au pair).

Quels sont mes droits si je n'ai pas un permis de séjour en règle?

Les soins urgents en ambulatoires et à l'hôpital (structures publiques et accréditées), lorsqu'il s'agit de maladies ou d'accidents du travail, ainsi que les interventions de médecine préventive en vue de sauvegarder la santé individuelle et collective, sont garantis aux citoyens étrangers qui ne sont pas en rè-



gle avec les normes relatives à l'entrée et/ou au séjour et cela parce qu'ils n'ont pas de permis de séjour ou que ce dernier est périmé depuis plus de 60 jours. Les soins incluent:

- les interventions pour la protection de la grossesse et de la maternité;
- les vaccinations;
- les mesures de prophylaxies internationales;
- la prophylaxie, le diagnostic et le traitement des maladies infectieuses;
- les activités finalisées visant la protection de la santé mentale.

Etranger Temporairement Présent (STP)

Un code d'identification appelé STP (Étranger temporairement présent), valable 6 mois et renouvelable, est attribué aux citoyens étrangers présents illégalement. Il n'y a pas lieu de communiquer aux autorités de police, sauf dans le cas où la déclaration est imposée par la loi, l'accès aux structures sanitaires du citoyen étranger présent illégalement en Italie.

Puis-je bénéficier des prestations médicales si je n'ai pas d'argent pour payer le ticket?

Si le citoyen étranger ne dispose pas suffisamment d'argent, il payera seulement une partie du ticket (quote-part de participation).

Le citoyen étranger totalement dépourvu d'argent (situation d'indigence) peut être exonéré du paiement de la quote-part de participation au ticket en souscrivant la «déclaration d'indigence» valable 6 mois.

A quelles prestations ai-je droit même si je n'ai pas d'argent pour payer le ticket?

Le citoyen italien ou l'étranger présent illégalement en condition d'indigence, est exonéré du paiement du ticket dans les cas suivants:

- prestations sanitaires de 1^{er} niveau;
- urgences;
- grossesse;
- pathologies exemptées;
- sujets exemptés en raison de l'âge ou bien porteurs de graves handicaps.



éducation
éducation

Droit et devoir à l'instruction et à la formation

En Italie existe le droit et le devoir à l'instruction et à la formation qui débute à l'âge de 6 ans. Le système national d'instruction est représenté par les écoles publiques et privées.

L'école obligatoire est structurée en fonction de deux cycles d'études: le premier est constitué de l'école primaire et de l'école secondaire de premier niveau. Le second cycle comprend le système des lycées celui de l'enseignement technique et celui de l'enseignement et de la formation professionnelle. Tous les parcours du second cycle permettent l'accès à l'Université.

Crèche

A partir de quel âge puis-je inscrire mes enfants à la crèche?

La crèche est ouverte à tous les enfants sans distinction de sexe âgés de 3 mois à 3 ans.

Quelle est la durée de la crèche?

3 ans.

Par qui est gérée la crèche?

Par les mairies ou des organismes privés.

Comment puis-je faire pour inscrire mes enfants à la crèche communale?

Tu dois présenter une demande d'admission à la période dite dans les sièges indiqués par la mairie. Dans ta demande, tu peux indiquer par ordre de préférence une ou plusieurs crèches, en fonction du lieu de résidence ou de travail. La demande sera évaluée en fonction des conditions de travail des parents, de la présence des autres enfants à charge et d'éventuels problèmes sociaux et sanitaires. Un classement des admis est alors fait. Pour de plus amples informations tu peux t'adresser à ta mairie, car les conditions d'accès varient en fonction de la discipline communale de référence.

Combien coûte l'inscription à la crèche?

Le tarif des crèches communales est dépendant du revenu des parents. Les ta-



rifs d'une crèche privée dépendent des structures elles-mêmes.

Depuis le début de l'année scolaire 2007/2008, un nouveau service dédié aux enfants de 2 ans a vu le jour : les Sessions Printanières. Autorisées au fonctionnement, il s'agit de sessions de crèches associées aux écoles privées pour l'enfance, destinées aux enfants **de 24 à 36 mois**. Pour y accéder il faut s'adresser directement au directeur de l'école.

École maternelle

A partir de quel âge puis-je inscrire mes enfants à l'école maternelle?

Les petites filles et les petits garçons peuvent s'inscrire s'ils ont fêté leurs 3 ans entre le 30 avril de l'année scolaire de référence.

Quelle est la durée de l'école maternelle?

3 ans.

Par qui est gérée l'école maternelle?

Les mairies, l'État ou des organismes privés.

Où puis-je inscrire mes enfants à l'école maternelle?

Auprès du Département des Services Scolaires de ta mairie en ce qui concerne l'inscription à l'école communale; auprès du secrétariat de l'école qui t'intéresse, dans les autres cas. Dans l'école publique, l'inscription dépend d'une grille d'évaluation.

Combien coûte l'inscription à l'école maternelle?

Les frais d'inscription dépendent des catégories et du niveau du revenu. Les tarifs des écoles privées dépendent des structures elles-mêmes.

Premier cycle

L'ÉCOLE PRIMAIRE

A partir de quel âge puis-je inscrire mes enfants à l'école primaire?

Pour la première classe, l'inscription est obligatoire à 6 ans, facultative à 5 ans et demi (les enfants qui fêtent leurs 6 ans entre le 30 avril de l'année scolaire de référence peuvent s'inscrire).



Attention: la norme relative à l'inscription facultative à l'école primaire à 5 ans et demi pourrait subir des variations dans le futur. Pour de plus amples informations sur les ajournements, tu peux t'adresser à l'école que tu as choisie.

Quelle est la durée de l'école primaire?

5 ans.

Où dois-je m'adresser pour obtenir de plus amples informations?

À la Direction Didactique de l'école compétente pour le territoire dans le cas d'école d'État ou à la mairie de ton lieu de résidence ou bien encore dans les écoles privées.

L'ÉCOLE SECONDAIRE DE PREMIER NIVEAU

De quoi s'agit-il?

Il s'agit d'un parcours formatif successif à l'école primaire.

Quelle est sa durée?

3 ans.

Où puis-je m'adresser pour obtenir de plus amples informations?

À la Direction Didactique de l'école compétente pour le territoire ou à la mairie de ton lieu de résidence ou bien encore dans les écoles privées.

Second cycle

Qu'est-ce que le second cycle?

Le second cycle regroupe les lycées et la formation professionnelle. Tous les parcours permettent l'accès à l'Université.

Attention: à partir de l'année scolaire 2010/2011, à la suite de l'approbation de la réforme qui a modifié le système scolaire italien, les lycées et les instituts techniques et professionnels seront réorganisés. Le ministère compétent réalisera une campagne d'information dans le but de présenter les nouveautés et l'orientation des étudiants. Les informations complémentaires se trouvent sur le site www.pubblica.istruzione.it.

Est-il possible de passer d'un parcours à l'autre?

Oui, et il est aussi possible de changer d'orientation à l'intérieur du même



parcours, grâce aux initiatives didactiques offertes par l'école; En effet, à partir de l'âge de 15 ans sont prévues différentes modalités d'apprentissage:

- cours à plein temps;
- alternance école-travail grâce aux stages suivis dans des structures culturelles, sociales et productives, même à l'étranger;
- apprentissage.

LES LYCÉES

Combien de types de lycées existe-t-il en Italie?

Artistique, Classique, Socio-Psycho-Pédagogique, Linguistique, Scientifique. Les études se répartissent en 2 sessions, une d'une durée de deux ans et l'autre d'une durée de trois ans.

Quelle est la durée du lycée?

5 ans.

A la fin du lycée dois-je passer un examen?

Oui, l'examen d'Etat au terme de la 5^{ème} année. Il permet l'inscription à l'Université, à la formation de haut niveau artistique, musique et danse, **aux parcours d'Enseignement et de Formation Technique Supérieure (IFTS, voir plus loin).**

Enseignement Technique et Enseignement Professionnel

L'enseignement Technique dure 5 ans et répond à des exigences précises correspondant aux réalités de production italienne, en particulier dans le domaine du commerce, du tourisme, de l'industrie, des transports, des constructions, de l'agriculture et des activités à caractère social (destinées aux personnes). Il existe de nombreuses disciplines et niveaux de spécialisation. Les principaux sont : comptable et expert comptable, expert industriel, expert agricole, géomètre, expert en tourisme.

L'enseignement professionnel dure 5 ans mais prévoit une qualification professionnelle après les trois premières années. Quelque soit l'enseignement (technique ou professionnel), un examen d'Etat clôture le parcours et donne accès à une formation tertiaire (Université, AFAM, IFTS).



ENSEIGNEMENT ET FORMATION PROFESSIONNELLE (IFP)

De quoi s'agit-il?

Il s'agit de parcours d'études qui durent 3 et 4 ans et qui permettent d'acquérir des qualifications professionnelles reconnues au niveau national et européen et immédiatement opérantes dans le monde du travail.

Et après, puis-je m'inscrire à l'Université?

Oui, seulement si tu as obtenu ton diplôme après 4 ans au moins et que dans la cinquième année tu t'es préparé à l'examen d'État, nécessaire pour t'inscrire à l'Université et suivre une formation artistique, musique et danse.

Le diplôme obtenu à la fin du parcours d'instruction et de formation professionnelle (après 4 ans d'études) te donne aussi le droit d'accéder à l'instruction et à la formation technique supérieure (voir plus loin).

Université

De quelle façon est organisée l'Université?

Le système d'instruction universitaire est articulé sur deux niveaux et prévoit pour chaque faculté:

un premier niveau d'une durée de trois ans (Laurea);

un second niveau d'une durée de deux ans (Laurea Spécialisée).

Qui peut s'inscrire à l'Université?

Tout individu en possession du bac ou d'une qualification professionnelle peut s'inscrire (s'immatriculer) à l'Université pour obtenir une licence.

De quelle façon puis-je accéder à l'Université?

L'accès aux Universités italiennes est consenti aux:

- citoyens communautaires ou aux citoyens extra communautaires résidant en Italie, totalement assimilés aux citoyens italiens aux fins de l'immatriculation;
- les citoyens étrangers déjà présents en Italie avec un permis de séjour en règle;
- les citoyens étrangers résidant à l'étranger en possession d'un visa pour raisons d'études.

Quels sont les diplômes valables pour entrer à l'Université?

Ceux obtenus après une période scolaire d'au moins 12 ans. Si les études que tu as suivies hors de l'Italie correspondent à une période inférieure à 12 ans,



tu devras présenter, en plus du diplôme original d'études secondaires, un certificat académique délivré par l'Université de ton pays qui atteste la réussite à tous les examens prévus:

- pour la première année d'études universitaires dans le cas d'un système scolaire de 11 ans;
- pour les deux premières années académiques dans le cas d'un système scolaire de 10 ans.

Où et quand dois-je présenter ma demande d'inscription?

La demande d'inscription doit être présentée aux guichets du secrétariat des étudiants, à titre d'étranger, dans les termes prévus (juillet- septembre).

Quels sont les documents que je dois présenter pour m'inscrire?

Ton diplôme validé par la Représentation Diplomatique Consulaire italienne compétente.

Combien y-a-t-il de places disponibles dans les Universités pour les étudiants étrangers résidant hors d'Italie?

Le nombre de places disponibles par Université et par année académique est consultable sur le site Internet du Ministère de l'Éducation, de l'Université et de la Recherche: www.miur.it.

J'ai un diplôme de langue italienne, est-ce un avantage pour l'accès à l'Université?

Oui, à la discrétion des Universités, il peut représenter un avantage:

- le diplôme de langue et culture italienne obtenu dans les Universités pour étrangers de Pérouse et de Sienne;
- le certificat d'aptitude en langue italienne délivré par la III Université des Études de Rome ou par l'Université pour Étrangers de Pérouse et de Sienne;
- les certificats d'aptitude en langue italienne délivrés à l'étranger.

Je suis un étudiant universitaire. A quelles conditions puis-je renouveler mon permis de séjour pour raisons d'études?

Les visas et les permis de séjour pour raisons d'études sont renouvelés aux étudiants qui:

- ont réussi un contrôle de compétences dans la première année de cours et au



moins deux contrôles au cours des années suivantes;

- documentent le fait d'avoir eu de graves problèmes de santé, dans ce cas le permis de séjour peut être renouvelé avec un seul contrôle de compétences.

Les renouvellements ne peuvent toutefois être délivrés pour plus de trois ans au-delà de la durée légale du cycle d'études.

Je suis venu en Italie pour fréquenter l'Université. Puis-je changer de faculté ?

Oui, à condition que l'Université te l'autorise.

Puis-je demander un ultérieur renouvellement de mon permis de séjour pour raisons d'études afin de poursuivre une spécialisation ou un doctorat de recherche ?

Oui.

Combien coûte l'inscription à l'Université ?

Cela dépend de l'Université et de la faculté que tu choisis. Quoiqu'il en soit, les coûts de l'instruction universitaire peuvent être élevés.

Puis-je obtenir une bourse d'études ou d'autres aides financières ?

Oui, les étudiants étrangers peuvent obtenir des bourses d'études, des prêts d'honneur et des logements. De plus, les régions peuvent consentir l'inscription gratuite à l'Université aux étudiants étrangers en situation particulière d'embarras économique avec preuves à l'appui. Pour de plus amples informations sur la façon d'accéder à ces services, renseigne-toi au secrétariat des étudiants de ton Université ou de l'Université que tu souhaites fréquenter.

Instruction et formation technique supérieure (IFTS)

A quoi sert-elle ?

Il s'agit de parcours de haut niveau de spécialisation technique et professionnel dont la durée varie de un à deux ans inclus les stages. Ces parcours préparent des techniciens supérieurs particulièrement recherchés sur le marché du travail.



Par qui est-elle gérée?

Les parcours IFTS s'inscrivent dans le programme d'offre de formation des Régions suivant un plan triennal. Actuellement la programmation 2007-2009 est en cours d'élaboration. Afin de connaître les différents parcours, tu peux aller sur le site : http://www.pubblica.istruzione.it/dg_post_secondaria/figure_nazionali.shtml ou bien sur: <http://www.bdp.it/ifts/2003/home.php>

Combien coûte la fréquentation d'un cours?

La fréquentation des cours est gratuite; dans certains cas, il est aussi prévu un remboursement des dépenses.

Quelles sont les conditions requises pour être admis dans un cours de formation professionnelle?

- Un bon niveau de connaissance de la langue italienne;
- Être en possession d'un diplôme d'enseignement secondaire ou bien d'un diplôme d'études de 4 ans d'instruction et formation professionnelle (IFP, voir ci-dessus).

Reconnaissance des titres d'études

Je souhaiterais m'inscrire à l'Université/aux cours post-universitaires en Italie. Que dois-je faire?

Pour pouvoir poursuivre des études en Italie, tu dois présenter la demande à l'Université ou à l'Institut d'enseignement Universitaire qui t'intéresse. De tels Universités/Instituts en fonction de leur autonomie, des éventuels accords bilatéraux et des conventions internationales en la matière, décident de la reconnaissance des titres étrangers.

A la demande doivent être joints les documents suivants:

- photocopie du diplôme traduit, authentifié et accompagnée d'une certification de la Représentation Diplomatique Consulaire compétente;
- photocopie du diplôme de licence validé comme ci-dessus (en cas d'inscription au diplôme de spécialisation, à l'école de spécialisation ou au master);
- certificat des examens universitaires, traduit et authentifié;
- programme des examens soutenus;



- photocopie du document d'identité ou permis de séjour.

Que se passe-t-il ensuite?

Les autorités académiques évalueront ton titre d'étude en le déclarant équivalent en tout ou en partie à la licence italienne: dans le premier cas, tout tes examens seront reconnus; dans le second cas, seulement quelques examens. L'Université devra prendre une décision dans les 90 jours à compter de la présentation de la demande.

Reconnaissance de quelques diplômes professionnels

J'ai un diplôme professionnel. Que dois-je faire pour qu'il soit reconnu en Italie?

Tu dois présenter une demande au Ministère compétent.

Combien de temps faut-il pour obtenir la reconnaissance d'un diplôme professionnel?

Dans les 30 jours à compter de la réception de la demande, le Ministère compétent pourvoit à la vérification complète de la documentation.

Dans les 4 mois à compter de la présentation de la demande ou de l'éventuelle intégration, le Ministère pourvoit à la reconnaissance du titre en émettant un décret.

Je suis médecin/infirmier. A qui dois-je m'adresser?

Pour les diplômes d'infirmier et de médecin, la compétence revient au Ministère du Travail, de la Santé et des Politiques Sociales.

Je suis avocat / expert comptable / biologiste / chimiste/ agronome / géologue / ingénieur / psychologue / consultant du travail / géomètre / journaliste / expert agraire et industriel. A qui dois-je m'adresser?

Le Ministère compétant pour la reconnaissance de ces diplômes professionnels est le Ministère de la Justice.



Je suis consultant de la propriété industrielle/médiateur au commerce. A qui dois-je m'adresser?

Le Ministère compétant pour la reconnaissance des diplômes est le Ministère du Développement Économique.

Je suis un enseignant. A qui dois-je m'adresser?

Le Ministère compétant pour la reconnaissance du diplôme professionnel est le Ministère de l'Éducation, de l'Université et de la Recherche.



protection des droits
et
discrimination

protection des droits
et
discrimination

Protection des droits

Est-il possible pour un citoyen étranger de défendre ses droits en justice?

Oui, au même titre qu'un citoyen italien. Si tu te trouves dans une situation irrégulière, agir en justice pour défendre tes droits n'empêche pas l'État de te faire éloigner du territoire italien, à part cas particuliers.

Quels sont les organismes vers lesquels je peux me tourner pour défendre mes droits?

Les tribunaux italiens, assisté d'un avocat.

De quelle façon est structuré le système judiciaire italien?

Il existe différents juges en fonction des droits que tu veux défendre: le juge civil, pénal et administratif dont la compétence relève des lois de l'État italien.

Qui est le juge de paix?

Il s'agit d'un juge honoraire auquel tu peux t'adresser en cas de petits problèmes administratifs qui ne dépassent pas une certaine somme (par exemple querelles de copropriétaires), il décide des différends relatifs au code de la route, il a des compétences pénales limitées, il confirme les dispositions préfectorales en matière d'expulsion du territoire italien et les dispositions d'accompagnement à la frontière ou de réception dans un centre d'accueil temporaire.

En ce qui concerne les questions relatives à mon permis de séjour, quel est le juge auquel je dois m'adresser?

Au Tribunal Administratif Régional et, si nécessaire, tu peux faire appel contre les décisions du juge devant le Conseil d'État situé à Rome.

Au Tribunal Civil en ce qui concerne la famille (ex. regroupement familial).

Combien coûte un procès?

Des tarifs fixes existent en fonction du conflit à régler, ils s'ajoutent aux honoraires de l'avocat défenseur. Dans tous les cas, l'État italien garantit à tous la défense des droits, c'est pourquoi en cas de revenus insuffisants il sera possible de bénéficier de l'assistance judiciaire qui est à la charge de l'État aux conditions fixées par la loi.



Si je ne suis pas en mesure de payer un avocat, aurai-je un avocat d'office?

Non, l'État te permet de te faire représenter par un avocat de confiance que tu auras choisi, de bénéficier de l'assistance judiciaire à la charge de l'État, même si tu n'es pas présent régulièrement et si tes revenus ne dépassent pas les limites prévues par la loi: il est nécessaire que ton revenu annuel imposable, mis en évidence sur ta dernière déclaration, ne soit pas supérieur à 10.628,16 euros (septembre 2009).

J'ai été dénoncé mais je ne connais aucun avocat: que puis-je faire?

Dans ce cas, un avocat d'office, choisi sur une liste spéciale, te sera attribué. Si tes revenus excèdent les limites prévues et que tu ne peux bénéficier de l'assistance judiciaire, tu devras lui payer les honoraires en fonction des tarifs en vigueur.

Si je ne comprends pas les actes judiciaires que peut-il arriver?

J'ai le droit de choisir un interprète qui traduise dans ma langue les actes judiciaires. La somme due à l'interprète peut être pris en charge par l'État à condition que ma situation économique me permette de bénéficier de l'assistance judiciaire.

Discrimination

J'ai entendu parler d'une loi qui protège contre les discriminations. Que dit exactement la loi en matière de discrimination?

Tout comportement qui, directement ou indirectement, implique une distinction, une exclusion, une restriction ou une préférence basée sur la race, la couleur de la peau, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, les croyances, les pratiques religieuses et dont le but ou l'effet est, dans des conditions de parité, de détruire ou de compromettre la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice des droits humains et des libertés fondamentales dans le champ politique, économique, social, culturel et dans d'autres secteurs de la vie publique, constitue une discrimination.



Comment puis-je me défendre contre des actes de discrimination accomplis par un privé ou par l'administration publique?

Je peux me rendre au tribunal civil, accompagné d'un avocat, demandant que le juge mette fin au comportement préjudiciable et prenne les mesures nécessaires, suivant les circonstances, pour éliminer les effets de la discrimination.

Je suis victime de discrimination mais j'ai peur de faire une dénonciation. Que puis-je faire?

Des associations inscrites sur un registre approprié consultable au *Dipartimento delle Pari Opportunità* (département dont le rôle est de préserver l'égalité des droits pour les citoyens de n'importe quel sexe) sous la Présidence du Conseil des Ministres, sont autorisées à agir en justice en nom, pour le compte ou pour soutenir l'individu victime de discrimination basée sur des raisons raciales ou ethniques.

Je suis victime de discrimination sur le travail. Que puis-je faire?

Les organisations syndicales peuvent agir en justice afin de protéger les victimes de discrimination lorsque l'employeur met en œuvre une discrimination d'ordre collectif.



déclaration
des
revenus
déclaration
des
revenus

Informations générales

La déclaration des revenus est un document par l'intermédiaire duquel l'État prend connaissance de tes revenus et établit le montant des impôts à payer.

La déclaration des revenus doit être présentée par toutes les personnes qui l'année précédente ont perçu une entrée d'argent, y compris les entrepreneurs et les travailleurs indépendants avec TVA, même s'ils n'ont perçu aucune entrée.

La déclaration des revenus se présente sous la forme d'un formulaire préparé chaque année par le Bureau des Impôts. Les formulaires sont différents si il s'agit de personnes physiques ou de sociétés. Pour les personnes physiques le formulaire à utiliser peut être le modèle Unique ou bien le formulaire 730 si le contribuable est un travailleur dépendant, un collaborateur à des projets ou un retraité. Les autres formulaires sont le 770 pour les employeurs et le Red pour les retraités.

A quoi sert la déclaration des revenus?

Pour les étrangers elle a une importance particulière dans les cas suivants:

- demande du permis de séjour CE de longue durée;
- demande de regroupement familial;
- renouvellement du permis de séjour;
- nationalité.

Ce document est important aussi dans les cas suivants:

- lorsque l'on a besoin de demander un crédit à la banque;
- lorsque l'on veut faire un achat par mensualité;
- lorsque l'on doit louer une maison;
- lorsque l'on veut clarifier sa propre situation fiscale avec le Ministère des Finances.

CUD

Qu'est-ce que le CUD?

Le CUD est la Certification Unique des revenus du travail dépendant. Dans le CUD il faut ajouter:

- les revenus de l'année précédente;



- les retenues, les déductions et les abattements;
- les données de couverture sociale et d'assistance relatives à la contribution versée à l'INPS et à l'INPDAP;
- le montant des cotisations sociales et d'assistance à la charge du salarié versé ou qui doit être versé à ces mêmes organismes de prévoyance.

Les employeurs ou les organismes publics ou privés qui attribuent des pensions doivent remettre la certification en double exemplaires, au contribuable salarié, au retraité ou aux personnes qui perçoivent des revenus assimilés à ceux d'un travail dépendant.

Modèle 730

A qui convient le modèle 730?

Tu dois présenter le modèle 730 si tu es un travailleur dépendant ou un retraité. Dans ces cas, c'est ton employeur ou l'organisme de retraites ou bien le centre d'assistance fiscale (Caaf) auquel tu t'es adressé qui doit faire parvenir la déclaration au Centre des Impôts.

Il convient aux personnes qui ont des parents à charge (mari/femme/enfants) même si ces derniers ne sont pas résidents en Italie.

Quels sont les avantages du modèle 730?

Le modèle 730 est facile à remplir et il n'est pas nécessaire de faire des calculs. Si tu as versé plus d'argent que prévu, un remboursement sera effectué sur ta feuille de paye ou dans le remboursement de la pension du mois de juillet. Si par contre tu as moins versé, on prélèvera directement de ta feuille de paye ou de ta pension la somme qui revient au fisc.

Quels documents dois-je présenter?

- Déclaration des revenus de l'année précédente;
- inspections de cadastre (si on possède des biens immobiliers);
- certification des revenus de travail dépendant et assimilé, de collaboration, de travail indépendant occasionnel, de capital, etc.;
- tickets de caisse et factures relatifs aux dépenses déductibles (dépenses médicales, intérêts passifs sur des prêts pour acheter la première maison, dé-



- penses funéraires, vétérinaires, assurances vie et accidents, contributions volontaires, contributions sociales obligatoires, contributions pour l'emploi de femmes de ménages, versements volontaires aux partis politiques ou à des institutions religieuses ou à Onlus, dépenses relatives à des participations de récupération du patrimoine immobilier, etc.);
- certificats de versements effectués directement.

Quels sont les revenus que je dois déclarer?

- Revenus de travail dépendant;
- revenus assimilés à ceux d'un travail dépendant;
- revenus de terrains et d'immeubles;
- revenus de capitaux;
- revenus de travail indépendant pour lesquels la TVA n'est pas demandée;
- certaines revenus divers;
- certaines revenus sujets à une imposition séparée.

De quelle façon se présente la déclaration?

Le Module 730 doit être présenté déjà rempli à un centre d'assistance fiscale (Caaf) ou à l'employeur (dans le cas où l'employeur effectue directement l'assistance fiscale) ou à l'organisme de pension. La documentation fiscale (les pièces jointes relatives aux dépenses déductibles) doit en revanche être conservée pendant au moins 5 ans puisque l'administration peut les demander pour des vérifications.

Les personnes qui ne présentent pas la déclaration des revenus à la date limite ne peuvent obtenir les remboursements pour les années passées. S'ils ne payent pas leurs impôts, des sanctions sont prises et l'amende peut s'élever à un montant allant de 120 à 240% sur les impôts impayés.

Que dois-je faire si j'ai commis une erreur?

Si tu t'aperçois d'avoir commis des erreurs en remplissant le formulaire, tu peux y remédier en présentant une déclaration complémentaire. Tu dois utiliser un modèle 730 sur lequel tu devras cocher la case « 730 complémentaire » et le présenter, dans les délais fixés, dans un centre d'assistance fiscale agréé.



Modèle Unique

Le modèle unique, où doit-il être présenté?

Les personnes physiques doivent présenter le Modèle Unique:

- à la banque ou à la poste si la déclaration se fait sur papier; cette modalité est réservée aux personnes exemptées de TVA;
- par le biais du réseau télématique; pour ceux qui sont obligés par la loi à la transmission télématique, pour ceux qui décident de se servir de l'Internet pour des raisons pratiques.

Pour les sociétés de personnes les termes sont les mêmes que ceux des personnes physiques.

Qui doit présenter le Modèle Unique?

- Les personnes qui n'ont pas un CUD et qui ne peuvent présenter le 730;
- les personnes qui ont occupé plusieurs emplois (par exemple les personnes qui ont deux emplois en même temps ou bien qui ont travaillé pendant plusieurs mois de l'année dans des sociétés différentes);
- en fonction des revenus, les personnes qui depuis l'année en cours ne travaillent plus;
- employés de maison et garde-malades.

Quels sont les documents qu'il faut présenter?

- Déclaration des revenus de l'année précédente;
- état civil et code fiscal des personnes à charge;
- CUD de l'année précédente;
- documentation relative aux revenus (par exemple toutes les activités effectuées avec la TVA);
- documentation relative aux charges déductibles.

Quels sont les documents que les employés de maison ou les garde-malades doivent présenter?

- Déclaration de l'employeur pour les revenus de l'année précédente;
- bulletins INPS;
- récépissés IRPEF payés;
- contrat de location;
- documentation relative aux charges déductibles.



Puis-je avoir une déduction sur les impôts?

Oui, pour certaines charges déductibles l'État concède une remise sur les impôts:

- Dépenses médicales, tickets de pharmacie, lunettes, factures de dentiste et autres dépenses de santé;
- cotisations scolaires;
- assurances vie, auto, etc.;
- charges sociales, bulletins INPS pour les employés de maison;
- intérêts sur emprunt.

Qu'est-ce que l'acompte Irpéf?

Il s'agit de la somme que tu dois verser comme avance sur l'impôt sur les revenus pour l'année en cours. Pour établir si il est dû ou non, il est nécessaire de se référer à l'impôt calculé dans la déclaration des revenus de l'année précédente.

Comment faire pour rectifier les erreurs commises sur l'Irpéf?

Si à la fin de l'année tu t'aperçois d'avoir versé un acompte inférieur au montant dû, tu pourras régulariser ta situation en utilisant ce que l'on appelle le « recours gracieux », c'est-à-dire verser en plus de l'acompte manquant, une majoration de 6 % et les intérêts pour chaque jour de retard. Le tout devra être effectué avant la date limite prévue pour la présentation de la déclaration des revenus relative à l'année pour laquelle les versements ont été oubliés (exp. Versement oublié en 2005, recours d'ici le 31/10/2006): si tu dépasses cette date, s'ajoutera alors une majoration de 30 % sur les sommes non versées ou versées en moins, en plus des intérêts.

Où puis-je trouver il CUD, le Modèle 730 et le Modèle Unique?

Tu peux les obtenir gratuitement sur le site Internet du Ministère de l'Économie et des Finances ou bien sur le site du Bureau des Impôts.

Modèle 770

Qu'est-ce que le modèle 770?

Le modèle 770 ne concerne que les personnes qui ont distribué leurs revenus et non pas ceux qui les ont perçus. C'est le modèle utilisé par des individus (exemple typique, l'employeur) qui doivent déclarer les rémunérations et salaires versés de n'importe quel type et les retenues effectuées. A partir de



2002, la déclaration de tels individus (dite aussi substitution d'impôts) a été divisée en deux parties qui constituent deux déclarations distinctes:

- le 770 simplifié, qui comprend la déclaration des retenues effectuées aux employés, travailleurs indépendants, collaborateurs occasionnels. Ce Modèle doit être présenté à part (il ne peut être joint au Modèle Unique);
- le 770 ordinaire est utilisé pour déclarer les autres retenues, comme celles sur les dividendes distribuées aux associés, il peut être joint au Modèle Unique.

Où puis-je présenter le modèle 770?

Le modèle doit être présenté uniquement par voie télématique, directement ou par le biais d'un intermédiaire agréé. La déclaration est considérée présentée le jour où elle est transmise par voie télématique au Bureau des Impôts. On ne peut présenter la déclaration à des banques conventionnées ou à des bureaux de poste et les personnes à l'étranger ne peuvent la fournir par courrier recommandé.

Où puis-je me procurer le modèle 770?

Il est possible de se le procurer gratuitement sur le site Internet du Ministère de l'Économie et des Finances ou bien sur le site du Bureau des Impôts.

Red, ICI, ISEE

Qu'est-ce que le Red?

Le Red est une déclaration qui doit être présentée par les retraités qui perçoivent des allocations sociales et d'assistance en complément de leur retraite, elles sont versées par l'INPS et sont liées au revenu. Il s'agit d'un instrument qui permet de déterminer le droit du retraité à bénéficier de telles prestations.

Qu'est-ce que l'Impôt Communal sur les Immeubles (ICI)?

C'est une taxe appliquée aux contribuables qui possèdent des terrains agricoles, des aires de construction et des immeubles; elle doit être payée à la mairie sur laquelle se trouve le bien immobilier.

A partir de l'année 2008 l'ICI n'a plus à être versé pour la première maison.

Qu'est-ce que la Situation Économique Équivalente (ISEE)?

Il s'agit de la certification du revenu du noyau familial nécessaire pour accéder aux prestations d'aide sociale distribuées par les Organismes Publics (allocation pour le troisième enfant, allocation de maternité, etc.).



banque
banque

Services bancaires

Quels sont les services bancaires qui pourraient m'être utiles?

Généralement les plus demandés sont le livret d'épargne, le compte courant (nécessaire pour obtenir un carnet de chèques, la carte *bancomat*, la carte de crédit), le virement bancaire, les prêts et les crédits (voir aussi page 110: achat d'une maison).

Qu'est-ce que le livret d'épargne?

Le livret d'épargne est un instrument simple et peu onéreux, particulièrement indiqué pour celui qui n'effectue pas de gros versements d'argent. Il peut être "nominatif" (au nom d'une personne physique ou juridique) ou émis "au porteur" (celui qui présente le livret d'épargne au guichet a le droit de déposer ou de retirer de l'argent). Les intérêts sont calculés et crédités une fois par an.

Que doit-on faire pour obtenir un livret d'épargne?

On doit se présenter à la banque dans laquelle on désire avoir son livret d'épargne en portant avec soi:

- le code fiscal;
- le permis de séjour.

Certaines banques pourraient aussi demander:

- la fiche de paye;
- le certificat de résidence.

Qu'est-ce qu'un compte courant?

Il s'agit d'un compte sur lequel tu peux déposer ton argent. Il produit des intérêts concordés avec la banque. Pour retirer de l'argent de ton compte, tu peux remplir un formulaire au guichet de ta banque, émettre un chèque à «moi-même» ou bien utiliser la carte *Bancomat*.

Tes propres chèques et ceux que tu reçois peuvent être encaissés à ta banque. Certaines banques font payer le carnet de chèques et/ou les chèques émis.

Que doit-on faire pour ouvrir un compte courant?

On doit se rendre à la banque dans laquelle on souhaite ouvrir un compte, muni des documents suivants:

- permis de séjour;



- code fiscal.

Certaines banques pourraient aussi te demander:

- le certificat de résidence (mais ce n'est pas une obligation imposée par la loi);
- la garantie d'un autre client immigré ou italien client de la banque;
- la déclaration des revenus;
- un premier versement;
- dans certains cas, avant d'ouvrir un compte courant, la banque demande à l'employeur de confirmer que le futur client est bien son employé ou son collaborateur.

Qu'est-ce que la carte *Bancomat*?

La carte *Bancomat* est une carte magnétique que tu peux réclamer à ta banque si tu as un compte courant. La carte *Bancomat* est la carte nationale de crédit et elle peut être utilisée dans tous les distributeurs automatiques du pays (même dans certains distributeurs européens) pour le prélèvement de liquide (ATM). De plus, beaucoup de supermarchés et de magasins l'acceptent pour le paiement des achats (POS).

Qu'est-ce que la Carte de Crédit?

La carte de crédit est aussi une carte magnétique que tu peux réclamer si tu as un compte courant. Outre le fait de t'offrir les avantages de la carte *Bancomat*, la carte de crédit te permet d'effectuer des versements à l'étranger (et de faire aussi des achats sur Internet); elle est acceptée par de nombreux commerçants, hôtels, restaurants, stations-service, bureaux de poste, etc.. Certaines banques demandent des garanties pour te donner la carte de crédit comme par exemple: l'antériorité du contrat de travail, le virement automatique de ton salaire sur ton compte ou n'importe quel versement automatique d'un revenu (par exemple la retraite).

Qu'est-ce que le virement bancaire?

Il s'agit d'un transfert d'argent de son propre compte à un autre compte bancaire, il peut être utilisé pour effectuer des paiements. Les frais de transaction varient d'une banque à l'autre.



Puis-je envoyer de l'argent dans mon pays d'origine?

Oui, cela fait partie des services que tu peux demander à ta banque. Le coût de ce type de service varie d'une banque à l'autre et comprend une quote-part fixe et pour certaines banques, une commission égale à un pourcentage sur l'argent que tu envoies (entre 0,5% et 2%).

Quels sont les documents demandés par la banque pour l'envoi d'argent?

Les documents demandés varient d'une banque à l'autre mais en général ils sont les suivants:

- permis de séjour;
- code fiscal;
- formulaire sur lequel tu dois indiquer tes coordonnées, le montant de l'argent que tu veux transférer, le nom et le pays des destinataires.

Attention: Si tu te présentes à une agence Money Transfer pour envoyer de l'argent, tu dois te souvenir de présenter ton permis de séjour, si non le titulaire de l'agence dans les 12 heures communiquera à la police ton nom et l'absence de présentation de ton permis de séjour.



autres
services
autres
services

Introduction

Dans ce paragraphe tu trouveras des informations utiles sur le code fiscal et sur le permis de conduire et les véhicules. Le code fiscal est un “code” qui identifie de manière univoque les personnes dans le but de vérifier le paiement des impôts. Tu dois le demander pour pouvoir travailler et pour bénéficier de certains services importants.

Dans la partie qui concerne le permis de conduire et les véhicules, tu trouveras des informations utiles sur la façon de remplacer ton permis étranger en un permis italien ainsi que quelques indications au sujet des normes qui réglementent la circulation des voitures en Italie.

Code fiscal

Qu'est-ce que le code fiscal?

Le code fiscal est composé des données relatives au nom, à la date et au lieu de naissance de l'individu.

Il est délivré gratuitement par le Centre des Impôts et permet au Ministère de l'Économie et des Finances d'identifier les individus à des fins fiscales.

Attention: aux citoyens étrangers qui entrent en Italie pour des raisons de travail, les autorités consulaires donnent le code fiscal lors de la remise du visa d'entrée.

Comment puis-je l'obtenir?

Tu dois avoir:

- Un permis de séjour en cours de validité; si le permis de séjour est en cours de renouvellement, il est possible de présenter le permis périmé accompagné du reçu de la demande de renouvellement (délivré par la préfecture ou les Postes).
- une photocopie du passeport;
- une pièce d'identité en cours de validité.

Ainsi tu peux te rendre au Bureau des Impôts et compléter un formulaire, la carte te sera directement envoyée à ton adresse.

Pour les nouveau-nés il suffit de présenter le certificat de naissance et un document authentifiant le parent.



A quoi sert le code fiscal?

- Pour l'inscription au Service de Sécurité Sociale;
- pour obtenir un emploi rémunéré;
- pour commencer une activité professionnelle indépendante;
- pour signer des contrats divers;
- pour ouvrir un compte courant bancaire ou postal.

Et si je le perds?

Tu peux demander un duplicata au Bureau des Impôts, ou bien:

- a un terminal informatique en self-service de la Perception;
- sur le site Internet www.agenziaentrate.it.

Après quelques jours d'attente la nouvelle carte arrivera par courrier prioritaire.

Attention: Si tu changes de résidence, tu dois te rendre au Bureau des Impôts pour communiquer tes nouvelles coordonnées muni d'une pièce d'identité indiquant ta nouvelle résidence ou en remplissant une déclaration sur l'honneur.

Permis de conduire et véhicules

Puis-je conduire en Italie avec mon permis?

Si tu as un permis de conduire délivré par un État hors Union européenne, tu peux conduire pendant toute la première année de résidence en Italie.

Si le permis de conduire ou la licence sont rédigés en langue étrangère, ils devront être accompagnés d'une traduction officielle en langue italienne ou d'un document équivalent. À la fin de la première année de résidence en Italie, tu peux demander le changement en un permis italien puisque ton permis n'est plus valable en Italie. Conduire sans le permis italien est équivalent au délit qui consiste à conduire sans permis. Pour les permis délivrés par les États membres de l'Union européenne il est possible de demander l'équivalence ou bien l'identification de validité. L'équivalence prévoit qu'on te donne un permis de conduire italien qui remplacera le permis étranger.

En obtenant l'équivalence, un coupon à coller sur ton permis te sera adressé.

Attention: le permis de conduire obtenu en Italie par un étranger ne constitue pas un document d'identité, tu dois donc toujours présenter ton passeport et ton permis de séjour.



Combien de temps le permis de conduire est-il valable?

- 10 ans pour les personnes âgées de 18 à 50 ans;
- 5 ans pour les personnes âgées de plus de 50 ans;
- 3 ans pour les personnes âgées de plus de 70 ans.

Attention: Tu dois toujours être en possession de ton permis de conduire lorsque tu conduis: la police a le droit de séquestrer ta voiture dans le cas contraire.

Dois-je passer des examens pour changer mon permis de conduire étranger en permis italien?

Si tu résides en Italie et que tu as un permis délivré par un État de l'Union européenne ou par un État tiers non membre de l'Union européenne avec lequel l'Italie a des accords spécifiques, tu peux obtenir un permis italien équivalent, sans te soumettre à d'autres examens de conduite. Pour savoir si tu dois te soumettre à des examens ou non, tu peux t'adresser à la motorisation civile de la ville la plus proche qui fait état de chef-lieu.

Où faire la demande d'équivalence et/ou d'identification de mon permis de conduire étranger?

La demande d'équivalence et/ou d'identification se fait auprès des Bureaux périphériques du Département des transports terrestres du Ministère des Infrastructures et des Transports entre un an à compter de la date de résidence.

Quels sont les documents à présenter pour la demande d'équivalence et/ou d'identification du permis de conduire étranger?

- Passeport;
- permis de séjour;
- pièce d'identité italienne (carte d'identité);
- permis de conduire original lisible, en cours de validité et la photocopie correspondante (traduction certifiée et/ou déclaration consulaire, obligatoire pour les permis autres que ceux de la catégorie B, signature authentifiée à la Préfecture);
- certificat de résidence (on peut faire une déclaration sur l'honneur);
- un certificat médical avec photographie sur papier timbré (la visite médicale se fait à l'ASL ou bien dans une école de conduite) délivré 6 mois avant la demande;
- attestation sur l'honneur d'absence de condamnations pénales;
- 2 photographies d'identité récentes sur fond clair, à tête découverte et imprimées sur papier non thermique.



Si je n'ai pas de permis de conduire ou si mon permis n'est pas reconnu?

Pour obtenir le permis de conduire il faut s'adresser au Bureau de la Motorisation Civile ou s'inscrire dans une auto-école et se soumettre à des examens théoriques et pratiques. Sont nécessaires:

- un passeport;
- un permis de séjour;
- un certificat de résidence;
- une photographie.

Comment puis-je me procurer une nouvelle copie de mon permis de conduire?

Si le permis de conduire est perdu, abîmé ou volé, tu dois dans les deux jours à compter de la constatation, porter plainte à la police et compléter un formulaire sur lequel on collera une photographie authentifiée. La police se chargera de te procurer un permis de conduire provisoire, valable 90 jours. Dès la délivrance du permis de conduire provisoire, ton permis, même si il est retrouvé, ne sera plus valable.

Puis-je conduire en Italie avec ma propre voiture?

Selon la loi italienne, les véhicules enregistrés à l'étranger peuvent circuler en Italie pendant un an, s'ils sont importés de façon provisoire. Si ta résidence est en Italie (obligatoire pour les personnes qui restent dans le pays plus d'un an), tu dois importer ton véhicule et le faire enregistrer au PRA (Registre Public Automobile).

Puis-je acheter un véhicule une fois installé en Italie?

Pour acheter un véhicule, un étranger doit être en possession des documents suivants:

- Code fiscal;
- permis de séjour;
- certificat de résidence.

Dois-je assurer mon véhicule en Italie?

Il est obligatoire de contracter une assurance si:

- tu es résident en Italie et que tu as amené ton véhicule de ton pays en Italie;
- tu es résident en Italie et tu as acheté ton véhicule en Italie.

Adresse-toi à une Agence d'Assurances pour faire assurer ton automobile.



associationnisme
associationnisme

Liberté d'association

La liberté d'association est protégée par la loi italienne. Il est possible de s'associer à des fins non interdites par la loi; on peut particulièrement:

- créer une association;
- adhérer à une association;
- ne plus faire partie d'une association ou ne pas y participer.

Fonder une association

Quelles activités une association peut-elle faire?

N'importe quel type d'activités qui ne soient pas contre la loi pénale.

Existe-t-il des subventions pour les associations?

L'associationnisme est subventionné quand il favorise l'intégration des travailleurs étrangers dans la communauté locale: pour cela a été fondé au Ministère du Travail, de la Santé et des Politiques Sociales -Direction Générale de l'Immigration- le Registre National des Associations.

Quelles sont les conditions requises pour s'inscrire au registre national des associations?

Les associations à « caractère national » peuvent s'inscrire, si elles mènent une activité dans aux moins 5 régions et 20 départements italiens.

De quelles personnes une association est-elle constituée?

Elle est constituée d'un ensemble de personnes qui se réunissent dans des buts sociaux, culturels, d'assistance, environnementaux, etc..

Attention: Il n'existe pas un nombre minimum de personnes pour former une association, elles peuvent même être deux. Les activités commerciales sont réglementées.

Quels sont les éléments nécessaires pour fonder une association?

Chaque groupe tend à créer des règles qui disciplinent l'activité. La constitution d'une association peut se produire sous une forme écrite ou par accord verbal.



Seules les associations constituées sous forme écrite pourront mener une activité payante, accéder à des facilités et/ou des contributions publiques, s'inscrire sur le registre des organisations de volontariat, etc.. De plus, si la constitution de l'association est rédigée sous la forme d'acte public et/ou de rédaction privée authentifiée et/ou enregistrée, elle peut obtenir beaucoup d'avantages fiscaux.

Comment se constitue une association sous forme écrite?

Il faut écrire un contrat d'association.

Le contrat d'association se divise en deux documents qui forment toutefois un acte unique et sont:

- le statut;
- l'acte constitutif.

Qu'est-ce que le statut?

C'est le document qui régit la vie associative, en spécifiant les enjeux sociaux, les règles pour la formation des actes collégiaux, pour l'élection du président, pour la régularité des assemblées des associés, pour la rédaction du bilan.

Qu'est-ce que l'acte constitutif?

C'est le document qui atteste la constitution d'une association et en définit les coordonnées, indiquant: le siège social, les membres fondateurs, la date de constitution de l'association.

Il doit être signé par les membres fondateurs qui déclarent s'associer afin de poursuivre un but légal.

Que doit-on écrire dans le statut?

- Nom et siège de l'association;
- spécifier si il existe ou non un but lucratif;
- raison sociale de nature mutualiste ou de solidarité;
- données requises pour l'admission des associés;
- règles de comportement des associés;
- renseignements sur le patrimoine et les entrées;
- organes associatifs (conseils directifs, assemblées);



- règles de fonctionnement des organes associatifs: en particulier, pour le conseil de direction et l'assemblée, les modalités de convocation, de constitution et de délibération;
- durée de l'exercice social et bilan;
- modalité de dissolution de l'association.

Quand s'agit-il d'un acte public ou d'un acte privé?

Si le document est rédigé sous la supervision d'un notaire et enregistré par ce dernier auprès du Bureau du registre, il est dénommé acte public; si par contre il est rédigé par les associés, c'est un acte privé qui peut être enregistré ou non et les signatures peuvent éventuellement être authentifiées chez un notaire.

Quelle est la différence entre écriture publique et écriture privée?

La différence substantielle réside dans le fait que seul l'acte public permet dans le futur, de demander la reconnaissance de l'association et devenir ainsi une personne juridique.

Quelles sont les associations reconnues?

Celles qui possèdent un « décret » de reconnaissance - qui est un acte officiel de l'État - qui sert à doter l'association d'une indépendance financière. Cela signifie que l'association peut rendre compte de façon autonome des propres responsabilités puisqu'elle est une personne juridique.

Quelles sont les associations qui ne sont pas reconnues?

Celles qui ne jouissent pas d'une indépendance financière et qui sont à responsabilité limitée; c'est-à-dire si le patrimoine de l'association n'est pas suffisant pour satisfaire les obligations engagées, les personnes physiques qui en font partie devront répondre avec leur patrimoine pour la différence.

Quelle est la procédure de reconnaissance des associations?

Les intéressés doivent présenter à la Préfecture de la Province dans laquelle est établi le siège de l'organisme, une demande signée par le fondateur et accompagnée de l'acte constitutif. La solidité du patrimoine doit être démontrée dans la documentation jointe à la demande.



Combien de temps faut-il pour faire reconnaître une association?

Les autorités officielles ont jusqu'à 120 jours pour décider de l'enregistrement ou non de l'association; ce délai peut se prolonger jusqu'à 180 jours lorsque la Préfecture constate l'absence de documents ou remarque d'autres problèmes.

Que faire si l'association n'est pas reconnue?

Si l'enregistrement de l'association est refusé, on peut présenter un recours administratif.

L'association peut-elle avoir un code fiscal?

Oui, il est nécessaire de communiquer au Bureau des Impôts, la création de cette nouvelle entité. Le bureau délivrera un code fiscal.

A quoi sert le code fiscal?

Il est indispensable pour:

- acquérir des biens avec factures;
- mettre au nom de l'association des biens immobiliers (à travers un représentant légal);
- stipuler des contrats de location;
- réclamer les contributions et/ou les remboursements des dépenses aux institutions;
- donner des rétributions, etc..



Quelques formes d'associationnisme

Que sont les associations de promotion sociale?

Il s'agit d'associations qui développent des activités d'utilité sociale au bénéfice des membres et de la collectivité.

Quelles sont les activités considérées d'utilité sociale?

La bienfaisance, la promotion de la culture et de l'art, la sauvegarde et la valorisation de l'environnement, l'éducation et la formation, le sport d'agrément, la protection des droits civils, etc..

Les associations de promotion sociale sont réglementées par la loi 383/00.

Que sont les organisations de volontariat?

La loi définit comme activités de volontariat celles qui se développent sans but lucratif et dont l'objectif est la solidarité.

Les organisations de volontariat peuvent assumer toute forme juridique, compatible avec l'objectif humanitaire. Très souvent la forme juridique est celle des associations. Elles sont fondées sur le travail non rémunéré, même si elles peuvent avoir des employés ou des collaborateurs, s'ils sont utiles pour l'activité.

Les organisations de volontariat sont réglementées par la loi 266/91.

Que sont les Organisations Non Gouvernementales (ONG)?

Elles opèrent dans le domaine de la coopération avec les pays en voie de développement.

Les ONG, qui légalement peuvent assumer la forme juridique des associations ou des fondations, doivent demander la reconnaissance au Ministère des Affaires Étrangères pour pouvoir travailler sur des projets de développements financés par des fonds publics.

Les Organisations Non Gouvernementales (ONG) sont réglementées par la loi 49/87.

Que signifie Organisation à but non lucratif d'utilité sociale (Onlus)?

L'obtention du statut de ONLUS consent à l'organisation de bénéficiaire de facilités fiscales et cela regarde soit le régime fiscal de l'organisation même



soit celui de ses participants. Le régime fiscal des ONLUS s'applique automatiquement aux organisations de volontariat enregistrées sur les registres régionaux et aux coopératives sociales.

Que signifie Organisation de Non Profit?

Non Profit (ou sans but lucratif) est une organisation à l'intérieur de laquelle les bénéfices ne peuvent être distribués aux associés mais doivent être réinvestis au sein de l'activité même ou destinés aux objectifs statutaires.



Finito di stampare nel mese di settembre 2009
dalla tipolitografia CSR
Via di Pietralata, 157 - 00158 Roma
Tel. 064182113 (r.a.) - Fax 064506671